

**SPECIAL COMMUNE**

# **LA VÉRITÉ**



ORGANE DU COMITE CENTRAL DE  
L'ORGANISATION COMMUNISTE  
INTERNATIONALISTE  
pour la reconstruction  
de la 4<sup>e</sup> Internationale

---

N° 552  
MAI 1971  
5 F.



**Le 1<sup>er</sup> gouvernement  
ouvrier  
Vers la Commune  
mondiale!**

# SOMMAIRE

N° 552 — MAI 1971

Editorial	1
<hr/>	
Marx et la Commune	9
<hr/>	
La Commune, le Front unique et les libertés	44
<hr/>	
La Commune et le mouvement ouvrier européen en 1870-1871	65
<hr/>	
Les fossoyeurs de la Commune : calotins et bourgeois	76
<hr/>	
Chronologie politique de la Commune	91
<hr/>	
Notes de lecture :	
Talès	105
Louise Michel	109
La Commune en bleu, blanc, rouge	111

## LA VERITE

organe du Comité central  
de l'Organisation Communiste  
Internationale  
(pour la reconstruction  
de la IV<sup>e</sup> Internationale)  
section française du Comité international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale

Rédaction et administration  
39, rue du Faubourg-du-Temple  
75 - Paris (10<sup>e</sup>)

## LISEZ « LA VERITE » ET ABONNEZ-VOUS

### TARIFS

Prix au numéro ..... 5 F

### ABONNEMENTS

Non clos  
(5 numéros) ..... 18 F

Pli clos  
(5 numéros) ..... 23 F

Etranger  
(5 numéros) ..... 21 F

C.C.P. Gérard BLOCH  
PARIS 606-23

Le Directeur de la Publication : M. P. LAMBERT.

Imp. CAVILLON — 93 - Clichy-sous-Bois

# EDITORIAL

**1871 : Le prolétariat parisien établit le premier pouvoir ouvrier**

**1971 : Vers la république universelle des conseils**

*C'est Engels qui disait justement dans un discours sur la Commune de Paris que les travailleurs pouvaient laisser à la bourgeoisie « son 14 juillet » et que la « fête des prolétaires serait toujours et partout le 18 mars ».*

*Pourtant, ce printemps 1971 qui marque le centenaire de l'établissement, par les travailleurs de Paris, du premier pouvoir ouvrier, n'a pas été marqué par des manifestations rappelant et exprimant les leçons les plus évidentes de la Commune : l'unité des diverses tendances dans le cadre de la démocratie ouvrière, l'indépendance politique vis-à-vis de tous les courants de la bourgeoisie, la nécessité, pour « l'émancipation du travail », d'un gouvernement des travailleurs, d'un gouvernement ouvrier.*

*Au contraire, le 4 mai, prenant prétexte d'une provocation à l'évidence aussi grossière que celles où sont mêlés les services de police, Georges Marchais s'est rendu devant le Mur des Fédérés, précédé du drapeau des fusilleurs, du drapeau de Galliffet, le drapeau tricolore, pour rassurer M. Chaban-Delmas, pour réaffirmer que l'appareil stalinien du P.C.F. était bien du côté de « l'ordre bourgeois », en appelant à la violence contre les militants ouvriers qui n'acceptent pas les diktats de cet appareil, qui disent NON à Paris comme à Prague à sa « normalisation » contre-révolutionnaire.*

*Le résultat ne s'est pas fait attendre. Le dimanche 9 mai, sous la conduite de dirigeants nationaux des Jeunesses communistes comme François Assensi, de Lajoignie, maire-adjointe de La Courneuve, Maurice Bernard, permanent du P.C.F. à La Courneuve, une bande de nervis armés de barres de fer, de planches cloutées, de lames de rasoir, ont agressé les diffuseurs d'Informations ouvrières et de Jeune révolutionnaire, blessant gravement plusieurs d'entre eux, notamment Hélène Fargier, élève-professeur d'éducation physique, secrétaire régionale du Syndicat national de l'éducation physique (Fédération de l'éducation nationale), Jean-Jacques Garosi, rédacteur à la Sécurité sociale, délégué Force Ouvrière, Gilles Fagnot, ouvrier*

des P.T.T., secrétaire national adjoint de la commission nationale radio de la fédération postale C.G.T.

*Ainsi, parce que la bourgeoisie, décadente et pourrissante, reste, à l'échelle mondiale, la classe dominante, l'heure n'est pas encore venue où les prolétaires pourront fêter comme il convient la Commune de Paris, l'aube de la révolution socialiste. L'heure est à la lutte et c'est comme éléments de cette lutte que se présentent les journées qui, parce qu'elles sont liées aux pages les plus glorieuses de la lutte du prolétariat pour son émancipation, peuvent permettre aux travailleurs de se rassembler comme classe.*

*C'est pourquoi, comme le 1<sup>er</sup> mai, la commémoration de la Commune est un enjeu de la lutte des classes, l'occasion d'un combat politique.*

*Cette vérité, le centenaire de la Commune l'illustre avec éclat. On disait que les bourgeois aimaient les prolétaires comme la viande, saignants. La bourgeoisie et ses alliés dans le mouvement ouvrier aiment les révolutionnaires, mais morts. Et enterrés aussi profond que possible, sous des fleurs si nécessaire...*

*Aussi ce numéro spécial de la Vérité n'a-t-il nullement pour but d'ajouter au monument d'hypocrisies que l'on édifie de toutes parts à propos de la Commune de Paris, mais d'être une arme dans le combat contre les mystifications et les falsifications répandues à loisir, une arme qui, restituant à la Commune de Paris son véritable visage, montre du même coup les raisons de son actualité.*

*Car, si en 1971, les leçons de la Commune de Paris sont plus que jamais d'actualité, ce n'est pas essentiellement à cause des hasards chronologiques. C'est parce que ces derniers mois, qui ont vu la puissante grève des travailleurs de la General Motors répondre à la lutte héroïque des ouvriers et des paysans du Vietnam, les grèves des ouvriers anglais, bloquant l'offensive du gouvernement conservateur de Heath, répondre à la montée des masses en Amérique latine, en Argentine et en Bolivie, ont été la même période où les travailleurs et les paysans sans terre de Jordanie ont constitué leurs conseils, « leur commune », pour conduire leur combat contre l'impérialisme et ses complices féodaux et bourgeois tandis qu'en Pologne, face à la bureaucratie, la classe ouvrière, dressée par la grève générale et la manifestation pour reprendre le contrôle de ses conquêtes, couvre la Pologne de conseils ouvriers.*

\*  
\*\*

*Un siècle nous sépare donc de la Commune qui affirmait dans sa Déclaration au peuple français qu'elle marquait « la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des privilèges », un siècle tout entier dominé par les luttes de la classe ouvrière internationale pour son émancipation, luttes qui ont, par bien des aspects, modifié le champ de bataille. Mais la guerre des classes continue et les deux ennemis sont les mêmes : la classe de ceux*



qui possèdent, comme propriété privée, les moyens de production, et celle de ceux qui ne possèdent en propre que leur force de travail et qui doivent la vendre.

C'est de cette « patrie dans le temps » que l'on veut exclure la Commune. Sur ce terrain se retrouvent idéologues de tout bord. Loin d'être le prélude de l'ère des révolutions prolétariennes, elle aurait constitué l'ultime exemple de ces insurrections, plébéiennes par leurs combattants, mais qui demeureraient de simples crises politiques de la société bourgeoise dont elles visaient à modifier les institutions. Déjà anachronique en son temps, la Commune ne relèverait plus aujourd'hui que de la dissection historique ou de l'évocation sentimentale.

La Commune, ainsi, ne saurait être un « mauvais exemple » : elle daterait d'une autre époque.

Pour contribuer à l'armement politique de l'avant-garde, face aux tâches actuelles, il est nécessaire de comprendre et d'analyser la continuité du mouvement du prolétariat, l'unité du développement de ses luttes. Aussi les études qui composent ce numéro de la Vérité restituent-elles à la Commune son caractère prolétarien, montrent-elles comment s'y sont affirmées les expressions de la constitution du prolétariat en classe : la question de son organisation comme classe et de son unité — la question du Front unique — la question de la sélection d'une avant-garde, de l'organisation spécifique des révolutionnaires — du parti révolutionnaire — la question des institutions politiques nécessaires au prolétariat pour qu'il s'établisse comme classe dominante — la question de « l'Etat et la Révolution ».

\*  
\*\*

Ce n'est pas le lieu dans cet éditorial de revenir dans le détail sur les argumentations avancées pour nier le caractère prolétarien de la Commune de Paris.

Quelques remarques suffiront. Certains ont voulu démontrer que le « peuple de Paris » qui se soulevait le 18 mars 1871 ne comprenait pas de véritable prolétariat, mais seulement un agrégat de couches artisanales. C'était confondre les indices de la concentration capitaliste — effectivement encore très faible — et la situation de classe des producteurs, séparés des moyens de production, ne possédant en propre que leur force de travail.

C'est le prolétariat, qui s'est d'ailleurs rapidement développé pendant les quarante années qui précèdent la Commune et qui, y compris dans les conditions politiques de l'Empire, a tendu à développer ses propres organisations, qui est la force motrice, dirigeante, du mouvement exprimé par l'insurrection du 18 mars.

Comme toujours, le contenu social nouveau se coule d'abord dans des formes anciennes. Aboutissant à un conflit politique impitoyable, la lutte des travailleurs pour leur émancipation cherche des points d'appui, des

*références dans les luttes révolutionnaires du passé. En tirer la conclusion que la Commune serait en quelque sorte une résurgence, une ultime flambée du jacobinisme, c'est escamoter les rapports de classes réels. Le prolétariat parisien n'est en rien à la remorque de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie même la plus radicale : la séparation politique, l'affirmation du prolétariat comme seule classe révolutionnaire, s'est faite plus de vingt ans auparavant dans le sang de la défaite de juin 1848. Ce sont leurs propres aspirations que les prolétaires parisiens expriment dans la Commune, même s'ils emploient un langage pour beaucoup emprunté à l'apogée de la révolution bourgeoise...*

*Enfin, on a longuement disserté sur les formes politiques, sur les institutions de la Commune, pour prétendre qu'elles ne permettaient en rien d'y voir cette amorce de la dictature du prolétariat, ce gouvernement ouvrier, ce pouvoir de la classe ouvrière dont parle Marx. La Commune n'aurait été qu'une variante « avancée », pour prendre un terme à la mode, du parlementarisme bourgeois. Ce n'est pas le suffrage universel qui constitue le parlementarisme bourgeois, mais l'existence du parlement comme rouage de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire de l'appareil de domination et de contrainte de la classe exploiteuse :*

« La Commune ne devait pas être une corporation parlementaire, mais une corporation de travail à la fois législative et exécutive... Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dominante ira représenter et opprimer le peuple au parlement, le suffrage universel devait servir au peuple, constitué en communes, à recruter pour son entreprise des ouvriers, des surveillants, des comptables, de même que le suffrage universel sert au même objet à n'importe quel patron. »

*Et Lénine rappelle dans la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, se fondant sur l'expérience de la révolution d'Octobre, que « le fait de priver de droits électoraux la bourgeoisie ne constitue pas un indice obligatoire de la dictature du prolétariat... Cet élément constitutif de la dictature n'est pas né d'un « plan » du parti, il a surgi de lui-même au cours de la lutte ».*

*Il est simple de comprendre que la Commune ne pouvait pas commencer par là. De plus, les hésitations et les atermoiements dans la période qui précède les élections du 26 mars sont une chose, le processus révolutionnaire qui se déroule en est une autre. La révolution prolétarienne qui se déclenche à Paris en mars 1871 ne commence pas par l'élection de l'assemblée communale. Elle commence par « la destruction préliminaire du vieil appareil gouvernemental » (1). Le pouvoir qui s'établit à travers l'assemblée communale qui concentre les pouvoirs législatif et exécutif, dont les membres sont révocables à tout instant, s'appuie sur la mobilisation autonome de la classe ouvrière, à travers ses organisations, les clubs, les bataillons de la Garde nationale, véritable milice ouvrière.*

(1) Karl Marx, deuxième essai de rédaction de *la Guerre civile en France*.

*Et Lénine résumait dans « l'Etat et la Révolution » la signification de la Commune de Paris :*

« Ainsi la Commune semblait seulement avoir remplacé la machine d'Etat brisée par une démocratie plus complète : suppression de l'armée permanente, éligibilité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception. Or, en réalité, cela revenait seulement à un remplacement gigantesque de telles institutions par telles autres inspirées d'un principe différent. C'est là justement un cas de transformation de la quantité en qualité réalisée aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de la concevoir en général, la démocratie, de bourgeoise devient prolétarienne ; l'Etat (la force spéciale destinée à réprimer une classe déterminée) se transforme en quelque chose qui n'est plus proprement un Etat. »

*Ce qui s'est ébauché dans les 72 jours où le drapeau rouge de la Commune flotta sur Paris, ce sont les institutions — celles d'un Etat « qui n'est plus proprement un Etat » — nécessaires à la constitution du prolétariat en classe dominante.*

*L'actualité de la Commune de Paris ? Que l'on lise l'article paru dans Newsweek, grand hebdomadaire américain, dans son numéro du 27 septembre 1970 :*

« ... en dépit de la tranquillité qui régnait en surface à Irbid (ville de Jordanie), une authentique activité révolutionnaire se développait derrière la scène. Dans chaque rue, les partisans avaient mis en place des comités populaires pour remplacer l'administration. Ces comités élistaient à leur tour des représentants des comités de quartiers. Ces derniers, composés de commissaires des partisans ainsi que des dirigeants des habitants d'Irbid qui soutenaient la cause palestinienne, tenaient chaque soir des assemblées pour discuter de sujets tels que la future organisation de la ville et les préparatifs à faire pour sa défense. Quoique leur structure fût semblable à celle des soviets locaux que les bolcheviks ont formés dans les premiers jours de la révolution russe, ces comités semblaient s'être formés de manière relativement spontanée, en réponse aux événements locaux, sans aucune influence ouverte de Moscou ou de Pékin. Avant que je ne quitte Irbid, un « congrès du peuple » a été convoqué au centre de la ville et a décidé d'interdire l'accès de la ville à tous les fonctionnaires progouvernementaux et de résister à toute attaque de l'armée jordanienne. »

*L'actualité de la Commune de Paris ?*

« La ville polonaise de Szczecin, durant les émeutes de décembre, s'est transformée en une véritable république ouvrière où tous les pouvoirs étaient exercés par le comité de grève... La ville a été entièrement paralysée par une grève générale déclenchée le jeudi 17 décembre... On institua un comité de grève qui prit en main tout le pouvoir dans la ville, toutes les compétences des organes du parti et de la municipalité. Une milice ouvrière munie de brassards fut constituée pour empêcher notamment les destructions de machines dans les usines » (*Politika*, journal yougoslave, cité par *Le Monde* du 2 janvier 1971).

*Ces deux exemples, celui des travailleurs et des paysans sans terre aboutissant pour résister au bourreau féodal Hussein — soutenu par l'impérialisme, agissant avec l'aval de la bureaucratie du Kremlin au nom du plan Rogers — à détruire les institutions de l'Etat bourgeois pour édifier leur propre pouvoir ; celui des ouvriers de Pologne renouant avec les formes d'organisation — et, embryonnairement, de gouvernement — qui furent les instruments de la révolution prolétarienne victorieuse d'Octobre (les soviets), en édifiant leurs conseils ouvriers dans le mouvement même de leur lutte contre la bureaucratie qui usurpe et mine les conquêtes de la classe ouvrière*

*polonaise, font plus pourtant que rappeler simplement la portée universelle du premier gouvernement ouvrier de l'Histoire.*

*Ils traduisent le caractère de l'étape actuelle de la lutte des classes, celle de l'imminence de la révolution — et de la contre-révolution. Etape dans laquelle, à l'échelle mondiale comme dans chaque pays, l'antagonisme entre les classes fondamentales conduit à une instabilité profonde qui ne pourra être remise en cause que par une victoire décisive de la classe ouvrière ou de la bourgeoisie.*

*L'impérialisme dans l'impasse c'est la réaction sur toute la ligne. Il doit, pour assurer les conditions de sa survie, s'attaquer à l'ensemble des positions, des droits, des libertés arrachés par le prolétariat. Partout il se heurte à la classe ouvrière, aux masses travailleuses des villes et des campagnes qui, à partir de leur résistance aux attaques de la bourgeoisie, ouvrent la voie de son renversement. Capitalisme ou socialisme, socialisme ou barbarie.*

*C'est en ces termes que se circonscrit la réalité mondiale et, dans les pays les plus retardés dans leur développement industriel, les masses ne peuvent aborder la solution des tâches que le développement historique leur a léguées qu'à travers la révolution prolétarienne, qu'en établissant la dictature du prolétariat dont les formes et le contenu se profilaient dans le soviét d'Irbiid.*

*L'impasse de l'impérialisme c'est aussi celle de toutes les forces dont la position dépend en définitive du maintien de l'impérialisme comme système mondialement dominant. Isolé dans les limites d'un pays arriéré, l'Etat ouvrier russe devait dégénérer : une caste bureaucratique s'emparait du pouvoir, substituant sa dictature parasitaire et policière aux organes de la dictature du prolétariat, liquidant dans le sang le parti de Lénine et de Trotsky.*

*Cette couche reposait sur les bases sociales édifiées par la révolution d'Octobre, mais elle ne pouvait préserver son pouvoir et ses privilèges que pour autant que la révolution prolétarienne ne s'étende pas. La révolution prolétarienne est son ennemie mortelle, et d'autant plus qu'elle se présente aujourd'hui, non seulement sous la forme du combat des travailleurs des pays capitalistes, mais directement dans la lutte des masses travailleuses, des jeunes, des intellectuels d'Union soviétique et des pays de l'Europe de l'Est pour reprendre le contrôle de leurs conquêtes.*

*Ce processus, celui de la révolution politique (politique car cette révolution ne vise pas à transformer radicalement les rapports de production existants, mais au contraire à défendre contre l'impérialisme et la bureaucratie les conquêtes de tout le prolétariat mondial que sont l'abolition de la propriété privée des moyens de production et la planification, en redonnant le pouvoir politique au prolétariat) a un contenu social précis. Il est prolétarien, socialiste, il est l'expression de la révolution socialiste internationale dans les pays où les fondements du capitalisme ont été détruits, mais où une bureaucratie contre-révolutionnaire détient le pouvoir politique.*



*Amorcé à Berlin-Est en 1953 (où les travailleurs en grève exigeaient un « gouvernement des métallurgistes »), poursuivi par « l'Octobre polonais » de 1956, il atteignait un premier sommet avec la révolution hongroise, justement appelée la révolution des conseils ouvriers, car elle tendait, avant que les chars de la bureaucratie ne l'écrasent, à centraliser le pouvoir des conseils des soviets, dont l'activité révolutionnaire du prolétariat avait amené la constitution à travers tout le pays.*

*La féroce répression ne brisait pas le mouvement des masses d'Europe de l'Est et d'U.R.S.S. Coïncidant avec la grève générale de mai-juin 1968, la révolution politique montait, disloquant l'appareil, et l'intervention en août 1968 des armées du pacte de Varsovie n'a pu aboutir à la « normalisation » avant que les travailleurs de Pologne, de nouveau, au chant de l'Internationale, se dressent contre la bureaucratie, constituant leurs conseils.*

*Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne... Et, en U.R.S.S. même, l'affirmation de plus en plus ferme et audacieuse d'une nouvelle opposition communiste. Personne ne s'y trompe. Quels que soient les rythmes, les reculs momentanés, les épreuves, c'est le glas du pouvoir de la bureaucratie qui commence de sonner. Mais cela signifie aussi que partout la domination de l'impérialisme est menacée.*

*Ce n'est pas à la légère que le Premier ministre du gouvernement conservateur de Grande-Bretagne a déclaré, du haut de la tribune des Nations-Unies, que la décennie 1970 était dominée par les dangers de « guerre civile ».*

*Il exprimait la volonté de la bourgeoisie mondiale : détruire les positions, les conquêtes, les droits du prolétariat, détruire ses organisations. Mais partout, de l'Allemagne, dont on n'ose plus vanter le caractère miraculeux, à l'Espagne de Franco, les travailleurs combattent, tendent à s'organiser, à se rassembler comme classe.*

*Ce que manifestait la puissante grève générale de mai-juin 1968 qui, bien que trahie, a entraîné la chute du bonapartisme gaulliste, cette pièce maîtresse de la réaction en Europe, ce n'était pas seulement la volonté de l'écrasante majorité de la population travailleuse, se regroupant autour de la classe ouvrière, de ne pas subir les conséquences du maintien du régime.*

*C'était, à partir de ce refus, la volonté instinctive, élémentaire, du prolétariat, de « reconstruire la société sur des bases communistes », comme l'écrivait Léon Trotsky.*

*Faisant chanceler l'appareil d'Etat, la grève générale, à travers sa centralisation politique par la centralisation des comités de grève, par la perspective du Comité central national de grève, posait avec intensité la question d'un autre gouvernement, d'un gouvernement de la classe ouvrière et de ses organisations unies sous le contrôle démocratique des travailleurs mobilisés dans la lutte...*

\*  
\*\*

*Et trois ans plus tard, par la grève qu'ils ont imposée, les travailleurs de Renault, de Renault où avait jailli le cri de colère de tous les travailleurs face à la braderie de Grenelle : « Ne signez pas », dégagent la voie du combat pour vaincre et abattre le gouvernement du capital, le gouvernement Pompidou-Chaban.*



*1871 vit l'établissement du premier gouvernement ouvrier. En 1971, le développement de la lutte des classes internationale ouvre la perspective du combat pour la république universelle des conseils.*

*Là est précisément l'actualité de la Commune que, de toutes parts, on cherche à masquer. En finir avec ce vieux monde qui pourrit, avec toute oppression et toute violence, c'est d'abord en finir avec l'appareil d'Etat qui préserve l'exploitation, c'est construire, sur ses ruines, l'Etat qui n'est déjà plus à proprement parler un Etat, l'Etat-Commune, sans policiers et sans bureaucrates.*

*C'est le commencement de l'émancipation réelle de toute l'humanité, de la disparition de toute inégalité, que marque l'émancipation du prolétariat, sa constitution en classe dominante. Les moyens de cette domination, les formes et le contenu de la dictature du prolétariat : la Commune, le Soviet, le Conseil, se dégagent du mouvement même du prolétariat. Formes supérieures du Front unique de classe, ils constituent, dans leur expansion, les institutions du pouvoir de la classe ouvrière.*

*La révolution de 1905, en Russie, qui vit naître les soviets, comme celle de 1917, la révolution allemande comme la révolution espagnole prolongent, enrichissent l'ébauche nettement dessinée par les Communistes.*

*A cette étape de la lutte des classes, la plus haute détermination du combat de la classe ouvrière pour le socialisme, la composante consciente de ce combat incarnée dans l'organisation révolutionnaire et son programme s'imposent comme l'aboutissement du mouvement objectif de la lutte des classes et comme l'exigence qui surgit de l'activité révolutionnaire des masses.*

*C'est en ce sens que le Programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, le programme de la révolution socialiste, peut affirmer que la lutte des masses est plus forte que les appareils bureaucratiques et simultanément que la crise de l'humanité se ramène à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.*

*« Notre devoir est de lutter et de vaincre ! » Ainsi s'achevait l'appel de la Commune de Paris au peuple de France.*

*Lutter pour vaincre c'est aujourd'hui, dans les affrontements de classes qui s'annoncent et dont nous ne vivons que les épisodes préliminaires, combattre pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour la construction dans tous les pays du parti mondial du prolétariat.*

**LA VERITE.**

# Marx et la Commune

par Gérard BLOCH

Lorsque  
l'on évoque  
les enseignements  
que Marx a tirés  
de la Commune,  
on pense généralement  
tout d'abord  
à ces « pages oubliées  
du marxisme »  
que Lénine  
a exhumées dans  
« L'Etat et la révolution »,  
à la rectification fameuse  
que Marx et Engels  
ont apportée  
au « Manifeste  
du parti communiste »  
dans la préface  
de l'édition de 1872 :

« La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. »

Que la classe ouvrière ne puisse réaliser sa tâche historique qu'en commençant par détruire « l'horrible appareil » de l'Etat, voilà bien aujourd'hui, où cet appareil répressif militaire et policier a pris des proportions que Marx n'imaginait pas, et sur la planète entière, et non plus seulement, comme il y a un siècle, « sur le continent » européen, une

thèse de Marx plus essentielle que jamais, et pour cette raison même plus « oubliée » que jamais — tous les efforts des idéologues des « voies parlementaires vers le socialisme » comme de ceux des « réformes de structure anticapitalistes », de « l'autogestion », du « pouvoir ouvrier dans les usines », « pouvoir étudiant dans les facultés », « pouvoir lycéen

dans les lycées », etc., tant staliniens que réformistes et que centristes (en particulier pablistes ou mandéliens) et gauchistes, n'ayant d'autre but que de détourner le prolétariat de concentrer ses forces pour l'accomplissement de cette tâche politique suprême. On sait toutefois que la thèse de la nécessaire destruction de l'Etat par les ouvriers avait été formulée par Marx dès 1852, et si, naturellement, l'expérience de la Commune lui a fourni l'occasion de la développer davantage, c'est surtout dans l'analyse de la forme du pouvoir ouvrier, du « *gouvernement des travailleurs* », que la Commune a apporté à Marx des éléments nouveaux. Et surtout il est nécessaire, pour bien comprendre la portée de la théorie de l'Etat ouvrier chez Marx, de la replacer dans l'ensemble de sa doctrine, dominée et unifiée par sa méthode.

Deux ans avant d'exhumer ces « *pages oubliées du marxisme* », Lénine avait noté son fameux aphorisme :

« Pour comprendre le *Capital* de Marx, il faut avoir lu toute la *Logique* de Hegel. C'est pour quoi aucun socialiste n'a compris Marx, cinquante ans après lui. »

Aphorisme d'autant plus digne de remarque que, si Lénine, lui, n'avait pas étudié à fond la *Logique* de Hegel avant 1915, il n'en était vraisemblablement pas de même pour des socialistes comme Franz Mehring ou Rosa Luxembourg — qu'au surplus le manuscrit de l'*Introduction* à la *Critique de l'économie politique* dans laquelle Marx définit lui-même sa méthode, la place que prend pour lui l'abstraction dans l'analyse, avait été publié par Mehring en 1908 — et que, cependant, personne n'a pleinement compris la méthode du *Capital* à l'époque de la II<sup>e</sup> Interna-

tionale, ce qui a eu pour effet de donner un caractère partiel et partialisé à toutes les polémiques contre le révisionnisme du début de ce siècle. C'est ainsi que, jusqu'en 1914, et contrairement à la gauche allemande de Rosa Luxembourg et Franz Mehring, Lénine n'avait pas compris que le marxisme du centre social-démocrate inspiré par Kautsky était purement académique. C'est ainsi que Rosa Luxembourg — si elle apportait dès 1908, dans l'analyse de l'impérialisme, un élément fondamental nouveau : le rôle du militarisme dans l'économie, donc dans la société capitaliste, le début de la transformation massive des forces productives en forces destructives, annoncé par Marx dès 1846, et qui est devenu un trait essentiel, déterminant, du capitalisme depuis 1914 — était amenée, pour réfuter les austro-marxistes Hilferding, Bauer, etc., qui prétendaient s'appuyer sur les schémas de reproduction du livre II du *Capital* pour démontrer la possibilité d'un équilibre éternel de l'économie capitaliste, faute de comprendre que ces schémas ne visaient pas à refléter le mouvement concret de l'économie capitaliste, mais constituaient un niveau déterminé d'abstraction, « *une étape dans l'analyse* », pour citer Trotsky, à critiquer ces schémas, et par suite à situer les racines de la crise historique du capitalisme, du caractère insoluble de ses contradictions, ailleurs que dans les conditions mêmes de la production. Il faudra attendre 1915 pour que Lénine produise une analyse de l'impérialisme comme stade du capitalisme, comme découlant inéluctablement de ses lois immanentes, du conflit entre forces productives et propriété privée des moyens de pro-



duction, comme le stade de son agonie, celui de la révolution prolétarienne mondiale. Sans doute fallait-il, non seulement le génie de Lénine et la lecture de la *Logique* de Hegel, mais que l'époque de la crise historique finale du capitalisme ait commencé le 1<sup>er</sup> août 1914, pour que celui-ci puisse ressaisir la méthode de Marx dans son ensemble.

## CE QUI FONDE L'UNITÉ DE LA PENSÉE DE MARX

C'est en 1845, au moment où il rédige avec Engels l'*Idéologie allemande*, que Marx achève d'élaborer l'essentiel de sa conception de l'histoire, qu'il résumera lui-même en ces termes dans une lettre bien connue à Weydemeyer, en 1852 :

« ... Ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne ni leur lutte entre elles... Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes... »

Le mouvement de l'histoire de notre époque, c'est le mouvement fondamental de la classe ouvrière vers son émancipation, donc vers sa constitution comme classe par l'organisation, vers sa constitution en classe dominante, but final et forme suprême de son organisation indépendante de classe, et point de départ de la libération de toutes ses chaînes pour l'humanité tout entière, de la constitution de l'humanité comme

humanité, de la « fin de la préhistoire ». C'est ce mouvement fondamental que Marx se consacrera désormais à analyser sous toutes ses formes : c'est ce processus historique inconscient dont le marxisme est l'expression consciente, et qui fonde son unité.

A la fin de 1843, à un moment où Marx s'exprimait encore en termes philosophiques, et envisageait « l'émancipation humaine » sous une forme abstraite, il avait défini sa tâche en ces termes :

« Nous dégageons des principes mêmes du monde de nouveaux principes que nous développons pour lui... Nous lui montrons pourquoi il lutte, et la conscience est quelque chose qu'il lui faut acquérir, qu'il le veuille ou non. »

Maintenant que Marx est en possession de la clé de l'histoire de notre époque, il s'agit pour lui de dégager des luttes mêmes du prolétariat les principes de ces luttes, car « la conscience est quelque chose qu'il lui faut acquérir ». Mais c'est toujours du mouvement fondamental de la classe ouvrière, de la lutte du prolétariat pour son émancipation qu'il s'agit dans l'œuvre de Marx.

C'est ainsi, n'en déplaise aux auteurs désormais concurrents du *Traité marxiste d'économie* et du *Traité d'économie marxiste*, que le *Capital* de Marx n'est pas un traité d'économie, fût-il (le traité) ou fût-elle (l'économie) « marxiste ». Les catégories économiques en mouvement, les lois de l'économie capitaliste et la loi de ces lois, leur tendance historique à se nier elles-mêmes ne sont pour Marx que les formes spécifiques de la lutte du prolétariat pour se constituer en classe, pour engendrer un monde nouveau.

C'est ainsi que, après avoir analysé pendant plus de cent pages — et, n'en déplaise à M. Rubel, ce long développement est bien à sa place dans le livre I du *Capital* — la lutte de la classe ouvrière anglaise pour la limitation de la journée de travail et la « législation des fabriques », la réglementation légale de la journée de travail en général, Marx ajoute cette remarque :

« La législation des fabriques est la première réaction consciente et planifiée de la société sur la forme spontanée de son processus de production. En réglant le travail dans les fabriques et les manufactures, elle apparaît en premier lieu comme une immixtion dans les droits d'exploitation du capital. »

Chaque conquête de la classe ouvrière, devenant un point de départ de nouvelles luttes, exprime en germe le but final de cette lutte, la société où l'économie cessera d'être le jeu de lois aveugles pour être planifiée, régie consciemment par l'humanité.

C'est que la classe ouvrière n'est pas dans la société bourgeoise une classe comme les autres.

Elle est une classe de cette société, et comme telle pénétrée jusqu'à la moëlle des diverses variétés de l'idéologie bourgeoise, dominée, possédée par les rapports sociaux-bourgeois — une armée d'esclaves salariés que la concurrence dresse les uns contre les autres, émietlée par la division du travail en professions aux habitudes et aux traditions diverses, comme par la diversité des croyances religieuses ou philosophiques, scindée en nations, en races, en provinces que la société bourgeoise dresse les unes contre les autres.

Elle est la classe qui doit abattre cette société et abolir toute division de classes. Lorsqu'elle se sépare de

toutes les tendances bourgeoises, réalise son indépendance de classe, combat comme classe contre la bourgeoisie, s'organise comme classe face à la bourgeoisie pour préparer le combat, la concurrence bourgeoise cède la place à la solidarité prolétarienne, la classe ouvrière tend à dépasser, à transcender, toutes ses aliénations, son organisation et son combat tendent à préfigurer la société future. « *Le prolétariat n'est rien s'il n'est pas révolutionnaire* », écrira Marx.

## LES COMMUNISTES ET LE MOUVEMENT DE LEUR CLASSE

Lorsque se constituera la première grande organisation de classe du prolétariat, l'Association internationale des travailleurs. Marx ne se tournera pas vers elle pour lui prêcher la doctrine du *Manifeste communiste*, dégradant ainsi son programme au niveau de celui d'une secte. Il n'a pas d'« intérêts séparés » à défendre, distincts « de ceux du prolétariat tout entier ». Sa tâche consiste à formuler les principes du mouvement de la classe ouvrière à partir du mouvement ouvrier réel. *L'Adresse inaugurale* de l'Association internationale des travailleurs, qui mériterait d'être reproduite ici en entier, démontrait que

« partout, la grande masse des classes laborieuses s'est enfoncée dans une misère toujours plus profonde, dans la même proportion, au moins, que les classes supérieures se sont élevées dans l'échelle sociale. Dans tous les pays d'Europe, c'est maintenant une vérité irréfutable, indéniable pour tout chercheur impartial, et qui n'est contestée que par ceux qui ont intérêt à éveiller dans l'esprit d'autres personnes des espérances trompeuses, que ni le perfectionnement des machines, ni l'application de la science à



l'agriculture ou à l'industrie, ni les ressources et les artifices des moyens de communication, ni les nouvelles colonies, ou l'émigration, ni la conquête de nouveaux marchés, ni le libre-échange, ni tous ces éléments réunis ne peuvent abolir la misère des masses laborieuses ; qu'au contraire, sur la base faussée de ce qui existe, tout nouveau développement de la force créatrice du travail ne tend qu'à approfondir les contradictions sociales et à aggraver le conflit social.

Mais les défaites subies par la classe ouvrière européenne dans les années cinquante n'avaient pas été sans compensations, parmi lesquelles il citait la conquête de la loi des dix heures par les ouvriers anglais, car « *la lutte pour la limitation légale du temps de travail* » signifiait

« une intervention directe dans le grand conflit entre la règle aveugle des lois de l'offre et de la demande, qui constitue l'économie politique de la bourgeoisie, et la production réglée par la tutelle sociale »,

que représente la classe ouvrière.

« Et c'est pourquoi la loi des dix heures n'a pas seulement été un grand succès pratique, mais aussi la victoire d'un principe ; pour la première fois, l'économie politique de la bourgeoisie succombait devant l'économie politique de la classe ouvrière. »

Cependant, « *les maîtres de la propriété foncière et du capital continueront à user de leurs privilèges politiques* » pour perpétuer leurs monopoles économiques :

« C'est pourquoi la conquête du pouvoir politique est la tâche des classes laborieuses. »

Les travailleurs paraissent l'avoir compris, comme le montraient leurs efforts simultanés

« pour une réorganisation politique du parti des ouvriers. Un élément de succès est entre leurs mains — le nombre. Mais ce nombre ne pèse lourd dans la balance que s'ils sont unis dans une alliance et conduits consciemment vers un but ».

L'expérience du passé leur a enseigné que,

« s'ils dédaignent la fraternité qui doit toujours exister entre les ouvriers des divers pays et les inciter à se tenir fermement au coude à coude dans toutes leurs luttes émancipatrices, ils en seront punis par un échec général de leurs efforts incohérents ».

Et l'*Adresse* se terminait par la devise même du *Manifeste* dont elle avait en fait affirmé les conclusions essentielles :

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Les *Statuts*, à leur tour, rassemblaient ces conclusions dans les fameux « *Considéranants* » :

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de tout régime de classe ;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens du travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude sous toutes ses formes : la misère sociale, l'avisement intellectuel et la dépendance politique ;

Que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

Que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué, faute de solidarité entre les travailleurs des différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays ;

Que l'émancipation du travail, n'étant pas un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne, et nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés ;

Que le mouvement qui vient de naître parmi les ouvriers des pays les plus indus-

trieux de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et de combiner le plus tôt possible les efforts encore isolés.»

Il faut y ajouter l'article 1 de ces *Statuts*, libellé comme suit :

« L'Association est établie pour créer un point central de communication et de coopération entre les sociétés ouvrières des différents pays aspirant au même but, à savoir : le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière. »

Il n'est pas possible de donner ici fût-ce une faible idée de l'immense activité déployée par Marx dans le cadre du Conseil général de l'Internationale. Elle est toujours guidée par les mêmes principes : il laisse s'exprimer sans mot dire les lubies même les plus étranges héritées du passé par les diverses tendances (1), tant qu'elles ne constituent pas une entrave au développement du « *mouvement réel de la classe* ». Il intervient pour s'opposer à toute menace sur l'indépendance de classe de l'Internationale — comme lorsque la Ligue de la paix et de la liberté, organisation bourgeoise, proposera une fusion que l'Internationale repoussera avec dédain — ou lorsque le développement des grèves et des « *sociétés de résistance* » (syndicats) permet de rassembler une large majorité, y compris parmi les proudhoniens, pour en finir avec certains des aspects les plus néfastes du proudhonisme : la dénonciation par Proudhon des grèves et des syndicats, et pour définir le rôle de ceux-ci.

Que ce soit la même année (1866) qu'il compose la rédaction finale du livre I du *Capital* (où pour la première fois est formulée correctement la loi des salaires de l'économie capi-

taliste), qu'il fasse au Conseil général, sur cette loi des salaires, les fameuses conférences (2) destinées à fournir aux militants syndicaux les arguments qui leur manquaient pour répondre aux théories économiques bourgeoises selon lesquelles les grèves étaient inutiles, car le salaire était nécessairement fixé au niveau le plus bas, et qu'il rédige la non moins fameuse résolution sur les syndicats qu'adoptera le congrès de Genève, ne fait que souligner l'unité de sa pensée, expression consciente du mouvement fondamental de la classe.

A partir de l'origine des syndicats, qui réside dans le mouvement spontané de la classe, il montre que leur rôle essentiel n'est pas dans la défense des revendications immédiates sur le lieu de travail, si nécessaire que soit ce rôle :

« Les syndicats sont nés à l'origine des efforts *spontanés* des ouvriers pour éliminer, ou du moins limiter, cette concurrence, afin de conquérir les termes du contrat qui leur permettent au moins de s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves. « L'objet immédiat des syndicats était donc limité aux nécessités quotidiennes, à des mesures appropriées pour mettre en échec

(1) Pour ne citer que cet exemple paru parmi d'autres parfois encore plus aberrants, le congrès de Lausanne (1867) devra écarter, non sans que certains délégués manifestent leur exaspération, un long rapport du futur bakouniste Guillaume sur ce qu'il appelle la « *phonographie* », c'est-à-dire le système de réforme de l'orthographe dont il est l'auteur, et les avantages décisifs qu'il présenterait pour l'émancipation des travailleurs. Rien ne manque à ce document qui a des résonances curieusement actuelles, pas même les fatidiques « *caillou, chou...* ».

(2) Publiées plus tard sous le titre : *Salaires, prix et profits*.



les empiètements continuels du capital, en un mot aux questions de salaire et de durée du travail.

Cette activité des syndicats n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne peut s'en passer tant que dure le système de production actuel. Au contraire, il faut la généraliser en formant des syndicats et en combinant leurs efforts dans tous les pays. D'un autre côté, les syndicats, sans qu'ils en soient conscients eux-mêmes, sont devenus des centres d'organisation de la classe ouvrière, comme les municipalités et les communes du Moyen Age l'avaient été pour la classe bourgeoise. Si les syndicats sont nécessaires pour les combats de guérilla entre le capital et le travail, ils sont plus importants encore en tant que moyens d'organisation pour supplanter le système du travail salarié et de la domination du capital lui-même.»

(...) En dehors de leurs objectifs primitifs, ils doivent maintenant apprendre à agir délibérément comme centres organisateurs de la classe ouvrière dans le grand intérêt de son *émancipation complète*. Ils doivent soutenir tout mouvement social et politique qui tend à aller dans cette direction. En se considérant et en agissant comme les champions et les représentants de la classe ouvrière tout entière, ils ne peuvent manquer d'enrôler dans leurs rangs les inorganisés.»

Après la Commune, il soulignera que les syndicats ne peuvent suffire à remplir ces tâches et que leur accomplissement nécessite la constitution de la classe ouvrière en parti politique.

## LE FRONT UNIQUE OUVRIER

Répondant, d'autre part, en mars 1869, à l'«*Alliance*» formée par Bakounine, il redéfinit la fonction de l'Internationale comme front unique organique des diverses tendances ouvrières :

« Conformément à l'article 1 de ses *Statuts*, l'Association internationale des travailleurs admet toutes les organisations ou-

vrières (...) ayant le même but, à savoir la défense, le progrès et *l'émancipation complète de la classe ouvrière*.

« Comme les divers secteurs de travailleurs dans le même pays et les classes ouvrières des divers pays sont placés dans des conditions différentes, et ont atteint des degrés de développement divers, il semble presque nécessaire que les notions théoriques qui reflètent le mouvement réel doivent aussi différer.

Cependant la communauté d'action suscitée par l'Association internationale des travailleurs, l'échange des idées facilité par les organes publics des différentes sections nationales et les débats directs aux congrès généraux engendreront sûrement peu à peu un programme théorique commun.»

En 1872, il proposera même de reformuler l'article I des *Statuts* en ces termes :

« L'Association est fondée pour organiser l'action commune des travailleurs des différents pays aspirant au même but, à savoir le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière.»

On voit que, du point de vue de Marx en tout cas, la lutte pour l'unité d'action organique, pour le Front unique de classe, n'est pas une «*tactique*» valable seulement dans certaines circonstances très particulières — mais bien une ligne stratégique permanente, la lutte pour dégager le mouvement fondamental de la classe de toutes les entraves, divisions, aliénations que lui impose la société bourgeoise et lui permettre d'atteindre son but : la constitution du prolétariat en classe dominante pour son émancipation.

Il nous a paru nécessaire, fût-ce aussi schématiquement que nous l'avons fait, de situer l'analyse que Marx va faire de la Commune dans le développement de sa pensée et de son action ; la Commune prendra sa place dans la ligne qui en fait l'unité : le mouvement histo-

rique de la classe ouvrière pour son émancipation, dont elle constituera l'expression suprême, « *la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail* ».

Cette forme, Marx, qui n'avait rien d'un utopiste, avait dû attendre que l'histoire la crée pour l'analyser. Elle ne constituait toutefois pas une création *ex-nihilo*, mais le prolongement, la forme supérieure de la « *constitution du prolétariat en classe* », et, par conséquent, comme l'écrivait Trotsky, « *un bloc de toutes les organisations et tendances de la classe ouvrière unies contre la bourgeoisie* ».

## L'ANALYSE DE MARX

La publication des travaux préparatoires de Marx et des extraits de presse rassemblés par lui (voir l'édition de 1953 de *la Guerre civile en France* parue aux Ed. sociales) permet de mesurer avec quelle minutie il a procédé, ne substituant jamais des idées préconçues à l'analyse de cette « *formation historique entièrement nouvelle* », affinant les définitions et dégagant la signification essentielle de celle-ci sans en ignorer toute la complexité. On ne peut qu'admirer comment, sur la seule base de la presse et d'un petit nombre d'informations reçues directement de Paris, il est parvenu à dégager l'essentiel de l'accessoire, ce qui fait de la Commune « *l'aube de la révolution sociale* ». Les deux premières rédactions sont d'ailleurs riches d'aperçus que Marx élaguera, pour s'en tenir à l'essentiel, dans le texte définitif, mais qui sont pleins

d'enseignements pour le lecteur actuel.

Il est de fait qu'à l'époque personne n'a contesté ses conclusions, personne n'a contesté que la Commune fut essentiellement « *un gouvernement de la classe ouvrière* » (3). *La Guerre civile en France* apparut à tous les contemporains comme un monument à la gloire de la Commune, comme l'expression exacte de sa signification historique. Les membres de la Commune de toute tendance qui parvinrent à Londres en juillet ou août 1871 tinrent à honneur d'apposer leur signature au bas de *la Guerre civile...* à la suite de celles de ceux qui étaient membres du Conseil général au moment de son adoption. La définition de Marx correspondait parfaitement à la conscience qu'avait la Commune d'elle-même. Ne trouvait-on pas parmi les premiers extraits de presse relevés par Marx ces lignes prises dans le *Journal officiel* du Comité central du 20 mars :

« Les prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques... Les travailleurs, ceux qui produisent tout et ne jouissent de rien, ceux qui souffrent de la misère au milieu des produits accumulés, fruit de leur labeur et de leurs sueurs, devront-ils donc sans cesse être en butte à l'outrage ? Ne leur sera-t-il jamais permis de travailler à leur émancipation sans soulever contre eux un concert de malédictions ?... Le prolétariat, en face de la menace permanente de ses droits, de la négation absolue de toutes ses légitimes aspirations, de la ruine de la patrie et de toutes ses espérances, a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit

(3) Marx, *la Guerre civile en France*, p. 45.



absolu de prendre en main ses destinées et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir... Le cours du progrès, un instant interrompu, reprendra sa marche, et le prolétariat accomplira, malgré tout, son émancipation » (4).

A l'époque, ce qu'affirmèrent contre Marx les anarchistes, notamment Bakounine, ce n'est pas, comme il est courant de le faire aujourd'hui, que Marx aurait travesti la véritable signification de la Commune, c'est au contraire que celle-ci l'avait obligé à abandonner les théories de « *communisme d'Etat* » qu'ils lui prêtaient.

## DÉTRUIRE L'ÉTAT

Or Marx, répétons-le, n'avait pas eu à attendre la Commune pour conclure que la révolution prolétarienne aurait à briser la machine militaire et bureaucratique de l'Etat, que toutes les révolutions bourgeoises n'avaient fait que perfectionner. Il avait tiré cette conclusion dès 1852, dans son *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*. Bakounine — qui, au surplus, en 1852, ne songeait nullement à prêcher l'abolition de l'Etat : il ne deviendra anarchiste qu'au moins quinze ans plus tard — avait quelque excuse à ignorer le *Dix-huit Brumaire* de Marx, puisque détenu dans diverses forteresses à partir d'avril 1849. Ceux qui reprennent la même thèse aujourd'hui n'en ont aucune...

Donc, déjà abordée en 1852, l'analyse de l'évolution de l'Etat bourgeois et surtout de l'attitude du prolétariat à son égard, à laquelle Marx procède en 1871, est beaucoup plus approfondie, et d'une telle actualité que nous ne croyons pas inutile de la citer longuement :

« Cette excroissance parasitaire greffée sur la société civile, et qui prétendait en être la réplique idéale, atteint son plein développement sous le règne du premier Bonaparte. La Restauration et la Monarchie de Juillet n'y ajoutèrent qu'une plus grande division du travail ; celle-ci croissait à mesure que la division du travail dans la société civile créait de nouveaux groupes d'intérêts et, par suite, de nouveaux prétextes à l'intervention de l'Etat. Dans leur lutte contre la révolution de 1848, la république parlementaire de France et les gouvernements de toute l'Europe continentale furent contraints de renforcer, par leurs mesures de répression contre le mouvement populaire, les moyens d'action et la centralisation de ce pouvoir gouvernemental. Toutes les révolutions eurent donc pour conséquence unique de perfectionner l'appareil d'Etat, au lieu de rejeter ce cauchemar étouffant. Les fractions et les partis des classes dominantes qui, à tour de rôle, se disputèrent la prépondérance ont considéré la possession (la maîtrise) (la prise) et la direction de cet immense appareil de gouvernement comme le butin principal du vainqueur. Sa fonction essentielle était de créer d'immenses armées permanentes, un grouillement de vermine d'Etat, et d'énormes dettes publiques. A l'époque de la monarchie absolue, c'était un instrument de la lutte de la société moderne contre le féodalisme, lutte couronnée par la Révolution française ; sous le premier Bonaparte, non seulement il servit à subjuguer la Révolution et à supprimer toutes les libertés populaires, mais ce fut aussi l'instrument de la Révolution française pour frapper au-dehors, pour créer au profit de la France, sur le continent, à la place des monarchies féodales, des Etats faits plus ou moins à l'image de la France. Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, il devint non seulement un instrument de la domination de classe de la bourgeoisie par la violence, mais aussi le moyen d'ajouter à l'exploitation économique directe une deuxième exploitation du peuple, en assurant aux familles bourgeoises toutes les riches prébendes du train de l'Etat. A l'époque de la lutte révolutionnaire de 1848, enfin, il servit d'instrument pour anéantir cette révolution et toutes les aspirations des masses populaires à l'émancipation. Mais l'Etat parasite n'atteignit son développement final que sous le Second

(4) *O. c.*, pp. 81-82.

Empire... Pandémonium d'infâmies, ce pouvoir d'État avait reçu sa dernière et suprême expression dans le Second Empire. Il se donnait l'apparence d'être la victoire finale de ce pouvoir gouvernemental sur la société, mais c'était, en fait, l'orgie de tous les éléments corrompus de cette société. Aux yeux d'un spectateur peu averti, il ne semblait être que la victoire de l'Exécutif sur le Législatif, la défaite finale infligée à la forme de domination de classe qui prétendait être la société se gouvernant elle-même, par la forme de cette domination qui prétendait être un pouvoir placé au-dessus de la société. Mais il n'était, de fait, que la forme dernière, dégradée, et la seule possible, de cette domination de classe, aussi humiliante pour la classe dominante elle-même que pour la classe ouvrière qu'elle maintenait dans les fers» (5).

## BONAPARTISME ET ÉTAT BOURGEOIS

Marx soulignait en même temps — et cela revient comme un leitmotiv dans tous ses écrits de cette période — que le parlementarisme a fait son temps, que le seul gouvernement possible pour la bourgeoisie est désormais la dictature directe de l'appareil répressif militaire et policier :

« L'État bourgeois moderne s'incarne dans deux grands organismes, le parlement et le gouvernement. La toute-puissance parlementaire avait, sous la République du parti de l'ordre, de 1848 à 1851, donné naissance à sa propre négation, le Second Empire. Le régime impérial, avec sa dérision de parlement, est le régime qui fleurit à présent dans la plupart des grands États militaires du continent. A première vue, la dictature usurpée du corps gouvernemental sur la société elle-même semble également dominer et humilier toutes les classes. Mais, en réalité, tout au moins sur le continent européen, elle est devenue la seule forme possible d'État par laquelle la classe des appropriateurs peut continuer à tenir sous sa coupe la classe des producteurs. L'assemblée de fantômes de tous les parlements français défunts, qui hantent encore Versailles, n'exerce aucun pouvoir véritable en dehors de l'appareil gouvernemental,

tel qu'il a été façonné par le Second Empire» (6).

Comme ce fut souvent le cas, les prévisions de Marx ont été plus lentes à se réaliser qu'il ne le pensait, mais, pour cette raison même, le pronostic qu'il formule s'applique avec beaucoup plus de précision sous nos yeux que de son temps. Divers pays, notamment la France, ont pu connaître, selon le développement de la lutte des classes, des formes de pouvoir bourgeois où le parlementarisme et le despotisme militaire s'entremêlaient de diverses manières.

Les masses ont combattu, conquis des droits et des libertés, bastions chèrement acquis, toujours contestés, points de départ de leur lutte pour le socialisme, aujourd'hui partout menacés par la bourgeoisie. Mais partout et toujours l'appareil répressif de l'État a continué à se perfectionner, acquérant de notre temps une ampleur inconcevable. Partout aujourd'hui — et non seulement « *sur le continent* » — l'État bourgeois s'élève à mille lieues au-dessus de la société, partout le parlement est réduit à un rôle purement décoratif, partout « *l'orgie des éléments corrompus de la société* » prend des proportions sans précédent, les « *scandales* » se succèdent, la police devient le seul moyen de gouvernement et le seul langage que le gouvernement parle aux travailleurs et à la jeunesse. Le seul contrepoids au despotisme policier, ce sont les conquêtes des masses travailleuses, garanties par les puissantes organisations de masse qu'elles ont édifiées. De ce fait, le régime du profit, miné par les contradictions

(5) O. c., pp. 210-211.

(6) O. c., p. 257.



croissantes, insolubles, chaque jour plus insoutenables que Marx avait analysées et dont il avait prévu le développement, ne se maintient plus — et cela Marx ne l'avait pas prévu et ne pouvait pas le prévoir — que parce que le côté bourgeois de toute organisation ouvrière, dans lequel s'exprime le caractère de classe de la société bourgeoise, de classe bourgeoise du prolétariat s'est cristallisé en puissants appareils contre-révolutionnaires, en puissants appareils bureaucratiques bourgeois, excroissances parasitaires sur le corps du mouvement ouvrier comme l'État est une excroissance parasitaire sur le corps social en général, et qui en usurent la direction.

## **LA COMMUNE, « RÉVOLUTION CONTRE L'ÉTAT »**

L'« horrible appareil de la domination de classe » de la bourgeoisie doit être DÉTRUIT. Marx le répète dans chacune de ses rédactions, sans se lasser. La Commune a détruit l'État ; c'est en cela d'abord qu'elle a, aux yeux de Marx, une signification historique mondiale.

Car « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte » (7).

« La véritable antithèse de l'Empire lui-même — c'est-à-dire du pouvoir d'État, de l'exécutif centralisé dont le Second Empire n'était que la formule définitive — ce fut la Commune... Ce ne fut donc pas une révolution contre telle ou telle forme de pouvoir d'État, légitimiste, constitutionnelle, républicaine ou impériale. Ce fut une révolution contre l'État lui-même, cet avorton surnaturel de la société ; ce fut la reprise

par le peuple et pour le peuple de sa propre vie sociale. Ce ne fut pas une révolution faite pour transférer ce pouvoir d'une fraction des classes dominantes à une autre, mais une révolution pour briser cet horrible appareil même de la domination de classe. Ce ne fut pas une de ces luttes mesquines entre la forme exécutive et la forme parlementaire de la domination de classe, mais une révolte contre ces deux formes qui se confondent, la forme parlementaire n'étant qu'un appendice trompeur de l'exécutif. Le Second Empire fut la forme achevée de cette usurpation de l'État. La Commune fut sa négation nette, et, par suite, le début de la révolution sociale du XIX<sup>e</sup> siècle. Quel que soit donc son destin à Paris, elle fera le tour du monde. Elle a été aussitôt acclamée par la classe ouvrière d'Europe et des États-Unis, comme le mot magique de sa délivrance » (8).

Comme un écho à ces lignes de Marx, on croit entendre, dans le lointain, les manifestants de Mai 68 criant : « *A bas l'Etat policier !* ». La première tâche de la révolution prolétarienne est de briser, de détruire l'État. Alors que cette machine est devenue cent fois, mille fois plus monstrueuse aujourd'hui qu'au temps où Marx appelait à sa destruction, que réformistes et staliniens puissent prétendre que cela n'est plus nécessaire, qu'on peut le transformer de l'intérieur, le démocratiser (y faire passer « *un souffle républicain* », comme on disait naguère), ce serait proprement incroyable, si l'on ne savait que la puissance du mensonge réside dans ses racines sociales. Les fausses théories des sectes ou des tendances ouvrières réformistes, au temps de Marx, des proudhoniens qui prétendaient que la classe ouvrière doit ignorer l'État et la politique, y être indifférente, de Lassalle qui croyait que les travailleurs pour-

(7) O. c., p. 38.

(8) O. c., pp. 211-212.

raient utiliser l'Etat pour leur émancipation (et même celui de Bismarck) constituaient des erreurs, le produit d'analyses erronées, incomplètes, partielles de la société de classe et de l'Etat policier. Les appareils bourgeois, eux, ne commettent pas « d'erreurs ». Ils défendent des intérêts. Ils défendent le régime du profit. Ils sont installés dans le camp de la classe ouvrière pour y défendre l'ennemi. Leurs « théories » n'ont pas d'autre signification que les buts pratiques immédiats qu'ils poursuivent.

## LE DOUBLE POUVOIR

Il est bon de crier « *A bas l'Etat policier !* ». Mais il est meilleur de l'abattre. Pour cela, la classe ouvrière doit rassembler ses forces, les organiser à un degré supérieur, les concentrer, les armer. Le pouvoir ouvrier ne naît pas au sein de l'Etat bourgeois. Il ne naît pas non plus sur ses ruines. Il naît en face de lui, ses organes se constituent dans la lutte contre lui, il est l'instrument des travailleurs pour abattre l'Etat. Il se constitue d'abord comme un pouvoir contre le pouvoir. Ce phénomène du double pouvoir que toutes les révolutions prolétariennes ont connu, dont celle de 1917 a développé les formes classiques, longuement analysées par les bolcheviks, Marx l'avait reconnu et analysé en 1871, dans des développements qu'il n'a pas repris directement dans la rédaction définitive de *la Guerre civile...* :

« Le soulèvement de tout le Paris sain — à l'exclusion des piliers du bonapartisme et de son opposition officielle, les grands capitalistes, tripoteurs financiers, escrocs, oisifs, vieux parasites d'Etat — contre le gouvernement de la défense, ne date pas du 18 mars, bien qu'il ait remporté ce jour-là

sa première victoire sur la conspiration ; il date du 31 janvier, du jour même de la capitulation. La Garde nationale — c'est-à-dire tous les Parisiens en armes — s'est organisée et a vraiment gouverné Paris à partir de ce jour-là, indépendamment du gouvernement usurpateur des capitulaires installé par la grâce de Bismarck » (9).

« Le Comité central, qui avait dirigé la défense de Montmartre et était apparu à l'aube du 18 mars comme le guide de la révolution, n'était ni une improvisation née des circonstances ni le produit d'une conspiration secrète. Du jour même de la capitulation, par laquelle le gouvernement de la Défense nationale avait désarmé la France, mais s'était réservé une garde du corps de 40.000 hommes dans le but de mater Paris, Paris se tenait sur le qui-vive. La Garde nationale réforma son organisation et confia son commandement suprême à un Comité central constitué par les délégués de chaque compagnie : c'étaient pour la plupart des ouvriers, dont la force essentielle résidait dans les faubourgs ouvriers, mais ils furent bientôt acceptés par toute la Garde, à l'exception de ses vieilles formations bonapartistes. A la veille de l'entrée des Prussiens dans Paris, le Comité central assura le transport à Montmartre, Belleville et La Villette des canons et des mitrailleuses traîtreusement abandonnés par les capitulaires dans les quartiers mêmes que les Prussiens allaient occuper. Il assura ainsi la sauvegarde de l'artillerie qui provenait des souscriptions de la Garde nationale. Cette artillerie avait été officiellement reconnue comme la propriété privée de la Garde nationale par la convention du 31 janvier, et, à ce titre, exceptée de la reddition générale des armes. Pendant toute la période qui s'étend entre la réunion de l'Assemblée nationale à Bordeaux et le 18 mars, le Comité central avait été le gouvernement populaire de la capitale » (10).

## LA CONQUÊTE DE LA DÉMOCRATIE

« *Ni une improvisation née des circonstances ni le produit d'une conspiration secrète* », les organes du

(9) O. c., p. 208.

(10) O. c., p. 250.



pouvoir de la classe ouvrière naissent de son mouvement fondamental pour son émancipation. Forme organisationnelle suprême de ce mouvement d'une classe qui contient en germe l'abolition des classes, qui est en germe la négation des classes, une non-classe, ce pouvoir est l'Etat qui est en même temps le non-Etat.

Comme tout pouvoir, il est celui d'une classe, mais d'une classe, celle des travailleurs salariés, qui est la majorité de la nation et entraîne dans son sillage toutes les couches qui ne participent pas directement à son exploitation, commerçants, paysans, face au Capital et à son Etat-Moloch.

Il ne se dresse pas au-dessus de la société pour se retourner contre elle, il est l'expression, l'organisation, la concentration de toutes les forces vives de la société unies pour l'objectif ultime : l'abolition des classes. Il est la « conquête de la démocratie », expression synonyme, pour le *Manifeste communiste*, de la « constitution du prolétariat en classe dominante » — cette démocratie directe que les masses avaient tenté de conquérir dans chaque révolution précédente.

Car la notion de « révolution démocratique bourgeoise » n'existe pas chez Marx et Engels, qui n'emploient jamais cette terminologie chère aux épigones qui l'appliquent comme un masque aux couleurs fleuries sur les traits hideux de l'Etat policier devant lequel ils montent la garde. Même lorsque, avant 1848, ils n'excluaient pas la possibilité de voir la bourgeoisie prendre la tête de la révolution contre l'Etat bureaucratique-féodal en Allemagne, et lui promettaient en ce cas le soutien du prolétariat — après 1848, on le sait,

ils ont conclu que la destruction de l'ancien régime ne pourrait se faire que sous la direction du prolétariat s'engageant dans un processus permanent de révolution — ils n'attendaient pas de la bourgeoisie la réalisation de mesures démocratiques, mais de l'action des masses. Ils ont toujours conçu la « révolution démocratique » comme un terme distinct et antinomique de celui de « révolution bourgeoise ». La révolution démocratique signifiait pour eux 1793, les masses plébéiennes tentant de constituer — tentative historiquement prématurée, donc condamnée à l'échec, mais non moins significative — leurs propres organes de pouvoir, de démocratie directe : la Commune, les clubs, indépendamment du Comité de Salut public robespierriste et contre lui. C'est cette ligne de réflexion qui mène Marx, dans sa première rédaction, à noter certains articles de la constitution de 1793, qui instaurent un régime de contrôle démocratique des électeurs sur les élus aux divers échelons, de gestion démocratique des municipalités et des départements, de précautions contre le risque d'un rôle autonome de l'administration.

« Constitution de 1793,

§ 78. Il y a dans chaque commune de la république une administration municipale. Dans chaque district, une administration intermédiaire, dans chaque département une administration centrale.

§ 79. Les officiers municipaux sont élus par les assemblées de la Commune.

§ 80. Les administrateurs sont nommés par les assemblées électorales de département et de district.

§ 81. Les municipalités et les administrations sont renouvelées tous les ans par moitié.

Conseil exécutif.

§ 62. Composé de 24 membres.

§ 63. L'Assemblée électorale de chaque département nomme un candidat. Le corps

législatif choisit sur la liste générale les membres du conseil.

§ 64. Il est renouvelé par moitié à chaque législature, dans le dernier mois de sa session.

§ 65. Le Conseil est chargé de la direction et de la surveillance de l'administration générale.

§ 66. Il nomme, hors de son sein, les agents en chef de l'administration générale de la république.

§ 68. Ces agents ne forment point un conseil ; ils sont séparés, sans rapports immédiats entre eux, ils n'exercent aucune autorité personnelle.

§ 73. Le conseil révoque et remplace les agents à sa nomination » (11).

C'est précisément sur ces traits qui font de la Commune une forme supérieure de la démocratie directe ébauchée au cours des révolutions précédentes que s'appuient ceux qui — quand ils sont de bonne foi — veulent voir dans la Commune « *la dernière révolution du XIX<sup>e</sup> siècle* ».

Dans la mesure où elle se rattache à la tradition de 93, ce sont les éléments embryonnaires de révolution prolétarienne, de démocratie directe, qu'ont contenus toutes les grandes révolutions bourgeoises, au temps où la bourgeoisie pouvait encore mobiliser les masses contre l'absolutisme, que prolonge et amplifie la Commune. Mais, par son contenu, elle les dépasse toutes, elle est, selon l'expression fréquemment employée par Marx, « *l'aube de la révolution sociale* » du prolétariat.

## **BUREAUCRATISME ET CENTRALISATION POLITIQUE**

Il importe d'éclaircir ici un aspect important. La centralisation politique indispensable à la classe ou-

vière pour concentrer ses forces dans le combat contre la bourgeoisie, centralisation qui doit trouver son expression dans cette forme suprême d'organisation du prolétariat qu'est sa constitution en classe dominante, dans les organes de son pouvoir, de l'État ouvrier, est dénoncée par diverses tendances anarchistes ou spontanéistes comme étant synonyme d'une contrainte imposée de l'extérieur, du maintien de l'ancienne machine oppressive de l'État ou de l'instauration d'une nouvelle, d'un appareil bureaucratique centralisé, hiérarchisé, imposant de l'extérieur au mouvement de la classe une unité formelle. Et d'accuser Marx et Engels d'avoir préconisé le « *communisme autoritaire* », hiérarchique, bureaucratique — de rechercher dans la pensée de Marx la véritable cause de la dégénérescence *bourgeoise* de la bureaucratie de l'U.R.S.S. et des appareils *bourgeois* du réformisme et du stalinisme.

Or rien n'est plus contraire à la réalité, tant en ce qui concerne la doctrine de Marx que les conditions réelles de réalisation de l'unité de volonté et d'action de millions et de dizaines de millions de travailleurs, inséparable de leur liberté d'initiative, de leur autonomie à tous les échelons. Incomparablement plus efficaces, plus profondes que l'unification subie ou le centralisme résultant de la contrainte imposée de l'extérieur aux masses populaires, sont la centralisation, la concentration, l'unification qui procèdent organiquement de l'intérieur, du mouvement fondamental de la classe

(11) O. c., p. 234.



ouvrière ; ce mouvement, qui la constitue comme classe et tend, par là même, à la constituer en classe dominante, pousse à l'élimination de toutes ses aliénations, de tout ce qui vient de l'extérieur, exprime des intérêts qui lui sont étrangers ou hostiles et s'oppose à son unité ; il tend à transcender tout ce qui reflète des intérêts particuliers, momentanés, fragmentaires, pour amener la classe tout entière à faire siennes les positions de son avant-garde communiste, à n'avoir plus d'autres intérêts que ceux du mouvement prolétarien dans son ensemble et d'autres objectifs que ses objectifs historiques. La classe ouvrière aspire alors, elle entraîne dans son sillage, elle unifie sous sa direction toutes les couches populaires petites-bourgeoises, unifiant toutes les forces vives de la nation dans la lutte pour l'abolition des classes.

Cette légende qui identifie centralisation des forces prolétariennes et bureaucratisme est toutefois nourrie par une erreur que Marx et Engels ont commencé par commettre eux-mêmes, et qui reste aujourd'hui extrêmement répandue. Elle consiste à rechercher dans le « *centralisme jacobin* » de 1793 l'origine de l'appareil ultra-centralisé de l'Etat dont le peuple français « *jouit* » aujourd'hui encore. Cette erreur trouve son reflet dans la circulaire de mars 1850 du bureau central de la Ligue des communistes (celle-là même dans laquelle, pour la première fois, la stratégie de la révolution permanente est définie comme étant la stratégie du prolétariat vis-à-vis de la démocratie petite-bourgeoise dans un pays comme l'Allemagne, où la révolution avait encore pour première tâche d'abattre la

propriété féodale et l'absolutisme). Marx et Engels y écrivaient :

« ... Comme en France en 1793, la réalisation de la centralisation la plus rigoureuse est aujourd'hui en Allemagne la tâche du parti vraiment révolutionnaire » (12).

Mais Engels, en rééditant cette circulaire en 1885, ajoutait à cet endroit la note suivante :

« Il faut rappeler aujourd'hui que ce passage repose sur un malentendu. A ce moment-là il était admis — grâce aux faussaires bonapartistes et libéraux de l'histoire — que la machine administrative centralisée française avait été introduite par la grande Révolution et maniée notamment par la Convention comme une arme indispensable et décisive pour vaincre la réaction royaliste et fédéraliste et l'ennemi extérieur. Mais c'est actuellement un fait connu que, pendant toute la révolution jusqu'au 18-Brumaire, l'administration totale du département, de l'arrondissement et des communes se composait d'autorités élues par les administrés eux-mêmes qui, dans le cadre des lois générales de l'Etat, jouissaient d'une liberté complète ; que cette administration autonome provinciale et locale, semblable à ce qui se passe en Amérique, devint précisément le levier le plus puissant de la révolution, et cela à un point tel que Napoléon, immédiatement après son coup d'Etat du 18-Brumaire, s'empressa de la remplacer par le régime préfectoral encore en vigueur de nos jours et qui fut donc, dès le début, un instrument de réaction. »

Marx, cependant, dès 1852 — dès qu'il était arrivé à la conclusion que la révolution devait « *concentrer sur le pouvoir exécutif toutes ses forces de destruction* » (13) avait écrit :

« La centralisation politique dont la société moderne a besoin ne peut s'élever que sur les débris de l'appareil gouvernemental, militaire et bureaucratique, forgé autrefois pour lutter contre le féodalisme. La destruction de l'appareil d'Etat ne mettra pas en danger la centralisation. La bureaucratie n'est que la forme inférieure et brutale

(12) Marx-Engels, *Textes sur l'organisation*, Editions Spartacus, p. 45.

(13) *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Editions sociales, 1969, p. 134.

d'une centralisation qui est encore affectée de son contraire, le féodalisme» (14).

Nous venons de le voir, l'« *appareil gouvernemental, militaire et bureaucratique* » n'avait pas été forgé dans la lutte contre le féodalisme. C'est au contraire le premier Bonaparte qui, restaurant les formes gouvernementales de la monarchie absolue, a doté en même temps l'Etat d'un appareil bureaucratique centralisé bien plus concentré et plus massif que celui de l'Ancien Régime, comme instrument de lutte contre les masses populaires. Mais cette erreur ne retire rien de leur valeur aux remarques de Marx, qu'il développera après l'expérience de la Commune.

C'est ainsi, comme nous l'avons indiqué plus haut, que dans la première rédaction de *la Guerre civile en France*, il cite les articles de la constitution de 1793 qui instauraient l'autonomie des communes, districts (on dirait aujourd'hui "arrondissements") et départements.

Un peu plus haut, après avoir dénoncé la « *décentralisation réactionnaire de la France* » voulue par les ruraux :

« Ce qu'ils veulent réellement, c'est revenir à ce qui précédait l'appareil d'Etat centralisé, c'est devenir plus ou moins indépendants de ses préfets et de ses ministres, et remplacer cet appareil par l'autorité seigneuriale des châteaux sur les provinces et les villages »,

il écrit :

« Ce que veut Paris, c'est abolir cette centralisation qui a rendu service contre la féodalité, mais qui, devenue l'unité d'un corps artificiel, s'appuyant sur les gendarmes et sur les armées en livrée rouge ou noire, opprime la vie de la société véritable, pèse sur elle comme un cauchemar et donne à Paris une "omnipotence apparente" en l'enfermant et en l'isolant de la

province. Ce que veut Paris, c'est remplacer cette unité formelle de la France qui existe en dehors de la société française par l'union politique de la société française, elle-même issue de l'organisation communale » (15).

Dans ses extraits de presse, il n'a pas manqué de relever le passage correspondant de la « *Déclaration de la Commune* » du 19 avril :

« L'unité telle qu'elle nous a été imposée jusqu'à ce jour par l'empire, la monarchie et le gouvernement parlementaire n'est autre chose que la centralisation despotique, inintelligente, arbitraire et onéreuse. L'unité politique, telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les initiatives locales » (16).

Enfin, dans le texte définitif de *la Guerre civile...* il soulignera :

« L'unité de la nation ne dev ait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais se voulait indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire » (17).

On sait le commentaire qu'a fait de ces lignes Lénine, dans *L'Etat et la révolution*. C'est à bon droit, on vient de le voir, qu'il a réfuté Bernstein qui en concluait à la similitude parfaite des vues de Marx et de celles de Proudhon :

« Bernstein est simplement incapable de concevoir la possibilité d'un centralisme volontaire, d'une union volontaire des communes en nation, d'une fusion volontaire des communes prolétariennes en vue de la destruction de la domination bourgeoise et de la machine d'Etat bourgeoise. Bernstein, comme tout philistin, se représente le centralisme comme chose venant uniquement d'en haut, ne pouvant être imposée et main-

(14) *Idem*, p. 134.

(15) *O. c.*, p. 228.

(16) *O. c.*, pp. 136-137.

(17) *O. c.*, p. 43.



tenue que par la bureaucratie et le militarisme.

MARX, comme s'il avait prévu la possibilité d'une déformation de sa doctrine, souligne à dessein que c'est commettre sciemment un faux que d'accuser la Commune d'avoir voulu prétendument détruire l'unité de la nation, supprimer le pouvoir central. Marx emploie intentionnellement cette expression : « *organiser l'unité de la nation* », pour opposer le centralisme prolétarien conscient, démocratique, au centralisme bourgeois, militaire, bureaucratique. »

Toutefois, lorsque Lénine écrit :

« *Marx s'accorde avec Proudhon en ce sens que tous deux sont pour la "démolition" de la machine d'Etat actuelle* » et parle de « *cette similitude du marxisme et de l'anarchisme (avec Proudhon comme avec Bakounine)* », il nous faut aujourd'hui, après l'expérience notamment de la révolution espagnole, rectifier : ce qu'il y a lieu de reprocher à l'anarchisme, c'est qu'il ne veut pas, en fait sinon en paroles, détruire la machine d'Etat actuelle — car, pour y parvenir, la classe ouvrière doit concentrer et organiser ses forces en formant les organes de la lutte contre l'Etat, qui sont en même temps les organes du pouvoir ouvrier. Même quand, comme en Espagne après le 19 juillet 1936, cette machine avait été détruite aux neuf dixièmes par l'offensive des travailleurs, il a préféré prêter ses bons offices pour la replâtrer plutôt que d'en achever la destruction, ce qui exigeait la centralisation, l'unification politique, de la classe ouvrière, sa constitution organique en classe dominante. Quant aux épigones spontanéistes, nous les avons vus, en mai 1968, avec l'appui des prétendus « marxistes » de Mandel ou de Pablo, ne rien négliger, au nom de l'« *autogestion* », du « *pouvoir ouvrier dans les entreprises* », etc., pour détourner les travail-

leurs de la concentration, de l'unification de leurs forces. La seule force concentrée, centralisée, existant dans le camp ouvrier devait rester l'appareil bourgeois du stalinisme, qui put ainsi employer cette centralisation réactionnaire pour disloquer le mouvement des masses, puis y mettre fin.

## LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

« *Reprise du pouvoir d'Etat par la société... par les masses populaires elles-mêmes, qui substituent leur propre force organisée à la force organisée pour les opprimer* », mais que « *seule, la classe ouvrière pouvait formuler* » et dont, seule, elle pouvait « *entreprendre la réalisation par la lutte* » (18), « *forme sous laquelle la classe ouvrière prend le pouvoir politique dans ses places fortes sociales* » (19), etc. — les différentes formules employées par Marx ne font qu'approfondir son analyse des différents aspects de cette « *formation historique entièrement nouvelle* » pour en dégager finalement l'essence :

« Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail » (20).

Il est au surplus, à notre avis, peu sérieux de tirer argument de ce que Marx n'emploie pas dans *la Guerre civile en France* (ni dans ses travaux

(18) O. c., pp. 212-213.

(19) O. c., p. 256.

(20) O. c., p. 45.

préliminaires) le terme « *dictature du prolétariat* » pour en déduire on ne sait quelle distinction, en particulier avec la fameuse exclamation d'Engels en 1891 : « *Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat.* » Marx lui-même, d'ailleurs, le 25 septembre 1871, rassemblant les leçons de la période qui s'achevait comme de celle qui avait déjà commencé, déclarait :

« L'insurrection de Juin (1848) avait été une révolte contre la classe dirigeante tout entière, y compris sa fraction la plus radicale... Le dernier mouvement a été la Commune, le plus grand qui a jamais eu lieu, et il ne peut y avoir deux opinions à son sujet — la Commune, c'était la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Il y a eu beaucoup de malentendus au sujet de la Commune. La Commune ne pouvait fonder une nouvelle sorte de gouvernement de classe. En détruisant les conditions existantes d'oppression par le transfert de tous les moyens de travail aux travailleurs productifs, obligeant ainsi tout individu physiquement apte à travailler pour vivre, la seule base de la domination et de l'oppression sera abolie. Mais avant qu'une telle transformation puisse être effectuée, une dictature prolétarienne est nécessaire, et la première condition en est une armée prolétarienne. La classe ouvrière aura à conquérir son droit à s'émanciper sur le champ de bataille. La tâche de l'Internationale est d'organiser et de combiner les forces du travail pour la lutte qui vient. »

La dictature du prolétariat n'a jamais signifié autre chose, pas plus pour les bolcheviks que pour Marx, que l'hégémonie politique de la classe ouvrière.

D'autre part, il ne faut pas oublier que, pour la dictature du prolétariat, non seulement les distinctions entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif disparaissent, mais que celles entre gouvernement et Etat s'estompent.

La dictature du prolétariat, c'est le pouvoir de la classe tout entière,

qui administre, gouverne, dirige la société. Et si elle élabore nécessairement différents organes, aux différents niveaux, local, régional, national..., il n'y a pas, cependant, simplement un centre qui ordonne et un appareil qui transmet et exécute.

Ces divers organes sont tous les instruments du pouvoir de la classe, exprimant sous des formes spécifiques une même totalité organique.

« Dans le système "*d'autonomie administrative des producteurs*", c'est-à-dire dans l'Etat purement prolétarien, écrit Trotsky, la multiplicité des degrés du système électoral est une question qui intéresse non la politique, mais le mécanisme de l'administration autonome... » (21).

« *Gouvernement des travailleurs* », « *pouvoir de la classe ouvrière* », « *dictature du prolétariat* », « *Etat ouvrier* » ne sont pas des termes définissant des réalités distinctes, mais diverses caractéristiques d'une même réalité.

Enfin, il faut sans doute le rappeler une fois de plus : même au lendemain de la révolution d'Octobre, il n'a pas tenu aux bolcheviks que le premier gouvernement de la dictature du prolétariat ne fût un gouvernement de Front unique de tous les partis populaires, y compris les mencheviks et socialistes-révolutionnaires de droite, sous la seule condition que ceux-ci acceptent le pouvoir des soviets. Ils n'étaient pas partisans du pouvoir d'un seul parti, pas même, autant que possible, du gouvernement d'un seul parti. La forme prise dès l'été 1918 par la dictature du prolétariat en U.R.S.S. a été le

(21) Trotsky, *Terrorisme et communisme*, Editions 10/18, p. 149.



produit des circonstances extrêmement difficiles de l'époque, dans un pays arriéré où le prolétariat n'était qu'une faible minorité. Dans les pays avancés, la dictature du prolétariat aura dès le début une base sociale incomparablement plus large. A cet égard aussi, elle sera l'héritière de la Commune, autant que de l'Octobre russe.

Quant aux monstrueux régimes policiers de l'Est de l'Europe et de l'U.R.S.S., ce sont des régimes où une bureaucratie bourgeoise a pu, dans des circonstances historiques que nous ne rappellerons pas ici, usurper le pouvoir dans l'Etat ouvrier. Ce ne sont pas des régimes politiques de dictature du prolétariat, mais leur contraire. La tâche politique des ouvriers consiste, à l'Est comme à l'Ouest, à détruire cet « horrible appareil », à l'Ouest pour détruire les rapports sociaux bourgeois, et instaurer des rapports socialistes, à l'Est pour libérer ces nouveaux rapports, issus de la révolution d'Octobre, de la gangue bureaucratique qui les enserre et menace de les étouffer.

## **LA PRISE DU POUVOIR, DÉBUT D'UNE PÉRIODE DE BOULEVERSEMENT RÉVOLUTIONNAIRE**

On trouve également dans la première rédaction de *la Guerre civile* un des très rares textes où Marx s'exprime sur le caractère *politique* de la période de transition :

« La Commune ne supprime pas les luttes de classes par lesquelles la classe ouvrière s'efforce d'abolir toutes les classes et, par

suite, toute (domination de) classe (parce qu'elle ne représente pas un intérêt particulier ; elle représente la libération du "travail", c'est-à-dire la condition fondamentale et naturelle de toute vie individuelle et sociale, que seules l'usurpation, la fraude et des ruses artificieuses permettent à la minorité de confisquer à la majorité), mais elle crée l'ambiance rationnelle dans laquelle cette lutte de classes peut passer par ses différentes phases de la façon la plus rationnelle et la plus humaine. Elle peut être le point de départ de réactions violentes et de révolutions tout aussi violentes. Elle commence l'*émancipation du travail* — son grand but — en balayant l'œuvre improductive et malfaisante des parasites d'Etat ; elle extirpe, d'une part, les racines du mal qui livrait une immense partie du revenu national à la nourriture du monstre étatique, et, d'autre part, elle accomplit l'ouvrage réel de l'administration locale et nationale pour des salaires d'ouvriers. Elle débute donc par une immense épargne, par une réforme économique aussi bien que par une transformation politique.

L'organisation communale une fois fermement établie à l'échelle nationale, les catastrophes qu'elle aurait peut-être encore à subir seraient des insurrections sporadiques d'esclavagistes qui, tout en interrompant momentanément l'œuvre de progrès pacifique, ne feraient qu'accélérer le mouvement, en armant le bras de la révolution sociale » (22).

Ces lignes remarquables que Marx n'a pas reprises dans sa rédaction définitive sont l'ébauche de la théorie de l'époque de transition, que Trotsky devait reprendre et généraliser beaucoup plus tard comme troisième thèse de la théorie de la révolution permanente : la prise du pouvoir par le prolétariat ne marque pas l'instauration d'un nouvel ordre mais le début d'une période de bouleversement continu de tous les rapports politiques et sociaux, de lutte violente et non violente, à l'échelle nationale et internationale.

(22) O. c., p. 215-216.

## LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Le 5<sup>e</sup> congrès annuel de l'Internationale, qui avait été convoqué par le Conseil général pour le début de septembre 1870 à Mayence, avait dû être remis du fait de la guerre franco-allemande. En 1871, la terreur blanche qui régnait sur le continent ne permettant toujours pas la tenue d'un congrès (à caractère public), comme l'Internationale en avait tenu un chaque année au mois de septembre de 1866 à 1869, Marx proposa au Conseil général de le remplacer par une conférence privée de délégués des sections, comme ç'avait été le cas une première fois, pour d'autres raisons, en 1865.

Face à l'offensive générale de la réaction — on put craindre un moment que même en Angleterre on ressuscitât les vieilles lois contre les étrangers, datant de l'époque de la Convention, pour mettre en cause la sécurité des réfugiés politiques — il apparaissait indispensable à Marx et Engels de resserrer la cohésion organisationnelle de l'Internationale (en réglant en particulier le problème posé par la scission organisée, en avril 1870, par les partisans suisses de Bakounine), et d'affermir ses fondements politiques. On peut dire que c'est à la conférence de Londres, qui se tint en septembre 1871, que Marx tira les enseignements de la Commune, au point de vue des tâches que devait s'assigner l'Association internationale des travailleurs. Il déploya à cette occasion une immense activité, soutenu par Engels, rédigeant lui-même ou inspirant directement les dix-sept résolutions sorties de la conférence (celle-ci con-

fia au Conseil général le soin d'en assurer la rédaction définitive) et y intervenant plus de cent fois dans les débats. Il nous faut malheureusement nous borner ici à l'essentiel.

Les dirigeants des trade-unions anglaises avaient participé activement à l'activité du Conseil général pendant les trois ou quatre premières années de son existence. Puis, ayant obtenu une réforme électorale qui donnait le droit de vote à la petite-bourgeoisie et à l'aristocratie ouvrière (le suffrage universel ne sera instauré en Angleterre qu'après la première guerre mondiale) et la légalisation des syndicats moyennant leur enregistrement, ils s'étaient rapprochés du parti libéral de Gladstone et éloignés de l'Internationale ; ceux qui étaient encore membres du Conseil général à la veille de la Commune prirent prétexte de l'*Adresse sur la Guerre civile en France* pour le quitter (à l'exception d'un seul, Applegarth, qui devait y rester jusqu'au bout, mais envisageait dès ce moment de cesser toute activité militante).

A la conférence de Londres, à propos d'une résolution proposant la formation de fédérations syndicales internationales extérieures au Conseil général (et en fait, en dépit des intentions de ceux qui soutenaient cette proposition, extérieures à l'Internationale elle-même), Marx souligne que les syndicats, même internationaux, ne peuvent constituer « *la commune de l'avenir* », car les syndicats professionnels, fussent-ils organisés à l'échelle internationale, reposent « *sur la division du travail, cause de l'esclavage des ouvriers* ». Et, critiquant les trade-unions, il montre qu'ils ne peuvent suffire



comme instruments pour l'émancipation des travailleurs :

« En Angleterre, les trade-unions existent depuis un demi-siècle, et la grande majorité des ouvriers est en dehors des trade-unions [qui] sont une minorité aristocratique. Les ouvriers les plus pauvres ne peuvent en faire partie : la grande masse des ouvriers que le développement économique chasse chaque jour des campagnes dans les villes reste longtemps en dehors des trade-unions et la masse la plus malheureuse n'en fait jamais partie. Ce ne sont pas seulement les ouvriers des campagnes, mais encore leurs familles qui n'ont pas d'argent pour former des trade-unions. Il en est de même pour les ouvriers nés dans les quartiers est de Londres : un sur dix appartient aux trade-unions. Les paysans, les journaliers ne font jamais partie de ces sociétés.

Les trade-unions ne peuvent rien par elles-mêmes ; elles resteront une minorité, elles n'auront aucune puissance sur la masse des prolétaires, tandis que l'Internationale agit directement sur ces hommes. »

Contre les adversaires de l'action politique de la classe ouvrière — donc de la lutte pour le pouvoir, car, comme le déclarera Engels, « *la révolution est l'acte politique suprême* » — Marx défend l'action parlementaire en tant qu'utilisation de la tribune pour la propagande et l'agitation :

« ... La tribune est le meilleur instrument de publicité, et il ne faut pas croire que ce soit d'une mince importance d'avoir des ouvriers dans les parlements. Si l'on étouffe leur voix, comme celles de De Potter et Castiau (23), si on les expulse, comme Manuel, l'effet de ces rigueurs et de cette intolérance est profond sur le peuple. Si, au contraire, comme Bebel et Liebknecht, ils peuvent parler de cette tribune, c'est le monde entier qui les entend ; d'une manière comme d'une autre, c'est une grande publicité pour nos principes. Pour n'en citer qu'un exemple : lorsque Bebel et Liebknecht ont entrepris, contre et pendant la guerre qui se livrait en France, cette lutte pour dégager toute la responsabilité de la classe ouvrière en face de ce qui se passait, toute l'Allemagne était ébranlée et Munich même, cette ville où l'on ne faisait la révolution que pour le prix de la bière, se livrait à

de grandes manifestations pour demander la fin de la guerre, ce qui, à Munich, a rallié beaucoup d'ouvriers à l'Association internationale.

Les gouvernements nous sont hostiles, il faut leur répondre par tous les moyens possibles que nous avons à notre disposition et faire, contre eux, une croisade générale. Mettre des ouvriers dans les parlements, c'est autant de gagné sur eux, mais il faut choisir les hommes et ne pas prendre des Tolain. »

En même temps, il mettait en garde contre toute interprétation opportuniste de l'action parlementaire : il montrait que l'abstention politique aboutissait à pousser les ouvriers à se ranger sous la houlette de l'opposition républicaine bourgeoise ; il dénonçait ceux qui

« ajournent la politique après la lutte violente et jettent ainsi le peuple dans l'opposition formaliste et bourgeoise qu'il est de notre devoir de combattre en même temps que le pouvoir. Nous devons démasquer Gambetta afin que le peuple ne soit pas, une fois de plus, abusé. Nous comprenons par lutte politique une action contre le gouvernement, mais aussi contre l'opposition bourgeoise qui n'est pas encore arrivée au gouvernement. »

Marx appelait les choses par leur nom, et avant même qu'on ne l'eût baptisée ainsi, dénonçait comme un jeu de dupes l'« union des démocrates » si chère aux dirigeants du P.C.F.

Il exposait comment « *cette abstention coupable* » des internationaux français avait « *permis aux Favre, Trochu, Picard et autres de s'emparer du pouvoir le 4 septembre* » et au Comité central de laisser perdre « *les premiers jours de la révolution qu'il*

(23) Deux ouvriers belges, élus à la Chambre des députés, et que les parlementaires bourgeois n'avaient pas laissé parler.



devait consacrer à son affermissement ».

Il concluait :

« En France, le mouvement a échoué parce qu'il n'avait pas été assez préparé. »

La résolution adoptée, intitulée *L'Action politique de la classe ouvrière*, mérite d'être reproduite en entier, outre qu'elle ne figure actuellement dans aucune édition courante, parce qu'elle montre avec quel art Marx, tout en établissant que cette résolution est conforme aux principes posés dès le début par l'Internationale, fait découler la nécessité de la constitution du prolétariat en parti politique à la fois de toute l'évolution du mouvement ouvrier, qui a fait accéder la classe ouvrière à « l'état militant », de la mission historique qui est la sienne et des impératifs de la situation :

« Vu les considérants des statuts originaux où il est dit : "*L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen*" ;

Vu l'Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs (1864) qui dit : "*Les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation du travail, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possible... La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière*" ;

Vu la résolution du congrès de Lausanne (1867) à cet effet : "*L'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique*" ;

Vu la déclaration du Conseil général sur le prétendu complot des internationaux français à la veille du plébiscite (1870) où il est dit : "*D'après la teneur de nos statuts, certainement toutes nos sections en Angleterre, sur le continent et en Amérique ont la mission spéciale, non seulement de servir de centres à l'organisation militante de la classe ouvrière, mais aussi de soutenir, dans*

*leurs pays respectifs, tout mouvement politique tendant à l'accomplissement de notre but final : l'émancipation économique de la classe ouvrière*" ;

Attendu que des traductions infidèles des statuts originaux ont donné lieu à des interprétations fausses qui sont nuisibles au développement et à l'action de l'Association internationale des travailleurs (24) ;

En présence d'une réaction sans frein qui étouffe violemment tout effort de la part des travailleurs, et prétend maintenir par la force brutale la distinction des classes, et la domination politique des classes possédantes qui en résulte ;

Considérant en outre :

Que contre ce pouvoir des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes ;  
Que cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes ;  
Que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploités.

La Conférence rappelle aux membres de l'Internationale que, dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis. »

En septembre 1871, la répression consécutive à la défaite de 1871 n'avait pu encore arrêter les progrès

(24) Dans la première traduction française des Statuts, les mots « *comme moyens* » avaient été omis dans le quatrième « *considérant* » (cité ci-dessus). Les proudhoniens Tolain, Chemalé, etc., qui dirigeaient au début l'Internationale en France, étaient hostiles à l'action politique par principe et, au surplus, redoutaient d'attirer la répression de Napoléon III (c'est ainsi que, après avoir voté la résolution du congrès de Lausanne que rappelle Marx un peu plus haut, Tolain l'avait reniée lors du premier procès organisé par Napoléon III contre l'Internationale.

de l'Internationale ; les éléments de crise qui y existaient semblaient pouvoir être jugulés, et Marx et Engels ont pu penser qu'elle allait devenir dans la prochaine étape le parti de classe mondial qu'ils définissaient à la conférence de Londres. Il n'en a rien été, et, un an plus tard, minée par le développement de la réaction européenne, et l'extension consécutive des forces centrifuges internes, l'Internationale cessait de fait d'exister en tant que force organisée cohérente. Mais les conclusions politiques formulées par Marx et Engels après la Commune n'en constituaient pas moins un guide précieux pour tout le mouvement ultérieur. Quels correctifs l'avenir devait-il leur apporter ? C'est ce que nous examinerons maintenant de façon extrêmement succincte.

## LA COMMUNE ET LES CONTINUATEURS DE MARX : L'ÉTAT

Préfaçant en février 1921 le livre de C. Talès, *la Commune de Paris*, Trotsky énumère les erreurs et faiblesses de la Commune pour conclure :

« Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon : il faut une forte direction de parti » (25).

Or, dans la réédition de 1971 de ce livre paru aux éditions Spartacus, il y a une préface à cette préface, dont nous parlons par ailleurs dans ce numéro (26). On y oppose Lénine à Trotsky : Lénine, lui, dans *L'État et la révolution*, a analysé l'expérience historique réelle de la Commune, « l'apport positif du mouvement »,

sans jamais parler du parti. Trotsky, au contraire, ne parle que du « parti », et, dans son dogmatisme, ignore les véritables enseignements de la Commune :

« Il fait la théorie, non pas de la Commune, mais de « ce qui a manqué » à la Commune pour réussir. »

Que Lénine ait en général ignoré le problème du parti est un reproche qu'on lui a rarement fait. Quoi qu'il en soit, cette curieuse tentative d'opposer Lénine à Trotsky, qui ne dépasserait pas les œuvres complètes de Léo Figuères, fait abstraction — est-ce ignorance insondable ou mauvaise foi non moins insondable ? — de ce que, moins d'un an auparavant, Trotsky, composant son livre polémique *Terrorisme et communisme* contre Kautsky, en avait consacré deux chapitres (ch. V et VI) à la tentative de Kautsky d'opposer la Commune, cette démocratie idéale, à la dictatorialité Russie des soviets. Il y examine la Commune en tant que pouvoir ouvrier, démontrant que

« la Commune a été la négation vivante de la démocratie formelle, car, dans son développement, elle a marqué la dictature du Paris ouvrier sur la nation paysanne. Ce fait domine tous les autres. Quels que fussent les efforts des routiniers politiques au sein de la Commune même pour se cramponner à la visibilité de la légalité démocratique, chaque action de la Commune, insuffisante pour la victoire, était suffisante pour convaincre de sa nature illégale » (27),

et il y reprend l'analyse de Marx, pour y retrouver les mêmes conclusions, le tout occupant 40 pages du

(25) Talès, *la Commune de Paris*, Editions Spartacus, 1971, p. 177.

(26) Voir la note de lecture : « le réformisme, cet exécuté de la Semaine de mai » dans le présent numéro.

(27) O. c., pp. 134-135.



livre. C'est ainsi qu'il ignore les enseignements de la Commune quant au pouvoir ouvrier.

Trotsky, il est vrai, commençait sa préface en ces termes :

« Chaque fois que nous étudions l'histoire de la Commune, nous la voyons sous un nouvel aspect grâce à l'expérience acquise par les luttes révolutionnaires ultérieures, et surtout par les dernières révolutions, non seulement par la révolution russe, mais par les révolutions allemande et hongroise » (28).

Or, en février 1921, le parti bolchevique a mis victorieusement fin à la guerre civile, et se trouve par là même confronté avec l'immensité des tâches de la reconstruction socialiste de la société. Il sait que la tâche ne pourra être menée à bien sans de nouvelles victoires de la révolution prolétarienne, et que — l'échec des révolutions allemande et hongroise vient de le confirmer après la victoire de la révolution russe — pour vaincre, la classe ouvrière a besoin d'un parti révolutionnaire.

D'où la préface de Trotsky au livre de Talès, écrite d'ailleurs avec le but précis de convaincre les anarcho-sindicalistes français, en qui Lénine et Trotsky voyaient une composante indispensable d'un véritable parti communiste en France, de s'intégrer au parti issu de la scission de Tours pour y combattre les cadres réformistes qui y prédominaient.

L'auteur de la « préface à la préface » rappelle d'ailleurs ingénument ces circonstances... Mais que lui importe ? Il s'agit simplement pour lui d'affirmer la faillite du trotskysme. Nous pouvons tranquillement le laisser expliquer « l'échec du parti prolétarien par les conditions historiques de l'époque », et non

pas « l'absence de direction, de cadres, de parti, etc. » — ladite absence n'étant évidemment pas une des conditions historiques de l'époque, et le rôle de la théorie révolutionnaire consistant à « comprendre la spontanéité révolutionnaire du prolétariat », mais surtout pas les limites de cette spontanéité, la nécessité de tirer les leçons de l'impréparation du passé en se préparant mieux aux luttes révolutionnaires du présent, en un mot surtout pas un guide pour l'action des révolutionnaires, simplement un manuel de contemplation des événements...

Lénine, en 1917, reprenant l'analyse de Marx, armait son parti, dans *L'Etat et la révolution*, en vue de la lutte pour le pouvoir des soviets, dans laquelle il était déjà engagé.

Les caractéristiques de la Commune qu'il dépeint : abolition de l'armée permanente et de la police, armement des travailleurs, milices ouvrières, élection, responsabilité et révocabilité de tous les fonctionnaires publics, des juges en particulier, limitation de leur salaire à celui d'un ouvrier, etc., n'ont sans doute pas suffi à empêcher la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier russe. La vague révolutionnaire européenne, qui avait pris naissance en Russie en 1917, reflua à la fin de 1923 ; pourtant, le capitalisme restait debout, sauf en Russie.

Le capitalisme entraînait dans une phase de stabilisation relative qui devait durer jusqu'à la grande crise de 1929. Le prolétariat russe, vainqueur dans un pays ruiné, ayant perdu ses meil-

(28) O. c. p. 167.



leurs cadres dans la guerre civile, affamé, perdant confiance en la révolution mondiale, abandonnait la scène politique, que les hommes de l'appareil de l'Etat et du parti occupaient presque seuls. Aucune réglementation, aucune mesure juridique n'était de nature à empêcher la dégénérescence de celui-ci.

La bourgeoisie mondiale n'a pas été assez forte pour renverser l'Etat issu de la révolution d'Octobre ; la pression exercée par l'entourage capitaliste bien plus puissant a pu, cependant, sur la base de l'économie arriérée de la Russie, aboutir à la constitution d'une caste privilégiée, bourgeoise, la bureaucratie, et à l'usurpation du pouvoir politique par cette caste. L'appareil international bourgeois du stalinisme est devenu à son tour une « *condition historique de l'époque* », un puissant facteur de défaite pour la révolution.

Les marxistes — au premier rang Trotsky — ont analysé cette situation, non pour l'observer passivement, mais pour inscrire à leur programme, comme une tâche vitale pour la classe ouvrière, la destruction de cet appareil bourgeois. « *Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques* », cette phrase fameuse du Programme de la IV<sup>e</sup> Internationale veut dire que la classe ouvrière, dans son mouvement fondamental pour son émancipation, brisera les appareils bourgeois — et qu'elle le fera d'autant plus vite et plus radicalement que les révolutionnaires sauront féconder son mouvement en l'aidant à acquérir ou à retrouver la conscience de sa propre finalité, donc en forgeant les formes d'organisation appropriées, creuset nécessaire à l'élaboration de cette conscience...

Mais les traits de la Commune que nous venons de rappeler, comme ceux que nous avons examinés plus haut, appartiennent désormais au programme de tout Etat ouvrier issu de la révolution prolétarienne. La vigilance des masses sera là pour en assurer le maintien.

Cependant, la « *forme politique tout à fait susceptible d'expansion* » (Marx) du pouvoir ouvrier devait accéder à un niveau supérieur avec l'apparition, en 1905, d'une forme organisationnelle débarrassée de tout démocratisme formel, épousant bien plus étroitement les besoins des travailleurs en lutte que n'avait pu le faire la Commune : le soviét, ou conseil, dont le Programme de la IV<sup>e</sup> Internationale formule les caractéristiques en ces termes :

« Des couches toujours nouvelles d'opprimés relèveront la tête et lanceront leurs revendications. Des millions de besogneux, à qui les chefs réformistes ne pensent jamais, commenceront à frapper aux portes des organisations ouvrières. Les chômeurs entreront dans le mouvement. Les ouvriers agricoles, les paysans ruinés ou à demi ruinés, les couches inférieures de la ville, les travailleuses, les ménagères, les couches prolétarisées de l'intelligentsia, tous chercheront un regroupement et une direction. Comment harmoniser les diverses revendications et formes de lutte, ne fût-ce que dans les limites d'une seule ville ? L'histoire a déjà répondu à cette question : grâce aux soviets, qui réunissent les représentants de tous les groupes en lutte. Personne n'a proposé, jusqu'à maintenant, aucune autre forme d'organisation, et il est douteux qu'on puisse en inventer une. Les soviets ne sont liés par aucun programme *a priori*. Ils ouvrent leurs portes à tous les exploités. Par cette porte passent les représentants de toutes les couches qui sont entraînées dans le torrent général de la lutte. L'organisation s'étend avec le mouvement et y puise continuellement son renouveau. Toutes les tendances politiques du prolétariat peuvent lutter pour la direction des soviets sur la base de la plus large démocratie. C'est pourquoi le mot

d'ordre des soviets est le couronnement du programme des revendications transitoires. »

Eux-mêmes « *formes politiques tout à fait susceptibles d'expansion* », les conseils ouvriers, qui tendent à apparaître spontanément dans toute grande lutte des masses travailleuses — en Hongrie en 1956, en Jordanie (Irbid) comme en Pologne en 1970 — sont devenus la forme type du pouvoir ouvrier. Bien plus que le parti de classe, comme l'envisageait Marx en 1871, bien plus que l'Internationale, ce sont les conseils qui sont susceptibles d'organiser la classe tout entière, y compris ses couches les plus exploitées. Mais, quels que soient les développements et modifications qu'ils pourront subir encore, tous reconnaîtront comme leur origine, leur prototype encore fruste, mais déjà riche des potentialités illimitées qu'ouvre l'initiative créatrice des masses, la Commune de Paris.

## **LA COMMUNE ET LES CONTINUATEURS DE MARX : LE PARTI**

Pour Marx, nous l'avons vu, le parti de classe du prolétariat, forme supérieure de son organisation parce qu'exprimant les intérêts les plus généraux du mouvement ouvrier, est conçu comme une organisation permanente de l'unité d'action, un front unique organique de tendances et de courants divers. L'hétérogénéité de la classe ouvrière, la diversité des professions, régions, nations, etc., les degrés très divers de maturation de la conscience qui résultent de ces inégalités de développement donnent naissance à cette multiplicité de cou-

rants. Chacun d'eux reflète dans ses conceptions un élément isolé du programme global du mouvement ouvrier ; son erreur consiste à l'isoler et à en faire un absolu qu'il s'agisse de la nécessité de lutter pour des réformes, du rôle et de l'importance des syndicats, de la nécessité d'une dictature révolutionnaire, de celle de détruire l'Etat, etc.

Dans le cadre organisé du parti de classe, par l'expérience de la lutte en commun, les communistes, porteurs du programme scientifique adéquat au mouvement dans sa totalité, tirant à chaque étape les leçons de la lutte, dégageront peu à peu le programme pour l'ensemble du mouvement, au moyen de la discussion démocratique.

Toutes les tendances légitimes, naturelles du mouvement ouvrier ont droit de cité dans le parti. C'est ainsi que le réformiste Tolain restera membre de l'Internationale depuis sa fondation jusqu'à ce que, en 1871, il passe dans le camp de l'ennemi de classe, devenant sénateur de Versailles (et Chemalé, qui avait été le plus proche camarade d'idées de Tolain, écrira en juillet 1871 au Conseil général pour, sans nullement renier ses idées antérieures, condamner l'activité versaillaise de Tolain et affirmer que, lui, reste membre et solidaire de l'Internationale — ce dont le Conseil général lui donnera acte).

La conception du parti de classe chez Marx n'a pu être que partiellement vérifiée par l'histoire de l'Internationale, dont le développement a été interrompu par la défaite de la Commune et la réaction consécutive. Elle l'a été cependant beaucoup plus complètement par l'histoire de la social-démocratie allemande entre 1875 et 1891. En 1875, les deux frac-



tions du mouvement ouvrier allemand, celle qui se réclamait de Lassalle et celle qui se réclamait de Marx, s'unifiaient au congrès de Gotha sur la base d'un programme où s'exprimait le plus plat réformisme (la perspective de transformer l'Etat prussien en un « *Etat populaire libre* »), truffé en outre d'absurdités et de contradictions de toutes sortes.

Marx et Engels en firent, dans leurs lettres à Bebel, Kautsky, Bracke, etc., la critique radicale que l'on sait. Ils auraient de beaucoup préféré un pacte d'unité d'action entre les deux fractions préservant leur autonomie et permettant le développement de la discussion. Il faut d'ailleurs ajouter que le niveau théorique de la fraction « *marxiste* » n'était guère plus élevé, y compris chez ses cadres, que celui de leurs adversaires — comme devait le prouver l'écho rencontré dans leurs rangs, un ou deux ans plus tard seulement, par l'idéologue Dühring. Marx, cependant, décida de ne pas se désolidariser publiquement du parti unifié, car, écrivit-il, « *un pas en avant du mouvement réel vaut mieux qu'une douzaine de programmes* ».

Le nouveau parti connut de sérieuses déviations du point de vue de classe ; c'est ainsi que, après l'épisode Dühring, au début (1879) de la période de persécution marquée par la loi d'exception de Bismarck contre les socialistes, Marx et Engels durent adresser une circulaire aux cadres du parti dans laquelle ils menaçaient de se délimiter publiquement de celui-ci s'il restait permis à des philanthropes bourgeois de développer ce qu'on appellerait aujourd'hui leur « *socialisme humaniste* » au nom du parti. Celui-ci traversa cependant avec

succès onze ans de répression sévère et d'illégalité, en sortit avec des forces quintuplées, refoula les tendances réformistes de son groupe parlementaire comme l'influence d'une fraction anarchiste qui s'était développée en réaction, enfin, constamment guidé par les conseils et les critiques de Marx et d'Engels, puis d'Engels seul, se donna à Erfurt, en 1891, un programme correct, et organisa le prolétariat allemand sur une politique de classe. Son appareil déjà très lourd ne manifestait alors que des germes de bureaucratisme ; il restait dans l'ensemble subordonné au parti, à sa base militante, et non l'inverse. Le marxisme, au moins dans ses principales conclusions, était effectivement assimilé par ses cadres, et devait faire de la social-démocratie allemande de cette époque (malgré ses lacunes très graves concernant la méthode de Marx qu'elle n'a jamais pleinement comprise) l'éducatrice des cadres révolutionnaires de tout le mouvement ouvrier européen. Vouloir chercher dans le caractère réformiste de son programme de 1875, du programme de Gotha, la cause de sa dégénérescence ultérieure serait une absurdité.

Le même parti, cependant, devait, vingt-trois ans plus tard, en juillet 1914, passer en bloc, avec armes et bagages, dans le camp de l'ennemi de classe, en votant les crédits militaires de « *son* » impérialisme et en entrant dans l'Union sacrée. Et tous les partis de la II<sup>e</sup> Internationale (à la seule exception des bolcheviks russes, et encore non sans hésitation et frictions entre diverses tendances) devaient imiter son exemple.

De cette situation nouvelle, Lénine analysera les causes et tirera les con-



clusions, dès septembre 1915, dans sa brochure *la Faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*. D'emblée il pose le problème :

« Pour formuler la chose d'une manière scientifique, c'est-à-dire du point de vue des rapports entre les classes de la société contemporaine, nous devons dire que la plupart des partis social-démocrates avec en tête, tout d'abord, le parti le plus grand et le plus influent de la II<sup>e</sup> Internationale, le parti allemand, se sont rangés aux côtés de leur état-major général, de leur gouvernement, de leur bourgeoisie contre le prolétariat. C'est là un événement d'une portée historique mondiale. Force nous est donc de nous arrêter à une analyse aussi étendue que possible de cet événement » (29).

L'opportunisme, devenu social-patriotisme, n'est plus une tendance du mouvement ouvrier : il est passé, comme naguère Tolain, dans le camp ennemi. Il ne s'agit cependant plus maintenant d'individus isolés, mais des directions des partis socialistes en tant que corps collectifs et des dirigeants dans leur quasi-totalité. Il importe, non seulement de réfuter les justifications « théoriques » de cette trahison, données par les social-chauvins eux-mêmes et surtout par leurs flancs-gardes, les conciliateurs du centre, incarnés par Kautsky — Lénine s'y emploie — mais de déterminer les racines sociales de cette trahison :

« La question scientifique et politique sérieuse que Kautsky élude délibérément par toutes sortes de stratagèmes, procurant ainsi un immense plaisir aux opportunistes, consiste à savoir comment les représentants les plus en vue de la II<sup>e</sup> Internationale ont pu trahir le socialisme... L'opportunisme a été engendré, durant des décennies, par les particularités de l'époque de développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et de tout repos d'une couche d'ouvriers privilégiés les « embourgeoisait », leur donnait des bribes des bénéfices de leur capital national, les isolait de la détresse, des souffrances et

des tendances révolutionnaires de la masse misérable que l'on ruinait. La guerre impérialiste est le prolongement direct et l'achèvement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des colonies entre elles, pour leur domination sur les autres nations. Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de « couche supérieure », de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel des espoirs opportunistes petits-bourgeois et de la tactique corrélative pendant la guerre, telle est la base économique du social-impérialisme de nos jours... La base économique du chauvinisme et de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier est la même : l'union des couches supérieures, peu nombreuses, du prolétariat et de la petite-bourgeoisie, qui bénéficient des miettes que leur laissent les privilèges de « leur » capital national, contre la masse des prolétaires, la masse des travailleurs et des opprimés en général » (30).

Comme le développera davantage Lénine dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, la dégénérescence bourgeoise des appareils réformistes a ses racines sociales dans la possibilité, pour les grands Etats impérialistes, de distribuer à une aristocratie ouvrière des miettes de la plus-value supplémentaire qu'ils tirent de l'exploitation des pays arriérés, de leur situation de force dans la répartition mondiale de la plus-value. Mais, dès novembre 1914, il a tiré la conclusion d'organisation : il faut rompre avec l'opportunisme, agence bourgeoise au sein du mouvement ouvrier ; il faut construire la III<sup>e</sup> Internationale, débarrassée de l'opportunisme.

Il souligne maintenant qu'il n'est plus possible d'agir dans le sens de l'indé-

(29) *La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*, Editions sociales, p. 6.

(30) *O. c.*, pp. 42-45.

pendance de classe du prolétariat, d'avoir une politique de classe, socialiste, qu'en engageant une lutte fractionnelle contre l'appareil, lutte tendant à la scission :

« Tout ce qui se fait d'honnête, de véritablement socialiste, dans le parti social-démocrate allemand, se fait contre ses centres, en passant outre aux décisions de son C.C. et de son organisme central, se fait en violant la discipline d'organisation, se fait fractionnellement au nom de nouveaux centres anonymes d'un nouveau parti, de même qu'est anonyme, par exemple, l'appel des "gauches" allemands, publié dans le *Berner Tagwacht* du 31 mai courant (31). En fait, on voit croître, s'affermir, s'organiser un nouveau parti réellement ouvrier, réellement social-démocrate révolutionnaire, autre que ce vieux parti national-libéral et pourri... »

## LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME

La lutte pour la constitution du prolétariat en classe passé désormais par l'organisation de la scission d'avec l'appareil bourgeois, qui pratique une politique de collaboration de classe organique, et ses flancs-gardes du centre. C'est ce que Lénine ne cessera désormais de répéter :

« Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme à tel point mûri, devenu à tel point vigoureux et impudent durant la longue époque du capitalisme relativement "pacifique", à tel point cristallisé sous le rapport idéologique et politique, à tel point lié d'étroite amitié avec la bourgeoisie et les gouvernements, qu'on ne saurait tolérer l'existence d'un parti courant à l'intérieur des partis ouvriers social-démocrates » (32).

L'opportunisme de l'appareil bourgeois n'est plus une tendance naturelle, légitime du mouvement ouvrier :

« L'époque impérialiste ne peut tolérer la coexistence, dans le même parti, des hommes d'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et de l'aristocratie semi-petite-bourgeoise de la classe ouvrière, qui jouit des brèves des privilèges que confère à "sa" nation, sa situation de "grande puissance". La vieille théorie qui dit que l'opportunisme est une "nuance légitime" d'un parti unique, étranger aux "extrêmes", est aujourd'hui la plus grande duperie des ouvriers et le plus grand obstacle au mouvement ouvrier. L'opportunisme ouvertement affirmé, qui repousse d'emblée la masse ouvrière, est moins terrible et nocif que cette théorie du juste milieu, qui justifie la pratique opportuniste par des vocables marxistes, démontre par une série de sophismes l'inopportunité des actions révolutionnaires » (33).

Marx, et surtout Engels, avaient assisté aux premières conséquences sur le mouvement ouvrier — sur les trade-unions — de la formation d'une aristocratie ouvrière dans le pays dont le développement capitaliste était le plus avancé, l'Angleterre. Il faut toutefois attendre le passage du capitalisme mondial au stade de l'impérialisme, à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, pour que le phénomène se manifeste dans toute son ampleur et pour que, le capitalisme étant entré dans sa crise historique finale en 1914, les appareils bourgeois qui contrôlent le mouvement ouvrier soient devenus le principal appui politique du mode de production capitaliste, sans lequel la survie du régime bourgeois serait impossible.

On ne peut plus, comme au temps de Marx, escompter que les tendances opportunistes du mouvement ouvrier se corrigent par l'expérience de l'ac-

(31) Allusion à l'appel de Karl Liebknecht intitulé : « *L'ennemi principal se trouve dans votre propre pays* » (N.D.L.R.).

(32) *O. c.*, p. 52.

(33) *O. c.*, pp. 60-61.



tion commune au sein du parti de classe : les appareils ne représentent pas des intérêts ouvriers partiels opposés aux intérêts d'ensemble de la classe, ils représentent les intérêts de l'ennemi de classe, de la classe bourgeoise. Les hommes de l'appareil sont les lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise. L'expérience de la lutte ne leur enseigne qu'à mieux trahir, pervertir, émasculer, disloquer le mouvement de la classe — à mieux enchaîner le prolétariat au char de la bourgeoisie.

C'est par la scission d'avec l'opportunisme, d'avec l'appareil bourgeois de la social-démocratie que Lénine a dû poursuivre le même objectif, répondre à la même nécessité que Marx en réalisant l'unité organique des diverses tendances ouvrières : la constitution du prolétariat comme classe, face à la bourgeoisie, l'indépendance de classe du mouvement prolétarien dans sa lutte pour son émancipation.

La propagande de l'appareil bureaucratique bourgeois des organisations social-démocrates, les arguments avec lesquels il défend sa politique ne constituent pas des « erreurs », expression, certes, de la pression des forces de classe hostiles, mais qui pourraient être surmontées par l'expérience de la lutte en commun sur la base d'intérêts de classe identiques, ils sont, au contraire, le camouflage idéologique des intérêts bourgeois que l'appareil représente. Et, comme les social-traîtres trahissent le prolétariat au nom du prolétariat, le socialisme au nom du socialisme, le marxisme au nom de Marx, il devient nécessaire pour l'avant-garde révolutionnaire de se constituer en organisation distincte, sur la base du programme marxiste pris dans son

intégralité, résumant la totalité de l'expérience historique du mouvement ouvrier, expression concentrée des objectifs historiques de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation, programme dont la défense exige une lutte implacable contre l'opportunisme, détachement avancé de l'impérialisme dans les rangs ouvriers, et ses flancs-gardes centristes et gauchistes.

Pour des raisons différentes, que Trotsky a analysées et sur lesquelles nous n'avons pas à revenir ici, mais qui ont des conséquences analogues, la III<sup>e</sup> Internationale a dégénéré à son tour, est passée à son tour « définitivement du côté de l'ordre bourgeois » (Programme de la IV<sup>e</sup> Internationale). Nous avons affaire aujourd'hui à « deux Internationales contre-révolutionnaires », comme l'écrit encore Trotsky, à deux appareils bourgeois au sein du mouvement ouvrier.

La lutte pour la révolution prolétarienne, la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale à l'époque de l'imminence de la révolution — donc à l'époque où la bourgeoisie, les appareils bourgeois du réformisme et du stalinisme et leurs flancs-gardes centristes et gauchistes concentrent toutes leurs forces contre le marxisme, donc contre l'organisation de l'avant-garde prolétarienne qui se fonde sur lui passe plus que jamais par la rupture avec l'opportunisme et le centrisme, par la lutte implacable et irréconciliable contre les appareils bourgeois et leurs complices.

Cependant l'avant-garde marxiste, obligée de se constituer en organisation distincte au sein du mouvement ouvrier, séparée des appareils bourgeois par un abîme ouvert par la trahison, la capitulation, l'abandon



du programme et des objectifs historiques de la révolution prolétarienne qui caractérise le centrisme d'hier (Internationale deux et demi, bureau de Londres) ou d'aujourd'hui (pablistisme), n'est en rien séparée du mouvement fondamental de la classe pour son émancipation, dont elle exprime la conscience et avec lequel elle tend à fusionner. Elle ne se place pas, pas plus que Marx, en face de la classe ouvrière en lutte pour l'endoctriner, lui prêcher son programme ; elle est partie intégrante du mouvement de la classe, elle dégage les enseignements du programme marxiste qui la fonde à partir de la lutte elle-même, des leçons vivantes de la lutte à chaque étape.

La III<sup>e</sup> Internationale n'était nullement conçue par ses fondateurs, Lénine et Trotsky, comme un parti « *monolithique* », concept monstrueux né d'un cerveau bureaucratique en délire. Autant Lénine et Trotsky se proposaient d'en interdire rigoureusement l'entrée aux opportunistes, porte-parole des appareils bourgeois, et aux partisans centristes de la conciliation, de la réunification avec les opportunistes, qu'il s'agissait d'expulser du mouvement ouvrier, autant, et pour la même raison, ils la voulaient largement ouverte aux tendances ouvrières « *légitimes* », c'est-à-dire indépendantes de la bourgeoisie, se situant sur une base de classe, donc révolutionnaires, telles que, par exemple, les anarcho-syndicalistes français et espagnols.

Trotsky ne concevait pas autrement la IV<sup>e</sup> Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, qui devra rassembler dans ses rangs pour vaincre toutes les tendances révolutionnaires, « *légitimes* », du mouvement ouvrier.

Dans une première étape (1919-1921), la III<sup>e</sup> Internationale avait pu escompter rassembler rapidement dans ses rangs toutes les tendances « *légitimes* » du mouvement ouvrier pour l'offensive révolutionnaire, pour l'assaut immédiat des forteresses du capital, tout en chassant l'appareil bourgeois du réformisme, en l'expulsant du mouvement ouvrier. Ce n'est pas le lieu d'examiner ici ce que cet espoir — tout comme le « *communisme de guerre* » à l'intérieur de l'U.R.S.S. — pouvait avoir d'utopique. Dès la fin de 1920, il apparut que, en partie par suite des erreurs sectaires commises par de nombreux P.C., des secteurs essentiels du prolétariat international restaient et allaient rester pour une étape sous le contrôle des appareils bourgeois de la social-démocratie et des syndicats réformistes, et qu'il n'était pas possible de les en séparer par le seul impact de la propagande et de l'agitation communistes. L'I.C. reformula alors la stratégie de Marx du Front unique, du rassemblement de la classe ouvrière face à la bourgeoisie pour son combat émancipateur, sous la forme tactique de la lutte pour le Front unique entre partis communistes et partis social-démocrates (et là où, comme en France, l'appareil bourgeois du réformisme était parvenu à rompre l'unité syndicale, entre syndicats révolutionnaires et syndicats réformistes) pour la défense des intérêts de classe du prolétariat. Cette tactique, pleinement conforme à la stratégie de Marx, visait, à travers l'expérience de la lutte en commun, imposée aux appareils par les aspirations fondamentales de la classe à la reconstitution de son unité face à l'ennemi, à libérer le mouvement de la classe de l'emprise de l'appareil bourgeois,

à expulser du mouvement ouvrier les lieutenants de l'impérialisme.

## LE PROGRAMME DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

Dans la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour la construction du parti mondial de la révolution socialiste, l'avant-garde marxiste — les trotskystes — rassemblée dans une organisation distincte, sur la base de son *Programme*, parce qu'elle ne peut combattre pour ses objectifs qu'en rompant radicalement avec les appareils bourgeois et leurs complices centristes et gauchistes, doit ressaisir la stratégie de Marx dans sa totalité, pour lui donner à chaque étape la forme tactique appropriée. Elle est perdue si elle oublie un seul instant que sa raison d'être est d'exprimer en termes de conscience, de programme, de tactique, de mots d'ordre le mouvement fondamental de la classe pour son émancipation, si elle se donne même l'apparence de défendre des intérêts particuliers distincts de ceux du mouvement fondamental de la classe, des intérêts de secte. Centristes et gauchistes mènent la lutte pour la défense des appareils, non seulement en prêchant directement la conciliation avec les appareils bourgeois (sous prétexte, par exemple, que l'appareil bourgeois stalinien est « à gauche » de l'appareil bourgeois réformiste, qu'il est une tendance du prétendu « mouvement communiste international » dont eux-mêmes sont une autre tendance), mais en mettant en avant leurs intérêts de groupes, de sectes, de cliques face au mouvement fondamental de la classe,

ce qui permet à l'appareil de les dénoncer aisément et de tenter de discréditer dans l'esprit des travailleurs les marxistes, les trotskystes, en les amalgamant avec les sectes centristes et gauchistes.

L'avant-garde marxiste — les organisations trotskystes se fondant sur le *Programme* de la IV Internationale et luttant pour sa reconstruction — réduite à ses propres forces, ne serait que peu de chose. Comme le géant de la fable qui empruntait de nouvelles forces à un réservoir d'énergie inépuisable chaque fois qu'il prenait contact avec sa mère la Terre, elle est invincible quand elle reste fidèle à sa raison d'être, quand elle exprime les aspirations de sa classe dans son mouvement fondamental pour son émancipation, quand elle ne tolère pas que rien ni personne puisse la séparer de ce mouvement fondamental dont elle est issue et qui est sa raison d'être.

C'est pourquoi les efforts désespérés de l'appareil bourgeois et de ses complices pour la disloquer visent avant tout à la faire dévier de cette ligne fondamentale, c'est-à-dire se renier elle-même. Dans la lutte pour construire le Parti mondial de la révolution socialiste, fidèle à la méthode employée par Marx et Engels dès le début de 1846, avec la fondation des Comités de correspondance communistes, puis leur fusion, en février 1847, avec la Ligue des communistes, les trotskystes devront savoir édifier des formes d'organisation transitoires, indépendantes de la bourgeoisie et des appareils, de nature à permettre aux militants qui veulent rompre avec les appareils d'accéder par l'expérience quotidienne de la lutte en commun au programme marxiste.



« Les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. Quelle que soit la diversité des méthodes des social-traitres..., ils ne réussiront jamais à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat »,

affirme le *Programme* de la IV<sup>e</sup> Internationale. La volonté révolutionnaire du prolétariat, qui se nourrit des contradictions insolubles du mode de production capitaliste, tend à reconstituer son mouvement de classe en lutte pour son émancipation. Les appareils divisent, disloquent le mouvement ouvrier, en plaçant les fractions de ce mouvement qu'ils contrôlent au service d'intérêts bourgeois. C'est pourquoi la lutte pour l'unité et l'indépendance de classe (l'unité dans et par l'indépendance de classe) du mouvement ouvrier est identique à la lutte contre les appareils bourgeois.

Les appareils empoisonnent le mouvement ouvrier avec les toxines de l'idéologie bourgeoise (le capitalisme a changé : néo-capitalisme, capitalisme monopoliste d'Etat ; le socialisme peut être réalisé par des voies nouvelles, pacifiques, parlementaires : réformes de structure, démocratisation de l'économie ; il peut être réalisé en transformant l'Etat de l'intérieur : « *démocratie avancée* » ; ou en ignorant l'Etat : pouvoir ouvrier dans les usines, « *auto-gestion* », contrôle ouvrier séparé du programme d'ensemble des revendications transitoires, de la lutte pour la destruction de l'Etat, pour le pouvoir des conseils, etc.).

C'est pourquoi la défense intransigeante du marxisme est inséparable de la lutte pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier.

Le mouvement fondamental de la classe ouvrière pour son émancipation, dans sa lutte pour reconquérir son indépendance, reconstituer son unité, brisera les appareils bourgeois et chassera de ses rangs leurs représentants. C'est pourquoi la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour la construction du parti mondial de la révolution socialiste est en même temps la lutte pour la reconstruction, pour la régénération du mouvement ouvrier, guéri de la "syphilis" bureaucratique, libéré de l'emprise des appareils bourgeois (notamment pour chasser leurs directions bureaucratiques des syndicats et leur donner la direction révolutionnaire qui est seule conforme à leur nature de classe).

L'essence de la politique des appareils, c'est la collaboration organique avec la bourgeoisie ; c'est pourquoi la lutte pour la reconstruction du mouvement de classe du prolétariat est identique à la lutte pour la rupture de toutes les organisations ouvrières avec la bourgeoisie. Au cours même de cette lutte, les Tolain se sépareront des Chemalé, les agents de la bourgeoisie des représentants de tendances ouvrières erronées, imprégnées d'idéologie bourgeoise, mais "légitimes" parce que aptes à reconquérir leur indépendance de classe.

Ces indications, pour brèves, schématiques et unilatérales qu'elles soient, ont permis cependant, nous l'espérons, de démontrer que les héritiers légitimes de la Commune, premier exemple historique de la classe ouvrière unifiant toutes ses tendances dans et par la rupture avec la bourgeoisie, combattent aujourd'hui dans les rangs du Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.



## COMMUNE DE PARIS

### Au Peuple de Paris, A la Garde nationale.

#### CITOYENS,

Assez de militarisme, plus d'états-majors galonnés et dorés sur toutes les coutures! Place au Peuple, aux combattants aux bras nus! L'heure de la guerre révolutionnaire a sonné.

Le Peuple ne connaît rien aux manœuvres savantes; mais quand il a un fusil à la main, du pavé sous les pieds, il ne craint pas tous les stratégestes de l'école monarchiste.

Aux armes! citoyens, aux armes! Il s'agit, vous le savez, de vaincre ou de tomber dans les mains impitoyables des réactionnaires et des cléricaux de Versailles, de ces misérables qui ont, de parti pris, livré la France aux Prussiens, et qui nous font payer la rançon de leurs trahisons!

Si vous voulez que le sang généreux, qui a coulé comme de l'eau depuis six semaines, ne soit pas infécond; si vous voulez vivre libres dans la France libre et égalitaire; si vous voulez épargner à vos enfants et vos douleurs et vos misères, vous vous lèverez comme un seul homme, et, devant votre formidable résistance, l'ennemi, qui se flatte de vous remettre au joug, en sera pour sa honte des crimes inutiles dont il s'est souillé depuis deux mois.

Citoyens, vos mandataires combattront et mourront avec vous, s'il le faut; mais au nom de cette glorieuse France, mère de toutes les révolutions populaires, foyer permanent des idées de justice et de solidarité qui doivent être et seront les lois du monde, marchez à l'ennemi, et que votre énergie révolutionnaire lui montre qu'on peut vendre Paris, mais qu'on ne peut ni le livrer ni le vaincre.

La Commune compte sur vous, comptez sur la Commune.

1<sup>er</sup> prairial, an 79.

*Le Délégué civil à la Guerre,*

**CH. DELESCLUZE.**

*Le Comité de Salut public.*

**ANT. ARNAUD, BILLIORAY, E. EUDES,  
F. GAMBON, G. RANVIER.**

# Organisation Communiste Internationaliste (IV<sup>e</sup> Internationale) Alliance Ouvrière Alliance des Jeunes pour le Socialisme

- 1871 Les travailleurs parisiens prennent le pouvoir, détruisent la vieille machine d'Etat, réalisent le gouvernement à bon marché et engagent le combat pour l'expropriation des expropriateurs. La démocratie ouvrière, le pouvoir des travailleurs font place à la dictature de la bourgeoisie.
- 1971 Les armes à la main, les travailleurs d'Irbid s'organisent en soviet contre Hussein le boucher.  
**NON A L'IMPERIALISME ! VIVE LE POUVOIR DES SOVIETS !**
- 1971 Les ouvriers de Gdansk, de Szczecin, de Gdynia engagent le combat contre la bureaucratie usurpatrice de leur conquête, contre la caste privilégiée qui veut réduire leur salaire de 30 %. Ils s'organisent en Conseil.  
**NON A LA DICTATURE BUREAUCRATIQUE ! VIVE LA DEMOCRATIE OUVRIERE !  
VIVE LE POUVOIR DES CONSEILS !**
- 1971 Les travailleurs de Renault engagent la bataille contre Dreyfus, contre le gouvernement.  
**A BAS DREYFUS, POMPIDOU, A BAS LE GOUVERNEMENT DES PATRONS !**  
Travailleurs, apprentis, lycéens, étudiants,  
Avec l'A.J.S., avec l'O.C.I., avec l'Alliance Ouvrière.

**TOUS AU MUR DES FEDERES  
le samedi 22 mai à 14 h 30**

Contre le gouvernement de la vie chère,  
Contre le gouvernement de la provocation permanente, le gouvernement des brigades spéciales, des C.R.S., de la loi anti-casseur,

**VIVE L'ETAT COMMUNE**

Pour la satisfaction immédiate des revendications des travailleurs de chez Renault,

**A bas le gouvernement Pompidou - Chaban-Delmas !  
A bas le gouvernement des capitalistes !  
Vive la démocratie prolétarienne !**

Ce qu'il faut aujourd'hui aux jeunes apprentis qu'on exploite sans merci,  
Ce qu'il faut aujourd'hui aux élèves des C.E.T. qu'on voue au chômage,  
Ce qu'il faut aujourd'hui aux lycéens qu'on veut chasser de l'école,  
Ce qu'il faut aujourd'hui aux étudiants qu'on veut sélectionner,  
Ce qu'il faut sans plus attendre à tous les travailleurs, c'est :

**UN GOUVERNEMENT SANS PATRONS  
UN GOUVERNEMENT SANS POLICE ET SANS BUREAUCRATES  
COMME LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNE DE PARIS  
UN GOUVERNEMENT A BON MARCHÉ  
LE GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIERES UNIES**

Ce qu'il faut aux travailleurs de chez Renault comme aux ouvriers de Szczecin, aux masses laborieuses palestiniennes comme aux travailleurs de Tchécoslovaquie, c'est :

**L'ETAT COMMUNE**

Contre le gouvernement des bureaucrates, ce qu'il faut aux jeunes, aux ouvriers du monde entier, c'est :

**LA DEMOCRATIE DES CONSEILS**

Avec l'A.J.S. avec les jeunes s'organisant pour le combat pour le socialisme, avec les combattants du rassemblement de la jeunesse, avec l'O.C.I. :

**VIVE LA COMMUNE DE PARIS !**

**EN AVANT VERS LA REPUBLIQUE UNIVERSELLE DES SOVIETS !**

**TOUS AU MUR DES FEDERES, LE SAMEDI 22 MAI 1971**

Rassemblement : au coin de la rue de la Roquette et de la place Léon-Blum (métro Voltaire) à 14 h 30.

# La Commune, le Front unique et les libertés

par César CORTE

Trois ans  
se sont écoulés  
depuis que,  
le 14 mai 1968,  
les ouvriers  
des usines Sud-Aviation  
de Nantes,  
au lendemain  
de la manifestation unitaire  
d'un million de travailleurs  
à Paris,  
donnaient le départ  
de la plus grande  
grève générale  
avec occupation d'usines  
qu'ait connue ce pays.

La classe ouvrière partait à l'assaut de l'ordre bourgeois, mais son mouvement spontané, malgré le combat des révolutionnaires, ne parvenait pas à la hisser au niveau des problèmes à résoudre, confiante qu'elle était dans les directions traditionnelles du mouvement ouvrier. Celles-ci, pour préserver l'Etat bourgeois, brisaient, au nom de la grève générale, l'unité de la classe ouvrière en lutte, scindant le mouvement en une série de grèves particulières.

Le Front unique, imposé par la classe ouvrière, se brisait sous les actions conjointes des bureaucraties

syndicales et politiques. Au nom de la grève générale, de l'occupation des usines, staliniens et réformistes vidaient les entreprises ou y enfermaient les ouvriers, empêchant la jonction de s'opérer d'une usine à une autre, d'une corporation à une autre.

## **GAUCHISME ET STALINISME CONTRE LA COMMUNE**

Dans cette opération de destruction de l'unité combattante du prolétariat, prologue à la liquidation de la



grève elle-même en échange d'élections qui ne pouvaient que signifier la victoire de la réaction, les organisations petites-bourgeoises à la remorque des théories de la C.F.D.T. apportaient une aide non négligeable aux appareils en combattant contre toute centralisation politique de la classe, contre tout ce qui aurait pu hisser le prolétariat au niveau de sa tâche historique et immédiate : renverser le gouvernement bourgeois, imposer le gouvernement ouvrier. L'individualisme forcené, la haine des organisations de la classe ouvrière, voilà ce qui marqua la naissance des organisations gauchistes, voilà la signification du combat acharné que ces prétendus « gauchistes » menèrent contre le mot d'ordre du Comité central de grève, instrument nécessaire pour la centralisation de la lutte du prolétariat contre l'Etat bourgeois.

La phraséologie gauchiste servait de masque à cette haine de l'organisation de la classe ouvrière ; il s'agissait pour ces courants, au nom de la « libération de la parole », de combattre le Front unique ouvrier.

En parlant du pouvoir à l'Université, du pouvoir à l'usine, du pouvoir dans la rue, du pouvoir dans tel ou tel bureau, en mettant en place dans certains endroits comme à Brest des usines « autogérées », ils évitaient, au nom des « pouvoirs », que la classe ouvrière s'occupe du pouvoir réel : le pouvoir d'Etat, le gouvernement, enjeu et contenu du Front unique à réaliser. Apportant leur contribution à l'émiettement de la classe ouvrière, ils laissaient aux bureaucraties, principalement à la bureaucratie stalinienne, le soin de régler cette question, ce qu'elles

firent en inféodant la classe ouvrière à l'Etat bourgeois, lui interdisant toute expression politique propre.

Du côté de l'appareil stalinien, la liquidation du mouvement mettait en pratique la « théorie » des « voies pacifiques de passage au socialisme », et, plus tard, le *Manifeste de Champigny* généralisait la pratique du P.C.F. en affirmant :

« La voie pacifique au socialisme, c'est la voie de la lutte des classes sous toutes ses formes, sans la guerre civile » (1).

Au nom du suffrage universel, de la démocratie, du parlementarisme, la grève générale était liquidée.

Avec la révolution politique en Tchécoslovaquie, elle ouvrait une nouvelle période : celle de l'imminence de la révolution. C'est dans cette période que la classe ouvrière, faisant son expérience à travers maints combats, tirait les leçons de la grève générale.

Aujourd'hui, en France, le prolétariat est prêt à la lutte comme le montrent et la grève des Batignolles, à Nantes, et les manifestations pour

(1) Manifeste du parti communiste français : *Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste*. Editions sociales (Notre temps). L'édition de 1969 (2<sup>e</sup> trimestre) est précédée d'une introduction de Waldeck Rochet, reprise de sa présentation du Manifeste lors du comité central du P.C.F. des 5 et 6 décembre 1968, paru à l'époque dans *l'Humanité*, dans laquelle ce passage a disparu sans bruit pour faire place à une formule plus prudente : « Notre manifeste expose clairement l'ensemble des conditions qui peuvent permettre d'envisager comme possible (...) le passage au socialisme sans guerre civile. Ce qui ne veut pas dire sans une lutte de classes acharnée » (pp. 13 et 14).

la libération du lycéen Guiot, comme le montre également la manifestation des fonctionnaires du 30 mars. Mais, dans le même temps, elle saisit confusément que la grève générale ne suffit pas à résoudre le problème, que l'unité de la classe ouvrière qu'il faut réaliser a un contenu : chasser le gouvernement bourgeois, établir le gouvernement des organisations de la classe ouvrière.

C'est dans une telle situation que, de nouveau, gauchistes décomposés, individualistes de tout poil et staliniens nous proposent, se saisissant occasionnellement du 100<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris, les vieilles recettes qui permirent à la bourgeoisie française de vaincre la plus puissante grève générale qu'elle ait eu à affronter dans son existence. Entre leurs mains, la Commune devient l'arme du combat contre le Front unique ouvrier et contre l'instrument nécessaire à sa réalisation et à sa victoire : le parti révolutionnaire.

### **LA COMMUNE, VARIANTE DE LA « DÉMOCRATIE AVANCÉE » OU GOUVERNEMENT OUVRIER ?**

La Commune de Paris, ce serait la « voie française » vers un socialisme spécifique, si nous en croyons la C.F.D.T. Ce serait la révolution « libertaire », c'est-à-dire l'inorganisation du prolétariat. Ce serait la révolution des masses contre la révolution des chefs, l'« autogestion » contre la destruction de l'État et le socialisme autoritaire d'Octobre 1917, contre la socialisation des moyens

de production. La Commune, ce serait enfin l'annonciatrice en négatif des « voies pacifiques de passage au socialisme », par contrecoup l'annonciatrice de la « démocratie avancée ». La violence organisée de la Commune serait un anachronisme, il ne s'agirait plus de détruire l'État bourgeois, de réaliser la dictature du prolétariat, mais il faudrait une république bourgeoise démocratique frayant, pour un lendemain indéterminé, la voie au socialisme. En un mot, la commémoration de la Commune est l'occasion, pour la bourgeoisie comme pour les organisations ouvrières sous contrôle des bureaucraties, d'expliquer que, hier comme aujourd'hui, l'heure de la révolution prolétarienne n'a pas sonné.

Toutes ces explications ont pour dénominateur commun l'affirmation que la défense des libertés démocratiques relève de la bourgeoisie. La bourgeoisie en conclut que la Commune n'était pas une révolution prolétarienne et les staliniens, au nom de la Commune, révolution prolétarienne vaincue, en concluent que, pour défendre les libertés démocratiques, ce n'est pas d'une Commune dont nous avons besoin, qu'il ne faut pas commettre les folies de nos glorieux ancêtres, mais qu'il s'agit de perpétuer l'État bourgeois, de lui donner un caractère démocratique.

La « démocratie avancée » se charge d'un contenu, et Georges Marchais, répondant au discours de Chaban-Delmas, propose, au nom de la défense des libertés démocratiques, de partager le pouvoir entre les divers partis nationaux dans le cadre du respect et du fonctionnement des



institutions bonapartistes de la V<sup>e</sup> République.

Contre staliniens et bourgeois, il faut affirmer que la défense des libertés démocratiques, c'est le combat contre ce gouvernement, ce régime, il faut affirmer que c'est le combat pour la révolution prolétarienne ainsi qu'en témoigne la Commune de Paris.

### **LE CARACTÈRE PROLÉTARIEN DE LA COMMUNE**

Et, inversement, combattre pour la révolution prolétarienne, aujourd'hui, c'est affirmer que la Commune de Paris fut le premier gouvernement de la classe ouvrière dont parle Marx, c'est montrer l'hégémonie du prolétariat dans la révolution de mars 1871, c'est, contre tous ses détracteurs, affirmer le caractère prolétarien de la Commune de Paris. Dans le concert intéressé qui va des ouvrages de Zeller, ex-chef de l'O.A.S., aux articles des staliniens, Rougerie, historien du mouvement ouvrier français, qui pourtant a écrit un très intéressant ouvrage sur la Commune (2), s'égare et n'apporte pas, faute d'une juste méthode, la clarification nécessaire.

Dans *le Nouvel Observateur* n° 331, il cite la déclaration d'Arnold expliquant le but et la signification de la création de la Fédération de la Garde nationale qui dit :

« Nous sommes la barrière inexorable élevée contre toute tentative de renversement de la République (...) Rien n'est moins dans nos idées que les luttes funestes et sanglantes des citoyens les uns contre les autres : nous tendons nos mains fraternelles à tous nos concitoyens » (3).

Et Rougerie de confondre et le peu de conscience révolutionnaire de la direction de la Fédération de la Garde nationale, et le caractère de la révolution elle-même.

Faire une telle confusion entre direction et mouvement de la classe, c'est, d'une part, ne pas comprendre que le caractère de classe d'un mouvement ne dépend pas de la conscience qu'en ont les acteurs, ne pas comprendre, d'autre part, que toute révolution se présente non pas à partir d'une idée préconçue, que les masses ne vont pas au combat historique pour incarner une utopie, mais bien plutôt contre l'état de choses existant, ne pas comprendre enfin que la prise du pouvoir est un acte de préservation de la classe ouvrière face à une impossibilité de vivre comme avant.

Nous sommes déjà ici au centre du problème, de l'élaboration de la stratégie de la prise du pouvoir dont la Commune et ses leçons furent un moment essentiel.

Si le témoignage du Comité central est avancé pour constater que celui-ci — la direction effective du mouvement — n'avait, au début, pas une claire conscience du but, de l'enjeu et, par conséquent, des moyens à mettre en œuvre, certes, cela est indéniable. Mais en quoi ce que dit le Comité central de ses intentions est-il une preuve de la justesse de ses affirmations ? Pourquoi avance-t-on un tel argument ? Est-ce pour nous dire que le Comité central — direction réelle — n'était pas une direc-

(2) *Paris libre 1871*, Editions du Seuil 1971.

(3) Déclaration de la Fédération de la Garde nationale en date du 18 mars 1871.



tion révolutionnaire conséquente ? Certes, et c'est important, mais cela soulève un autre type de problème n'ayant rien à voir avec la détermination du caractère du mouvement révolutionnaire dont il est l'expression déformée.

## **ISOLER L'ŒUVRE SOCIALE DE LA COMMUNE, C'EST LA DÉNATURER**

Prenant appui sur le fait exact que la Commune n'a que peu touché aux rapports sociaux, historiens et publicistes concluent au caractère bourgeois de la révolution. Ainsi Rougerie, dans ce même article déjà cité, sépare et oppose les « *décisions républicaines fondamentales* » de « *l'œuvre proprement sociale de la Commune* », qu'il trouve bien mince, pour mettre en doute le caractère fondamentalement ouvrier du gouvernement communal :

« Prolongation du moratoire sur les échéances commerciales en faveur de ceux qu'on appelle alors la "bourgeoisie travailleuse" ; annulation des loyers dus depuis le début de la guerre ; projet de liquidation du mont-de-piété, cette fallacieuse forme d'assistance qui aggrave plus qu'elle ne soulage la misère ouvrière ; maximum fixé à 6.000 francs du traitement des fonctionnaires, y compris les membres de la Commune ; suppression du travail de nuit des ouvriers boulangers ; décret du 16 avril préparant la confiscation des ateliers abandonnés par les patrons (...) qui ont fui, déserté Paris. Toutes mesures qui, sauf la dernière, sont de conjoncture et de portée limitée » (4).

En séparant artificiellement les « *décisions républicaines* » des « *mesures sociales* », en oubliant que, pour les Communards, la république ne peut être que la « *sociale* », on perd de vue l'essentiel, c'est-à-dire le mouvement par lequel la classe ouvrière,

en détruisant l'Etat, en accomplissant les réformes démocratiques, se porte à la tête de la société, assure son pouvoir.

Ce qui compte pour nous, marxistes, c'est le mouvement profond de la classe ouvrière par lequel celle-ci se constitue comme force indépendante, antagonique à la société bourgeoise, et cela à travers les illusions bourgeoises qu'elle véhicule — et non ces illusions pour elles-mêmes, quand bien même elles porteraient sur l'appréciation de la nature du mouvement en cours. Les illusions de la classe ne nous intéressent que pour autant qu'il nous faut en partir pour analyser la forme du mouvement de rupture de la classe avec la bourgeoisie et les illusions bourgeoises. Est bon pour le prolétariat ce qui le différencie comme classe solidaire face à la société capitaliste et contre elle. C'est ce mouvement qui nous importe tout d'abord.

Le caractère ouvrier de la Commune, demeure dans l'existence de la Commune elle-même plus que dans ses réalisations socialistes ou dans la conscience individuelle des militants qui l'ont accomplie, encore que, de ce point de vue, la Commune n'ait pas été ce mouvement « *inconscient* » qu'on veut nous faire croire.

Avec Marx, il nous faut assimiler que :

« C'était la première révolution dans laquelle la classe ouvrière était ouvertement reconnue comme la seule qui fût encore capable d'initiative sociale, même par la grande masse de la classe moyenne de Paris — boutiquiers, commerçants, négociants —

(4) *Le Nouvel Observateur*, n° 331, 17 mars 1971.

les riches capitalistes étant seuls exceptés» (5),

et que les réformes démocratiques qu'elle a accomplies prennent tout leur sens en considération de la classe qui les réalise, d'une part, de leur portée quant au mouvement propre de cette classe, de l'autre.

## LA LUTTE POUR LA DESTRUCTION DE L'ÉTAT

Faire de la Commune une révolution bourgeoise sous prétexte qu'elle a d'abord assuré les réformes démocratiques relève de la même erreur que celle qui consistait à prétendre que la révolution d'Octobre 1917, le gouvernement qui en sortit sont d'essence bourgeoise, parce que le premier acte de ce gouvernement a été de remettre la terre aux paysans et qu'il a fallu attendre juillet 1918 pour qu'il exproprie les capitalistes.

La révolution prolétarienne ne se définit pas par le nombre d'usines socialisées. Le caractère de classe d'un Etat, la nature d'un Etat n'est pas affaire de pourcentages de nationalisations ; mais, d'abord et avant tout, ce qui les détermine, c'est la constitution du prolétariat comme classe, sa constitution en classe dominante, la destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement par les organes de la classe ouvrière, les conseils, les communes, les soviets, qui l'organisent en classe.

Le vice fondamental dans la pensée de ceux qui jugent de la Commune en fonction du nombre de réformes et de leur type — comme si, en elle-

même, une mesure démocratique ou anticapitaliste suffisait à établir son caractère — se situe dans une incompréhension totale de cette dynamique de la société, des relations entre les classes qui donnent leur sens à telle ou telle mesure, car il s'agit avant tout de politique, de l'expression d'un rapport de forces entre les classes sociales.

La Commune ne serait qu'un mouvement républicain bourgeois sous prétexte que les mesures prises par la Commune sont de nature démocratique. Voire ! Nous avons là une pensée schématique qui ne connaît que deux catégories : le blanc et le noir, la révolution bourgeoise opposée à la révolution prolétarienne, et qui identifie révolution bourgeoise et révolution démocratique. Au cœur des jugements sur la Commune qui visent à la réduire à une révolution bourgeoise radicale, il y a l'incompréhension d'une des plus vieilles et des plus fondamentales leçons du marxisme : la théorie de la révolution permanente. Et ce n'est pas un hasard, à notre époque où la défense des libertés démocratiques pose, d'une manière immédiate, la question de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Il s'agit de brouiller les cartes, de fermer la voie « *au gouvernement de la classe ouvrière* », de maintenir la pérennité de l'Etat bourgeois en ouvrant la perspective d'un « *bloc des gauches* ».

La mobilisation du prolétariat sur les revendications démocratiques, c'est, avant tout, la possibilité pour la classe ouvrière de s'organiser sur

(5) Marx, *la Guerre civile en France*, grande Edition, Editions sociales 1953, p. 47.



son propre terrain. C'est ce que saisissait instinctivement le prolétariat parisien qui, s'il nourrissait encore des illusions sur le bulletin de vote — ainsi qu'en témoignent les élections communales elles-mêmes — n'en comprenait pas moins que l'important était le contenu de classe de la Commune et plaçait la Commune et la république au-dessus du suffrage universel.

## **LE PROLÉTARIAT SEUL IMPOSE LES LIBERTÉS**

Passer des revendications démocratiques formelles à la démocratie réelle, c'est-à-dire au pouvoir du peuple, des classes laborieuses, telle a été la tâche de la Commune de Paris.

Les hommes entrent en relations dans des conditions concrètes, et ces conditions concrètes sont les rapports de forces entre les classes. Telle mesure qui pouvait être prise à tel moment par telle classe n'est plus possible à tel autre moment car frayant la voie à la destruction révolutionnaire de cette classe.

Si les mesures démocratiques prises par la Commune suffisaient à en établir le caractère, si c'étaient ces mesures elles-mêmes et non les forces sociales qui les ont provoquées qui déterminaient la nature de la révolution, pourquoi le gouvernement bourgeois de Versailles n'a-t-il pas répondu positivement aux revendications bourgeoises de Paris ? Là est la vraie question !

Pour comprendre que la Commune est le premier gouvernement ouvrier, il suffit de s'en rapporter aux réac-

tions de la bourgeoisie. La haute bourgeoisie a compris le caractère de classe de la Commune, mieux que la classe ouvrière qui, à cette époque, constituait beaucoup plus une classe vis-à-vis de la classe dirigeante qu'une classe pour elle-même.

Le peuple en armes, la Garde nationale avec la classe ouvrière armée, voilà ce qui faisait si peur à la bourgeoisie, car instrument du passage de la démocratie formelle à la démocratie réelle. Le peuple en armes, c'était déjà le pouvoir ouvrier contre la société bourgeoise et toute revendication démocratique tendait à se charger, de ce fait, d'un contenu prolétarien que la classe ouvrière, par son organisation, était à même d'imposer.

Bien comprendre cette question des libertés démocratiques, des tâches démocratiques, est essentiel, non seulement pour saisir la signification de la Commune de Paris, mais plus encore pour préparer la révolution aujourd'hui. C'est parce que, en 1848, le parlementarisme bourgeois s'est fait le fourrier direct du bonapartisme que, seul, en 1871, le prolétariat peut prétendre être la tête du mouvement républicain et, dès lors, le charger d'un contenu démocratique réel. C'est parce que organiser la résistance militaire à Bismarck eût signifié armer le prolétariat, l'engager dans la guerre, en faire une force, que la bourgeoisie française, en 1870, préfère la capitulation. En résistant à l'invasion prussienne, le prolétariat parisien combat et la bourgeoisie française, et le capitalisme allemand. La volonté de résistance du prolétariat parisien en 1871, contrairement aux égarements chauvins de 70, est un coup porté à la



bourgeoisie, car sa résistance, c'est son organisation en force indépendante, en force armée ; qui plus est, c'est la voie ouverte à la révolution sociale. C'est en ce sens que vouloir réduire la Commune à un mouvement patriotique bourgeois est aberrant, car c'est faire table rase des forces sociales qui s'organisent pour mener cette tâche à bien.

## LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE

Commencée sur le terrain de la résistance nationale, sur le terrain de la lutte contre le bonapartisme, la réaction bourgeoise, préparant une restauration monarchique, la révolution du 18 mars se développe inexorablement en révolution sociale par le fait qu'à cette époque seul le prolétariat est capable de réaliser ces tâches démocratiques, de par son organisation.

« Cette guerre civile — dit Marx — a détruit les dernières illusions sur la "République". Tous les éléments sains en France reconnaissent que la seule république possible dans ce pays et en Europe est une "république sociale", c'est-à-dire une république qui enlève à la classe des capitalistes et des grands propriétaires fonciers l'appareil d'Etat et qui le remplace par la Commune » (6).

Ce qui était vrai en 1871 l'est plus encore aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme en crise où, chaque jour, les conquêtes démocratiques sont remises en cause par le capital. Mais si, historiquement, le parlementarisme — la forme démocratique de dictature de la bourgeoisie — a fait son temps, si la tendance fondamentale du capitalisme est à la liquidation de ces libertés, cela ne veut en

rien dire que la bourgeoisie soit incapable d'accorder des réformes momentanées, d'opérer des reculs. Tout, en définitive, dépend du degré d'organisation du prolétariat comme classe indépendante et c'est là une leçon essentielle de la Commune. Si la bourgeoisie, en 1871, n'a pas accordé les réformes démocratiques, c'est que l'armement du peuple signifiait le risque de tout perdre. Si, demain, plutôt que de tout perdre, elle doit accorder des réformes, elle les accordera pour ensuite rassembler ses forces et expulser le prolétariat de ses positions.

Comme le dit le *Programme* de la IV<sup>e</sup> Internationale :

« Les "Fronts populaires", d'une part, le fascisme, de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne » (7).

Le développement même du prolétariat dans le cadre de la société capitaliste, son organisation spontanée en classe indépendante à travers les syndicats, etc., interdisent, dès la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à la bourgeoisie d'être capable de mener à bien les tâches démocratiques dans les pays où, comme classe, elle n'a pas conquis le pouvoir politique, et de défendre ses propres conquêtes dans les pays où elle a pris le pouvoir.

(6) Marx, *o. c.*, « premier essai de rédaction », p. 222.

(7) *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale* (la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir), « *Programme de transition* », supplément à *la Vérité* n° 544, p. 10.

C'est ce que comprenaient Marx et Engels dès avant 1849 puisque Engels, dès septembre 1845, écrivait :

« Aujourd'hui, la démocratie, c'est le communisme » (8).

Et que le *Manifeste du parti communiste* affirmait :

« La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie » (9).

Rendant compte et tirant les leçons des révolutions de 1848, Marx précisa sa pensée, et ce, d'une manière fondamentale dans la fameuse Adresse à la Ligue (mars 1850) :

« Ils (*les ouvriers allemands*) doivent contribuer eux-mêmes à leur victoire en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en se posant aussitôt que possible en parti indépendant et, malgré les tirades hypocrites des petits-bourgeois démocratiques, en ne perdant pas un seul instant de vue l'organisation autonome du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : "*La révolution en permanence*" » (10).

Et si, à ce moment, Marx en reste à la formule « *conquête de la démocratie* », le coup d'Etat du 2 décembre sera une leçon d'expérience permettant à Marx de mieux définir les tâches du prolétariat : détruire l'appareil d'Etat bourgeois, car « *toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine, au lieu de la briser* », et c'est la Commune elle-même qui apportera la réponse à la question : par quoi remplacer la machine d'Etat détruite ? La lutte pour les libertés démocratiques, au premier chef pour le droit d'organisation indépendante du prolétariat, se situe d'emblée sur le terrain de la constitution du prolétariat comme classe indépendante, c'est-à-dire de son affirmation et de sa rupture avec la bourgeoisie — terrain

sur lequel se fonde toute la stratégie du Front unique, ainsi que le confirme pleinement la Commune par son existence et son fonctionnement. Révolution ouvrière, la Commune est le produit de l'ensemble du développement du mouvement ouvrier ; en particulier sa filiation avec l'Internationale est nettement marquée.

Elle résume le point de développement du mouvement ouvrier à cette époque, et sa filiation avec le marxisme est tout à fait nette. Ce n'est pas un hasard, bien que l'Internationale et Marx ne soient en rien dans le déclenchement de la révolution elle-même, si la bourgeoisie annonçait à l'époque que l'Internationale avait pris le pouvoir à Paris. Par bien des aspects, la Commune va réaliser pour l'ensemble de la classe ouvrière les derniers acquis du mouvement ouvrier et de son avant-garde, l'A.I.T. Elle va être l'illustration du combat de Marx au sein de l'Internationale.

## LE ROLE DE L'A.I.T. : NOURRIR LE MOUVEMENT SPONTANÉ

Contre les idéologues bourgeois et petits-bourgeois, y compris les sociaux-démocrates et les stalinien, pour qui la Commune est avant tout,

(8) Engels, article intitulé « *la Fête des Nations à Londres* » (à propos de l'anniversaire de la fondation de la république française, 22 septembre 1792), paru dans les *Annales allemandes pour les réformes sociales*, 1846, écrit à la fin de 1845.

(9) *Manifeste du parti communiste*, Costes éditeur, 1953, p. 94.

(10) Marx-Engels, *Textes sur l'organisation*, Editions Spartacus, p. 47.



et uniquement, un mouvement spontané qui s'engouffre dans une situation où la bourgeoisie a laissé un vide, mais qui serait exempte de toute théorie, de toute stratégie propre, il est nécessaire de revenir sur l'activité de l'Internationale et sur celle de Marx en son sein. Le combat de Marx dans l'Internationale a profondément marqué non seulement l'organisation, mais encore la Commune elle-même, comme le prouvent les réalisations de cette dernière.

Le mouvement spontané de mars 1871 qui hisse le prolétariat au pouvoir n'est pas — n'en déplaise à tous les idéalistes et individualistes forcenés — la table rase d'où émerge une « vérité ouvrière » dont on ne voit pas d'où elle sortirait. Ce mouvement spontané intègre tous les acquis et toutes les faiblesses de la lutte consciente, organisée, de la classe ouvrière contre la société bourgeoise — donc sa conscience « théorique » telle que l'exprime l'A.I.T. en 1870.

Partir du prolétariat tel qu'il est, avec ses organisations telles qu'elles sont nées du mouvement spontané de la classe, pour le constituer en classe indépendante face à la bourgeoisie à travers une association internationale qui lui soit propre, telle est la tâche que se fixe Marx, y voyant le moyen de conquérir le prolétariat au communisme.

## « BLOC UNI CONTRE LA BOURGEOISIE »

Unité de front prolétarien dans la rupture avec la bourgeoisie, démocratie ouvrière, tels sont les deux pôles de la stratégie de construction

du parti ouvrier révolutionnaire comme de la prise du pouvoir chez Marx. Fidèle au *Manifeste du parti communiste*, Marx, à l'intérieur de l'Internationale, parce que les communistes « n'ont pas d'intérêts distincts » de ceux de l'ensemble du prolétariat, parce qu'ils ne font qu'exprimer les intérêts généraux du mouvement dans son ensemble, combat pour le rassemblement de toutes les tendances du mouvement ouvrier dans l'organisation. Non que Marx et Engels se fassent des illusions sur les divers courants qui y participent, sur leur maturité politique, mais pour eux, le plus important, c'est que ces proudhoniens, ces chartistes, ces trade-unionistes représentent la classe ouvrière.

Aussi Engels écrit-il à Marx :

« Il est bon que nous entrions de nouveau en contact avec des gens qui ont au moins le mérite de représenter leur classe. Après tout, c'est là le principal » (11).

La stratégie du Front unique ouvrier, présentée par Marx dans ses termes les plus généraux au début de la constitution du prolétariat en classe, trouve son expression dans le combat qu'il mène pour la création du parti de classe, de l'A.I.T. Elle sera enrichie par la III<sup>e</sup> Internationale à une époque où n'existe plus seulement un parti ouvrier, mais où le développement même de la lutte du prolétariat a nécessité la constitution d'un parti révolutionnaire distinct des autres partis de classe. Elle trouvera son expression dans la Commune de Paris, ainsi que l'explique Trotsky, qui y voit une des leçons fondamentales pour la lutte de la classe

(11) Marx-Engels *Werke*, tome XXXI, p. 17.



ouvrière française pour abattre le capitalisme :

« La page la plus glorieuse dans l'histoire du prolétariat français — la Commune de Paris — ne fut rien d'autre qu'un bloc de toutes les organisations et tendances de la classe ouvrière unie contre la bourgeoisie » (12).

Cette stratégie : unité du front de classe, rupture avec la bourgeoisie, démocratie ouvrière, Marx va s'employer à la faire passer dans l'Internationale. Aussi le premier article des statuts de l'A.I.T., rédigé par Marx, mentionne-t-il que :

« L'association est constituée pour procurer un point central de communication et de coopération entre les ouvriers des différents pays, aspirant au même but, savoir : le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière. »

Et les considérants précisent-ils le but et la méthode :

« L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen » (13).

Sur la base d'une politique de classe indépendante, de la lutte pour la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, la destruction de l'État bourgeois, est fondée cette Association internationale des travailleurs ayant vocation de regrouper tous les courants du mouvement ouvrier pourvu qu'ils se situent en rupture avec la bourgeoisie.

L'intérêt historique général : émancipation complète du prolétariat, et son moyen de réalisation que précise l'Adresse inaugurale :

« La conquête du pouvoir politique... demeure le premier devoir de la classe ouvrière » (14),

donnent le cadre qui permet la cohabitation de toutes les tendances dans l'Internationale.

Marx, et à sa suite l'A.I.T., ne pose que cette condition ; le reste — à savoir la prise de conscience claire du but et de ses moyens, la conquête des militants au socialisme scientifique — devant provenir de l'expérience, de la confrontation des opinions. Marx, en matérialiste conséquent, comprend que l'intérêt général de la classe se réalise par la fusion des intérêts particuliers, que la classe ouvrière — pour homogène qu'elle soit — ne se constitue en classe dans la communauté d'action que par l'unification, donc d'abord la reconnaissance des courants particuliers qui la composent.

« Les sections de la classe ouvrière dans les divers pays se trouvent placées dans des conditions diverses de développement, il s'ensuit nécessairement que leurs opinions théoriques qui reflètent le mouvement réel sont aussi divergentes.

Cependant, la communauté d'action, établie par l'Association internationale des travailleurs, l'échange des idées facilité par la publicité faite par les organes des différentes sections nationales, enfin les discussions directes aux congrès généraux ne manquent pas d'engendrer graduellement un programme théorique commun » (15).

Mais ce qui est vrai de la construction de l'Internationale l'est aussi de la classe ouvrière dans son ensemble, c'est pourquoi Marx combat pour la constitution du Front unique de

(12) Extrait d'une résolution adoptée par le plénum élargi du Comité exécutif de l'Internationale communiste, le 11 juin 1922.

(13) Cité par Marx dans « *Les prétendues scissions dans l'Internationale* », dans Marx-Engels, *Textes sur l'organisation*, Editions Spartacus, p. 77.

(14) *Idem*.

(15) Lettre du Conseil général de l'A.I.T. à l'Alliance (en anglais dans les *Minutes* du Conseil général, Editions Lawrence et Wiskart, tome III, pp. 310-311).

classe dans toutes ses déterminations, dans l'A.I.T. comme pour l'ensemble des organisations qui fondent la classe comme classe indépendante de la bourgeoisie.

## **COOPÉRATIVE OU SYNDICAT : LUTTE ÉCONOMIQUE ET LUTTE POLITIQUE**

En menant bataille contre les proudhoniens qui prêchent l'indifférence à l'égard de l'État, Marx permet le rapprochement des blanquistes de l'Internationale. Et il est particulièrement intéressant de voir, du point de vue de la stratégie de la construction du parti, comment Marx s'y prend avec ces proudhoniens français qui, au début, ne veulent pas entendre parler de la grève, qui la condamnent et qui ne jurent que par la coopération : coopérative de production et autres.

Marx, comme Blanqui, comprend et les limites, et les dangers du « *coopératif* » ; il en saisit toute la place historique — reflet d'un prolétariat qui vient à peine de naître, marqué par l'artisanat — pour, s'y appuyant, le dépasser et poser le problème réel, à savoir celui de la lutte politique, de la destruction de l'État bourgeois, de la grève, etc., et cela non d'une manière abstraite, générale, mais en fonction des besoins concrets de la lutte. La stratégie de Marx, c'est de faire faire un réel pas en avant au mouvement ouvrier organisé et c'est pourquoi il s'en tient

« aux points qui permettent un accord immédiat et une action concertée immédiate des travailleurs, qui répondent d'une façon directe aux besoins de la lutte des classes

et à l'organisation des travailleurs en classe et les stimulent » (16).

Pendant tout un temps, Marx refuse d'engager la discussion dans les congrès sur les problèmes les plus généraux. Aussi n'aborde-t-il pas le problème de principe de « *la grève* », mais fait-il progresser les proudhoniens par la discussion des mesures concrètes d'action à prendre contre les briseurs de grève, terrain sur lequel les proudhoniens ne pouvaient résister sans se déconsidérer et on en arrive à une situation dans laquelle Varlin, dans la défense qu'il présente le 22 mai 1868 lors du 2<sup>e</sup> procès de l'A.I.T., continue à proclamer :

« L'Association internationale des travailleurs n'admet pas la grève en principe ; elle croit que c'est un moyen antiéconomique, elle l'a déclaré à Genève, elle l'a déclaré partout » (17).

Mais le plus clair de son plaidoyer montre comment la grève, si elle n'est pas « *un moyen propre à donner une victoire décisive à la cause du capital* », selon l'expression d'une déclaration de la section française à une assemblée d'ouvriers à Berlin (18), est indispensable, d'une part, pour faire reculer les patrons sur les revendications ouvrières, mais, plus encore, parce que c'est le moyen de constituer la classe ouvrière comme une classe antagonique à la classe bourgeoise, ainsi qu'en témoignent ces lignes :

« En France, les ouvriers du bronze se mettaient en grève. Les patrons dans cette profession voulaient forcer les ouvriers à

(16) Marx, lettre à Kugelmann, 9 octobre 1866, M.E.W., t. XXXI, p. 525.

(17) Procès de l'A.I.T. Première et deuxième commission du bureau de Paris. Fac-similé 1968. Editions Edhis, pp. 151-152.

(18) Procès de l'A.I.T., o. c., p. 152.



détruire eux-mêmes la société de crédit et de solidarité qu'ils avaient fondée. CETTE FOIS, LA LUTTE ÉTAIT UNE LUTTE MORALE ; ON NE DISCUTAIT PLUS DE SALAIRE, ON VOULAIT, PAR LA FAIM, ABOLIR UN DROIT » (19).

Il s'agit bien de la lutte des classes, de la lutte politique, et nous voyons ici comment, à l'aube du mouvement ouvrier, les combats des prolétaires n'opposent pas revendication et révolution, mais comment la revendication concentre la révolution.

### **UNE LEÇON DE LA COMMUNE : L'IMPOSSIBILITÉ DE L' « AUTOGESTION »**

L'union des prolétaires en classe, tel est le fil directeur de la conduite de Marx dans l'A.I.T., et cela est particulièrement frappant dans la question de la lutte qu'il mène contre les proudhoniens sur la question des syndicats. Ces derniers préférèrent les « coopératives » qui, comme l'explique Blanqui, divisent la classe ouvrière car « *il est manifeste qu'un très petit nombre de travailleurs seulement possède la capacité nécessaire à de pareilles entreprises...* ».

« C'est la division des ouvriers en deux classes : d'un côté, la grande masse ignorante, abandonnée, sans appui, sans espoir, dans les bas-fonds du salariat ; de l'autre, une petite minorité intelligente, préoccupée désormais de ses seuls intérêts privés et séparée à jamais de ses pères malheureux » (20).

Ces coopératives détournent le prolétariat du grand but puisque :

« On engage les ouvriers à bâtir avec leurs centimes de petites associations de dix, vingt, trente, cinquante, cent personnes et à s'acoquiner dans ces recoins, pour tenir à l'œil le gérant et soigner la fructification

du magot. Par cela même, en réalité, on les dissuade de fourrer le nez dans la grande association où vont s'engloutir les gros sous (*l'Etat*) » (21).

Marx leur oppose les organisations syndicales, nées « *des efforts spontanés des ouvriers, pour éliminer, ou du moins limiter, cette concurrence afin de conquérir les termes du contrat qui leur permette au moins de s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves* », importantes par les mesures qu'elles avancent « *pour mettre en échec les empiètements continuels du capital, en un mot aux questions de salaire et de durée du travail* », mais « *plus importantes encore en tant que moyens d'organisation pour supplanter le système du travail salarié et de la domination du capital lui-même* » (22).

Cette question fondamentale, nous la retrouverons dans la Commune, dans l'activité de Frankel à la tête de la Commission du Travail et de l'Echange, et ce n'est pas une des moindres leçons de la Commune comme de l'histoire de l'Internationale que l'impossibilité du socialisme dans une seule usine, que l'impossibilité de l'« autogestion », contrairement à ce que prétendent aujourd'hui centristes et corpora-

(19) Procès de l'A.I.T., o. c., procès de de la deuxième commission, p. 180.

(20) Cette citation et la citation précédente (en italique) sont tirées du *Projet de discours au congrès de l'A.I.T.*, août 1867. Voir les textes choisis de Blanqui, Editions sociales, 1956, p. 186.

(21) Blanqui, o. c., p. 184.

(22) Résolution sur « *les syndicats, leur passé, leur présent et leur avenir* » adoptée par le congrès de Genève, 1866 (1<sup>er</sup> congrès de l'A.I.T.). Voir les annexes à *Travail salarié et capital*, Editions sociales.



tistes. C'est d'abord la question politique, la question de l'Etat qu'il faut résoudre et pour cela détruire l'appareil d'Etat bourgeois et édifier l'Etat ouvrier.

Pendant les années 1860, le mouvement ouvrier se développe d'une manière impétueuse. Lors du troisième procès, Frankel a raison de dire :

« L'Association internationale est un arbre qui a pris racine dans tous les pays, et ce serait une entreprise naïve que de prétendre tarir la sève qui coule sous son écorce en coupant l'une ou l'autre de ses branches. A ceux qui ne savent pas interpréter les signes des temps, qui s'imaginent que le mouvement social va s'arrêter devant ce procès, à ceux-là, je crie la parole de Galilée : *E pur, si muove!* »

L'union des prolétaires de tous les pays est un fait accompli : aucune force ne peut plus désormais les diviser » (23).

En particulier, durant les deux dernières années de l'Empire, le mouvement gréviste prend une ampleur jamais atteinte, mettant en place, comme au Creusot, un comité de grève, liant la revendication salariale à la revendication politique, ce qui fait dire à Malon dans une lettre à Combault, internationaliste qui présentera la défense collective des accusés lors du procès de la 2<sup>e</sup> commission :

« Je te prie de croire (...) que cette province du centre est relativement préparée à la république sociale. On ne s'occupe pas ici du plébiscite, encore moins des débats parlementaires ; quand les mineurs demandent s'il y a du nouveau à Paris, cela veut simplement dire : la République est-elle proclamée ? On est simpliste au Creusot et on ne byzantine pas » (24).

A partir de juin 1870, un véritable raz de marée gréviste touche les corps de métiers les plus divers, dans des villes comme Marseille, Rouen, Fourchambault, Vienne, Lyon, Givors,

Saint-Etienne, Rive-de-Gier, et culmine dans les grèves du Haut-Rhin. Malgré tout, ces mouvements et l'activité de l'Internationale contre la guerre ne parviendront pas à empêcher que Napoléon III impose à la classe ouvrière de revêtir l'uniforme, et c'est un prolétariat très désorganisé qui va aborder les tâches de la révolution après le 4 septembre.

Ainsi les organisations des corps de métiers ont-elles volé en éclats et, le 12 janvier 1871, Varlin peut dire, s'en référant à l'exemple des ouvriers du bronze :

« Les bronziers sont dispersés dans les compagnies de guerre, ils ne peuvent verser, on ne peut l'exiger, il y a force majeure. L'Internationale doit être réorganisée, il lui faut en particulier ramener les ouvriers » (25).

Du côté des blanquistes, la situation n'est pas meilleure, *La patrie en danger* a cessé de paraître depuis décembre 70, Blanqui n'est plus là depuis les premiers jours du mois de mars et si les blanquistes occupent certaines positions dans le Comité central de la garde nationale, le parti lui-même est décapité, ses troupes dispersées dans les divers bataillons de la Garde nationale. L'avant-garde blanquiste n'est plus une formation cohérente, organisée, disciplinée.

(23) Troisième procès de l'A.I.T. à Paris, réédition fac-similé, p. 221.

(24) F. L'Huillier, *la Lutte ouvrière à la fin du Second Empire*, Armand Colin éditeur, p. 53.

(25) Cité par Dommanget dans *Hommes et choses de la Commune*, Coopérative des amis de l'Ecole Emancipée, p. 15.

## LA COMMUNE RÉALISE LE FRONT UNIQUE DANS SA DIRECTION...

« *Bloc de toutes les organisations et tendances de la classe ouvrière unie contre la bourgeoisie* », la Commune, le gouvernement communal ne sont pas la seule expression de ce Front unique de la classe ouvrière.

Née d'une cause apparemment mineure, occasionnelle, peu révolutionnaire — c'est le rassemblement des délégués des bataillons devant constituer une commission qui aurait dû donner des consignes de vote aux élections à la Chambre, ce qui semblait la promettre à une tâche limitée — la Fédération des bataillons de la Garde nationale dépasse rapidement le but que lui assignait sa naissance et elle en vient, avec le Comité central, à réaliser cette union de toutes les tendances ouvrières contre le pouvoir d'Etat. C'est l'organisation par laquelle le prolétariat parisien en armes réalise son unité, expose ses revendications et, en premier lieu, celle de nommer ses chefs contre ceux qui veulent lui imposer le gouvernement central, celle de se substituer aux armées permanentes « *qui ne furent jamais que des instruments de despotisme et qui amenèrent fatalement avec elles la ruine du pays* » (26).

Très rapidement, la réalisation de cette unité de classe va radicaliser les revendications de la Fédération des bataillons de la garde nationale, et c'est très nettement qu'elle se prononcera pour la république, quels que puissent être les résultats des élections, car « *la République, étant le seul gouvernement de droit et de justice, ne peut être subordonnée au*

*suffrage universel* », et si le Comité tend des « *mains fraternelles à tous nos concitoyens, à tous les peuples qui sont aussi nos frères* » (27), il ne faut pas se laisser abuser par ce langage ; c'est bien d'un regroupement de classe qu'il s'agit puisque

« ayant reconquis encore une fois la liberté de disposer de nous-mêmes, nous entendons la conserver. Nous ne voulons plus d'aliénation, plus de monarchie, plus de ces exploités ni oppresseurs de toutes sortes, qui, venant à considérer leurs semblables comme une propriété, les font servir à la satisfaction de leurs passions les plus criminelles » (28).

La radicalisation de la Fédération et de son Comité central, la provocation du 18 mars y aidant, entraîne peu à peu l'adhésion à son action comme sa reconnaissance en tant que direction de tous les courants du mouvement ouvrier. Au Comité central se côtoient les internationaux Assi, Babick, Varlin et les blanquistes Eudes, Duval, Moreau. Bientôt, le 22 mars, les socialistes du Comité des Vingt Arrondissements se rallient au Comité central et, le même jour, Frankel, le bijoutier, et Aubry, le lithographe, emportent la décision : le Conseil fédéral des sections parisiennes, se ralliant au mouvement réel, publie le 24 mars un manifeste dans lequel on peut lire :

« Le principe d'autorité est désormais impuissant pour rétablir l'ordre dans la rue, pour faire renaître le travail dans l'atelier, et cette impuissance est sa négation. L'insolidarité des intérêts crée la ruine générale, engendre la guerre sociale ; c'est à la liberté,

(26) Cité par Rougerie, o. c., p.

(27) Déclaration préalable. Comité central de la Garde nationale, 10 mars 1871, cité par Rougerie, o. c., pp. 93-95.

(28) Déclaration d'Arnold lors de la constitution de la Fédération, le 10 mars 1871, cité par Rougerie, o. c., p. 95.



à l'égalité, à la solidarité qu'il faut demander d'assurer l'ordre sur de nouvelles bases, de réorganiser le travail qui est sa condition première.

*Travailleurs,*

La révolution communale affirme ces principes, elle écarte toute cause de conflit dans l'avenir. Hésitez-vous à lui donner votre sanction définitive ? » (29).

Cette unité dans le combat contre la bourgeoisie va trouver son expression dans les élections du 26 mars et dans les programmes présentés qui, tous, mettent en avant le droit pour la classe ouvrière de se réunir librement, le droit d'association, tout ce qui permet enfin que la classe ouvrière s'organise sur son propre terrain.

Sur les 85 élus, hormis les 15 candidats du « *parti des maires* », qui refuseront de siéger pour ne pas usurper le pouvoir issu du suffrage universel, et 4 « *radicaux* » qui les rejoindront, on trouve, en dehors des élus du Comité des Vingt Arrondissements, 9 blanquistes, 17 internationaux militants, 11 socialistes ayant travaillé dans le mouvement ouvrier et 4 « *jacobins* », dont le vieux Delescluze et le petit-bourgeois Félix Pyat.

Tous sont d'accord — et la déclaration au peuple français adoptée à l'unanimité, moins une voix, le 19 avril en témoigne — sur l'exigence de l'autonomie, des libertés parisiennes et leur extension à toutes les communes, qui brisent le pouvoir gouvernemental et fondent la centralisation de la classe ouvrière, la centralisation de ce nouvel Etat, « *antithèse de l'Empire* ».

Expression du bloc des organisations de la classe ouvrière, de leur centralisation, de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution qui rallie à

elle toutes les couches exploitées, le gouvernement communal tente d'entraîner avec lui la paysannerie par cet appel :

« *Aux travailleurs des campagnes*

Frère, on te trompe. Nos intérêts sont les mêmes. Ce que je te demande, tu le veux aussi ; l'affranchissement que je réclame, c'est le tien... Paris veut enfin, écoute bien ceci, travailleur des campagnes, pauvre journalier, métayer, fermier, vous tous qui semez, récoltez, suez, pour que le plus clair de vos produits aille à quelqu'un qui ne fait rien, ce que Paris veut, en fin de compte, c'est la terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous » (30).

Ces derniers montrent clairement la signification de la Commune. Du travail pour tous, non seulement parce que c'est juste, mais parce qu'une telle mesure centralise, rassemble, solidarise les travailleurs, les rapproche, les rend capables d'assumer le grand but, à savoir la construction d'une société sur d'autres bases.

### **... COMME DANS SES ORGANISATIONS DE BASE**

Dès la fin avril, dans la plupart des églises des quartiers populaires, se tenaient, le soir, des réunions révolutionnaires où les travailleurs venaient discuter, élaborer leurs revendications, adopter motions et résolutions. Ces clubs, organisés par quartier, reflètent les tendances diverses de la Commune, les diverses organisations qui lui ont donné naissance. Aussi

(29) Manifeste aux travailleurs du Conseil fédéral des sections parisiennes de l'A.I.T., en date du 24 mars 1871, cité par Rougerie, o. c., p. 129.

(30) Rougerie, o. c., pp. 190-191.



y a-t-il le club Christophe à La Villette, organisé par le Comité de vigilance du 19<sup>e</sup>, le club Eustache, siège du club central du Comité des Vingt Arrondissements, le club de la Révolution Sociale des Batignolles qu'animent les internationaux, le club des Prolétaires en l'église Ambroise ; et les femmes s'organisent, s'emparant des églises de Notre-Dame-de-la-Croix, Saint-Laurent-de-Vaugirard, de la Trinité.

Réalisation du Front unique, dans le gouvernement, la Commune le fut dans les clubs où, concrètement, les travailleurs parisiens, prenant leur sort en main, définissent leur politique, leurs revendications, envoient lettres et pétitions à la Commune, contrôlent leurs « mandataires ». La centralisation politique de la classe se réalise dans ces assemblées, instrument indispensable au nouveau pouvoir, comme le montrent les principales mesures prises par la commission du Travail et de l'Echange que dirigent Frankel et Bertin, ouvrier typographe, militant de l'Internationale, inculpé lui aussi lors du troisième procès.

Clubs d'éducation politique permettant aux travailleurs de se gouverner eux-mêmes, les clubs communaux homogénéisent la classe ouvrière par ces discussions, mais là ne s'arrête pas leur fonction. Expression de la démocratie ouvrière, le contenu du club est donné par le fait qu'il est une structure permettant à la classe ouvrière non seulement de discuter pour s'éduquer, mais encore, ainsi que se définit le club communal de Nicolas-des-Champs,

« de rappeler aux principes nos mandataires, s'ils s'en écartaient, de les appuyer dans tout ce qu'ils feront pour le salut de

la République. Mais surtout d'affirmer la souveraineté du peuple qui ne doit jamais abandonner son droit de surveillance sur les actes des mandataires. Peuple, gouverne-toi toi-même par tes réunions publiques, par ta presse, pèse sur ceux qui te représentent, ils n'iront jamais trop loin dans la voie révolutionnaire » (31).

L'émancipation des travailleurs, œuvre des travailleurs eux-mêmes, c'est la classe ouvrière organisée qui donne un mandat impératif à ceux qu'elle élit, c'est la révocabilité des « mandataires » si ceux-ci transgressent leur mandat ou ne savent pas l'appliquer, et ce mandat impératif est particulièrement simple, ne s'embarassant pas de démocratie bourgeoise.

Ainsi un citoyen propose, au club Ambroise,

« la suppression totale de tous les journaux ; il s'appuie sur ce que les reporters ne vont pas au feu et puisent leurs renseignements au premier venu, ce qui fait que les journaux sont remplis de fausses nouvelles » (32).

## LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La dictature organisée du peuple par la Commune, voilà le contenu de la démocratie ouvrière qui ne rencontre pas de préjugés bourgeois.

Contre la mollesse des dirigeants, la citoyenne Thyon réclame « l'arrestation d'urgence de tous les prêtres », mais aussi « qu'on fusille dans les 24 heures tous les gens d'église », et

(31) *Idem.* p. 207.

(32) *Idem.* p. 212.

de nombreux autres communaux de réclamer l'exécution des otages.

« Considérant que nos mandataires à la Commune sont nantis implicitement du mandat de vaincre le gouvernement royaliste de Versailles, Considérant que, pour vaincre, il faut être uni » (33),

le Comité de la Somme exige des minoritaires qu'ils restent à leur poste. Les internationaux de Montrouge pressent la Commune de prendre d'énergiques mesures :

« Considérant le moment de péril suprême dans lequel se trouvent nos institutions sociales et la mollesse qu'apportent les membres de la Commune à produire non seulement des décrets, mais des actes révolutionnaires qui peuvent sauver la situation » (34).

Le contenu de la démocratie prolétarienne que réalisent les divers clubs, c'est la dictature de la classe ouvrière, l'unification du prolétariat.

Aussi le journal *Le Prolétaire* du 19 mai demande-t-il des mesures générales concernant toute la classe ouvrière :

« Il ne s'agit pas de décréter certaines réformes partielles, par boutades, selon le caprice du moment (...). Les décrets relatifs à la liberté du travail doivent englober tous les travailleurs sans distinction. Fixez un maximum des heures de travail. Etablissez un minimum de salaire » (35).

Eriger la classe ouvrière en classe dominante, et, pour ce faire, l'organiser sur son propre plan, tel est le seul moyen qui puisse permettre la délivrance de l'humanité, la disparition des antagonismes de classes et des classes elles-mêmes. Cette conclusion que Marx avait tirée, voilà plus de vingt ans, le prolétariat parisien en est intimement persuadé comme en témoigne une brochure de l'époque :

« La série de l'exploitation est terminée. Elle se résout dans le *travailleur* qui absorbera les deux antagonismes en les détruisant, opérera la délivrance universelle... » (36).

Les solutions que proposent les ouvriers dans les clubs rejoignent les propositions plus élaborées de Varlin ou de Pindy et la commission du Travail et de l'Echange s'en inspirera largement.

## LA PLACE DES SYNDICATS DANS LA COMMUNE

Si les Comités de vigilance ont été le levier de la révolution du 18 mars, si la Fédération des bataillons de la Garde nationale a été l'instrument de la prise du pouvoir et que, durant toute la période qui a précédé immédiatement la révolution, les syndicats n'ont pas été les instruments de cette prise révolutionnaire du pouvoir, ce n'est pas seulement à cause de l'état de désorganisation dans lequel se trouvaient l'Internationale et les Chambres syndicales. Les internationaux saisissent, malgré leurs faiblesses sur lesquelles tout le monde se plaît à insister, l'importance des organes qui se mettent en place. En particulier, c'est Varlin qui a mené le combat pour rallier l'Internationale à la Fédération de la Garde nationale et ce n'est qu'une fois la classe ouvrière au pouvoir que, de nouveau, passent au premier plan les mesures d'organisation visant à consolider le pou-

(33) *Idem*, p. 219.

(34) *Idem*, p. 220.

(35) *Le Prolétaire* du 19 mai 1871, Rougerie, o. c., p. 236.

(36) Rougerie, o. c., p. 241.



voir, que les syndicats reprennent toute leur dimension.

Loin d'y voir une contradiction, un moment d'égarement de Varlin, il faut saisir toute l'importance de ce phénomène. Les syndicats, nés de la résistance spontanée de la classe ouvrière à l'exploitation quotidienne des travailleurs par le capital, dans des conditions « normales » de l'exploitation journalière, ne peuvent être les instruments de la prise révolutionnaire du pouvoir. Les Comités, les Clubs, la Fédération de la Garde nationale qui rassemblent l'immense masse des exploités, dans ses couches les plus arriérées, voilà les organisations indispensables au moment de la crise révolutionnaire, mais, « moyens d'organisation pour supplanter le système du travail salarié et de la domination du capital lui-même » (37), avec la prise du pouvoir par la classe ouvrière, avec la destruction de l'Etat bourgeois, les syndicats prennent toute leur place dans l'organisation de la classe ouvrière comme classe dominante, ainsi qu'en témoigne l'expérience de la Commune.

C'est sur les chambres syndicales ouvrières que s'appuie la Commission du Travail. Celles-ci, fortement désorganisées, se développent impétueusement sous la direction de la chambre syndicale des mécaniciens qui rallie autour d'elle tailleurs, cordonniers, ébénistes, etc., la puissante Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés, véritable fédération syndicale des ouvrières de Paris, et se constituent en Commission d'Enquête pour la mise en place de l'exploitation coopérative des ateliers abandonnés, la création des associations de production. Sur la base de la destruction du

pouvoir d'Etat bourgeois, la Commune, avec les organisations syndicales, met en place un plan d'expropriation du patronat sous l'égide des coopératives de production gérées par les syndicats, coopératives qui ne trouvent leur sens, qui ne peuvent mener leur tâche à bien que parce que le pouvoir est entre les mains de la classe ouvrière, que parce qu'il y a la Commune, l'Etat prolétarien, qui, par la force contraignante, doit imposer réquisitions, ventes forcées, limitation des heures de travail (ainsi pour les ouvriers boulangers quant au travail de nuit), obligation de rouvrir les usines, etc.

Comme l'explique Serrailier dans l'organe de l'Internationale, *la Révolution politique et sociale* :

« Que doit faire l'Etat, pour résoudre, d'une manière pacifique, la question sociale, en d'autres termes, pour éteindre l'antagonisme entre le capital et le travail ? Tout d'abord, nous croyons qu'il incombe à l'Etat d'aider et de faciliter le développement des associations corporatives, leur fournissant le moyen d'acquérir les instruments de travail. Il doit insérer dans la loi toutes les mesures nécessaires pour la protection des travailleurs et veiller à leur exécution. (...) Mais cette protection ne saurait être suffisante. (...) Ce qu'il faut, c'est l'intervention de l'Etat par tous les moyens en son pouvoir, là où l'individu est impuissant à se procurer une existence digne d'un citoyen » (38).

Constitué en classe dominante par la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois, par l'institution de la Commune, le prolétariat, dans le processus de la révolution permanente, fortifie ses positions, expulse ses exploités, poursuit son affirmation comme classe, et tel est le sens fondamental des coopératives.

(37) Résolution sur les syndicats au 1<sup>er</sup> congrès de l'A.I.T. Voir note 22.

(38) Rougerie, *o. c.*, p. 188.



Le décret du 16 avril instituant la Commission d'enquête ouvrière afin de favoriser la mise en place des associations de production est important en ce sens que, par là, le pouvoir ouvrier de la Commune renforce ses positions politiques par des positions matérielles visant à remettre les usines à la classe ouvrière, faisant de ces positions matérielles une arme politique pour l'écrasement de la bourgeoisie. La conscience de la classe ouvrière s'incarne en une force matérielle. Les mesures que prend la Commune, limitées au début puisqu'il n'y eut, en dehors des ateliers abandonnés, qu'une seule réquisition (il s'agissait d'une coopérative ouvrière, la fonderie Brosse 15<sup>e</sup>, que le gérant s'était appropriée en dépossédant ses "associés") — cela pour les tenants de l'autogestion dans le cadre du système capitaliste — sont des mesures qui, toutes, tendent à l'unification du prolétariat, à son unité, pour la simple raison que l'État ouvrier en est le garant. Les coopératives ouvrières, qui, hier, étaient facteur de division de la classe, deviennent facteur d'unification, un moyen de lutte entre les mains des ouvriers grâce à la puissance coercitive de l'État ouvrier qui, en intervenant sur les salaires, le marché, en garantissant des monopoles d'État, permet la constitution du prolétariat en classe sociale dominante.

## **LES HÉRITIERS DE LA COMMUNE RECONSTRUISENT LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE**

Réalisation du Front unique de la classe ouvrière dans son gouverne-

ment comme dans les organisations qui la supportaient, la Commune de Paris ne put, faute de temps, sélectionner la direction capable de mener ce Front unique à la victoire.

Il n'y eut pas, en dépit des aspirations nettement socialistes des masses, de direction résolue capable, comme le dit Trotsky, de « *conquérir la direction dans le feu des événements* », et ce n'est pas la moindre des contradictions qu'en dépit de la volonté acharnée de vaincre des travailleurs parisiens, en dépit de problèmes posés concrètement sur la question de l'État, par Serailler par exemple, la Commune ne se donna pas les moyens de réaliser sa politique, ainsi le Comité central de la Garde nationale refusa de marcher sur Versailles dès le début, ainsi la banque de France, instrument capital entre les mains du prolétariat pour mener sa politique à bien tant sur le plan de la guerre que sur le plan des mesures socialistes, ne fut pas touchée. Dire cela ne signifie en rien refaire l'histoire à l'envers. Les conditions historiques concrètes n'avaient pas permis à ce parti de voir le jour et c'est ce qui explique l'explosion du 18 mars et la Commune elle-même.

La leçon est d'importance : sans parti révolutionnaire, flanc gauche du Front unique, pas de victoire possible ; mais cela ne peut en rien être un grief aux dirigeants de la Commune. Il ne s'agit pas de refaire l'histoire mais de combattre pour la victoire, de tirer les enseignements du passé pour vaincre, pour cela de construire le parti révolutionnaire, la IV<sup>e</sup> Internationale.

Pour conclure, contre les tenants de la théorie des « *pouvoirs* », c'est-à-

dire les combattants de la division de la classe ouvrière, il faut affirmer que la Commune de Paris, que la conquête du pouvoir politique de la classe ouvrière, c'est la réalisation de son Front unique de classe, dans la destruction de l'Etat bourgeois.

Contre ceux qui, lors de la grève générale de mai 68, combattirent le Comité central de grève, il faut affirmer que ce ne sont pas des « comités d'action », mais bien l'instrument centralisé de la Fédération de la Garde nationale qui prit le pouvoir, réalisant le Front unique de la classe. Il faut répéter que, loin d'être

mort, le syndicat, avec la prise du pouvoir, retrouve sa pleine dimension révolutionnaire, « organisateur collectif supplantant » le pouvoir des capitalistes. Et, contre les « proudhoniens » par adoption rétroactive, il faut réaffirmer que la Commune n'a en rien été l'autogestion, le « pouvoir à l'usine », mais que ce qui a existé, c'est le gouvernement frayant la voie à la dictature du prolétariat, à l'appropriation collective des moyens de production et, en ce sens, permettant aux ouvriers de telle ou telle usine de gérer la production à leur profit.

Parce que la révolution prolétarienne est vivante,  
Parce qu'elle est à l'ordre du jour  
et que, pour vaincre, elle doit avoir un PARTI

**L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE**

(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale)

organise

sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale

**DEUX JOURNÉES D'ÉTUDES SUR LA COMMUNE DE PARIS**

au Palais de la Mutualité, salle A (24, rue Saint-Victor, Paris-5<sup>e</sup>  
métro Maubert-Mutualité)

— le samedi 12 juin (de 14 à 19 heures) ;

— le dimanche 13 juin (de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h).

(A découper)

**BULLETIN D'INSCRIPTION**

Veuillez envoyer une carte de participation aux Journées d'études sur la Commune de Paris à :

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Je verse un minimum de 10 F  un soutien de 20 F  30 F  (1)  
sous forme de chèque postal, chèque bancaire ou mandat-lettre (2)  
à M. ILTIS, 71 M, route du Pavé-Blanc, 92 - Clamart  
C.C.P. 10 23 10 Paris

Toute demande de carte non accompagnée de versement ne sera pas prise en considération.

(1) Cocher la case correspondante.

(2) Rayer les mentions inutiles.

# La Commune et le mouvement ouvrier européen en 1870-71

par Jacques MEYRAND

« Bonaparte  
met sens dessus dessous  
toute l'économie bourgeoise,  
touche à tout  
ce qui avait paru intangible  
à la révolution de 1848,  
rend les uns résignés  
à la révolution  
et les autres  
désireux d'une révolution  
et crée l'anarchie  
au nom de l'ordre,  
tout en enlevant  
à la machine  
gouvernementale  
son auréole,  
en la profanant,  
en la rendant  
à la fois  
ignoble et ridicule. »

C'est en ces termes que Marx caractérise le régime du Second Empire dès sa naissance, dans son *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte* (1852). L'histoire de la révolution de 1848 avait déjà montré, non seulement en Allemagne et en Europe centrale, mais aussi en France, qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle la bourgeoisie n'était plus la classe révolutionnaire qu'elle avait été en 1789. Du fait même que

le développement de l'industrie avait créé le prolétariat moderne, la seule classe révolutionnaire, dès 1848, était devenue ce prolétariat qui avait été saigné, en juin 1848, à Paris, parce que la bourgeoisie « républicaine », « parlementaire », voulait en finir avec le spectre de la révolution sociale.

En Allemagne, la bourgeoisie avait fait preuve d'une impuissance poli-



tique complète. Effrayée par le bouleversement révolutionnaire, elle avait très vite sacrifié le « *printemps des peuples* » en capitulant honteusement devant la monarchie.

Il n'en demeure cependant pas moins qu'en dépit des enveloppes politiques inadéquates dans lesquelles elles restent encore pour une large part comprimées, les forces productives capitalistes se développent dans toute l'Europe continentale. Renonçant à la forme « *parfaite* » mais trop dangereuse qu'est la république démocratique, la bourgeoisie française se donne au second Bonaparte. En dépit du gaspillage inouï de l'Empire, le capital, en plein essor à cette époque, connaît son âge d'or en France. En Allemagne, à la même époque, la bourgeoisie, bien que totalement exclue, de son plein gré, de toute position politique, s'engageait aussi avec frénésie dans la voie des « *affaires* ».

Engels écrit en 1888 :

« Il s'agissait d'en finir avec le fatras des petits Etats traditionnels et historiquement dépassés, afin de permettre le développement du commerce et de l'industrie ; briser toutes les entraves inutiles que l'homme d'affaires allemand devait d'abord écarter dans son propre pays avant d'accéder au marché mondial, entraves dont étaient libérés tous ses concurrents. Bref, l'unité allemande était devenue une nécessité économique » (1).

Du fait même de la paralysie politique de la bourgeoisie allemande, c'est la bourgeoisie française qui, sous le Second Empire, domine politiquement l'Europe. Mais, précisément, la concurrence entre le bourgeois français et le bourgeois allemand était grosse d'une guerre franco-allemande, laquelle éclatera en août 1870. Quatre ans auparavant,

la Prusse, dont le chef dynastique, le Hohenzollern Guillaume, servi par Bismarck, avait battu l'Autriche à Sadowa (1866), avait démontré ses capacités à prendre la première place sur le continent. En même temps, comme en France, le développement tempétueux du capital allemand produit une classe ouvrière qui avait déjà, depuis plus de vingt ans, en Marx et Engels, ses chefs théoriques.

Marx avait pleinement raison de dire, en 1852, que la république en France ne pourrait renaître de ses cendres que par la méthode de la révolution prolétarienne. Le 18 Brumaire de 1851 ne pouvait être effacé de l'histoire que si le prolétariat prenait l'hégémonie dans la lutte des classes comme il avait démontré son indépendance en juin 1848.

Après l'écrasement de juin 1848, il lui fallait cependant reconstituer sa force politique, c'est-à-dire son organisation en tant que classe. Il fallait également que de grands événements, la crise économique et la guerre qu'elle entraîne, adviennent pour que la classe ouvrière s'engouffre dans la brèche et mette à bas le Second Empire.

Toute l'histoire non officielle du régime de Napoléon III, c'est précisément l'histoire de la reconstitution de la force de classe du prolétariat français qui accomplit en vingt ans un long et patient travail d'organi-

(1) Manuscrit inachevé d'Engels, « *Rôle de la violence et de l'économie dans l'instauration de l'Empire allemand, perspectives et tentatives d'unification avant 1860* », Editions de L'Herne, Marx-Engels, *Ecrits militaires*, p. 537.

sation. C'est l'époque où s'organisent les premières mutuelles et coalitions ouvrières qui allaient donner naissance aux syndicats. En 1864, devant l'ampleur de l'organisation ouvrière, pour prévenir les révoltes de travailleurs ainsi que par démagogie, le Second Empire légalise le droit de coalition. Cette même année, à Londres, en septembre, la I<sup>re</sup> Internationale est fondée à l'issue du célèbre meeting de Saint Martin's Hall où Marx parla.

A partir de ce moment, un fiévreux travail d'organisation s'accomplit tant en France qu'en Allemagne, qui regroupe les fractions les plus avancées du mouvement ouvrier autour et au sein de l'Internationale.

En août 1868, se constitue au congrès de Eisenach le Parti ouvrier social-démocrate (S.D.A.P.) qui se déclare section allemande de l'Internationale. Les « *eisenachiens* » qui suivent Marx prennent la suprématie dans le prolétariat allemand contre les lassallistes qui s'étaient compromis avec Bismarck. Pour la classe ouvrière allemande, la revendication numéro un, c'est l'unité allemande qui permettra au prolétariat de s'organiser à l'échelle nationale, de conquérir les droits et libertés démocratiques indispensables pour engager la lutte pour le socialisme. L'ennemi, c'est aussi Napoléon III et l'Empire qui est porteur de la guerre inévitable en Europe.

Les dernières années du Second Empire sont marquées par un développement jamais connu encore des luttes de classes. De grandes grèves éclatent en 1869 au Creusot et dans les grands centres industriels. Ces années sont celles où la I<sup>re</sup> Interna-

tionale rassemble en son sein des forces considérables pour l'époque, à la fois l'avant-garde et des masses plus larges qui y adhèrent, avec leurs syndicats, en entier. Mais, en France, la fraction marxiste restera très faible dans l'Internationale, fort influencée par le proudhonisme qui nie la nécessité de l'action politique.

Jusqu'à la fin de l'Empire, la section française restera entre les mains de proudhoniens qui avaient cependant évolué sous la pression des faits dans les dernières années du règne de Napoléon III. Les blanquistes, qui mettent au premier plan la lutte politique du prolétariat pour le pouvoir, demeureront longtemps en dehors de l'Internationale, malgré les tentatives de rapprochement qui avorteront, ce qui n'est pas seulement de leur faute, et bien qu'ils soient alors beaucoup plus proches de Marx que les représentants parisiens officiels de l'Internationale.

## L'INTERNATIONALE ET LA GUERRE DE 1870

La guerre de 1870 représente pour Napoléon III la dernière tentative de l'Empire pour assurer sa suprématie en Europe après la victoire remportée en 1866 par la Prusse contre l'Autriche. C'est ce qui fait que même les républicains bourgeois, les assassins de juin 48, la condamnent comme « *détestable* ». Mais c'est la force organisée de l'Internationale qui exprime, avant même la déclaration de guerre du 15 juillet, la volonté des travailleurs de s'y opposer.

Le 12 juillet, les membres parisiens de l'Internationale publient un Ma-



nifeste : *Aux ouvriers de toutes les nations*, où ils s'écrient :

« Travailleurs de France, d'Allemagne et d'Espagne, unissons nos voix en un même cri de réprobation ! La guerre pour une question de prépondérance ou de dynastie ne peut être, aux yeux des travailleurs, qu'une criminelle folie... Frères d'Allemagne ! Nos divisions n'aboutiraient qu'à un triomphe complet du despotisme des deux côtés du Rhin... Ouvriers de tous les pays ! Quoi qu'il advienne pour le moment de nos efforts communs, nous, membres de l'Association Internationale des Travailleurs qui ne connaissons pas de frontières, nous vous adressons, comme gage d'une solidarité indissoluble, les vœux et le salut des ouvriers de France ! »

Et Marx d'ajouter :

« Les voix des ouvriers français ont eu un écho en Allemagne. Un meeting ouvrier de masse, tenu à Brunswick, le 16 juillet, a exprimé son plein accord avec le Manifeste de Paris, rejeté toute idée d'antagonisme national contre la France, et voté des résolutions qui se terminent par ces mots :

*« Nous sommes ennemis de toutes les guerres, mais, par-dessus tout, des guerres dynastiques... Avec une peine et une douleur profondes, nous sommes forcés de subir une guerre défensive comme un mal inévitable, mais nous appelons, en même temps, toute la classe ouvrière allemande à œuvrer pour rendre impossible le retour de cet immense malheur social en revendiquant pour les peuples eux-mêmes le pouvoir de décider de la paix ou de la guerre, et en les rendant ainsi maîtres de leurs propres destinées ».*

« A Chemnitz, un meeting de délégués, représentant 50.000 ouvriers salariés, a adopté à l'unanimité une résolution (semblable)... La section berlinoise de l'Internationale a aussi répondu au Manifeste de Paris » (2).

Marx annonçait également, en juillet, la chute prochaine de l'Empire. Après la capitulation de l'armée de Napoléon III à Sedan (2 septembre), c'est le prolétariat de Paris qui se fit l'instrument décisif de la déchéance du Second Empire, le 4 septembre.

La guerre franco-allemande mettait aux prises le régime débile et corrompu de Napoléon III et la bourgeoisie allemande montante qui s'affirmait, depuis les dernières années, par une série de conquêtes militaires en Europe contre l'Empire austro-hongrois. Après Sadowa, Sedan devenait possible, quasi inévitable.

La journée du 4 septembre, que la bourgeoisie célèbre, un siècle plus tard, comme celle de la fondation de sa république, est en réalité une authentique journée révolutionnaire du prolétariat parisien. Ce sont les masses de Paris qui, rassemblées place de la Concorde, envahissent le Palais-Bourbon et forcent les parlementaires bourgeois à proclamer la déchéance de l'Empire et la République.

Une fois de plus, la classe ouvrière avait travaillé pour la bourgeoisie, en mettant une bande d'avocats coiffés par le général Trochu au gouvernement provisoire de « *défense nationale* ». Mais la République était proclamée et c'était elle (et non ses chefs bourgeois, ceux de 1848), dont Marx et l'Internationale allaient immédiatement prendre la défense.

La chute de l'Empire modifiait radicalement les rapports entre l'offensive allemande et la France. Toutes les tendances du mouvement ouvrier international exigent la paix, une paix sans annexions, et le retrait de l'armée allemande. Marx avait mis en garde, dès le début de la guerre, les ouvriers allemands contre la pour-

(2) Karl Marx, *Première adresse du Conseil général de l'A.I.T. sur la guerre franco-allemande*, 23 juillet 1870.



suite de l'offensive. Une fois Napoléon III tombé, la poursuite de la guerre ne pouvait que donner l'avantage à Bismarck, contre la république française et contre le peuple allemand. En même temps, l'offensive de l'armée allemande sur Paris risquait de faire resurgir le chauvinisme dans les rangs du prolétariat français et d'empêcher la fraternisation active des prolétariats des deux côtés du Rhin.

C'est ainsi que, du 21 septembre jusqu'à la conclusion de la paix (février 1871), tous les numéros du *Volksstaat*, l'organe officiel du parti allemand, portèrent en tête en gros caractères :

« Paix honorable avec la République française ! Pas d'annexion ! Châtiment de Bonaparte et de ses complices ! »

Ces mots d'ordre étaient ceux du *Manifeste en faveur de la paix* rédigé par Marx pour le compte du Comité exécutif du parti allemand le 5 septembre 1870 (Manifeste de Brunswick). Tout le *Manifeste*, ainsi que la *Seconde Adresse* du Conseil général de l'Internationale, rédigée par Marx le 9 septembre, est imprégné de la lutte à mener contre les visées impérialistes des hobereaux et des bourgeois allemands. Marx conclut sa *Seconde Adresse* :

« Que les sections de l'Association Internationale des Travailleurs dans tous les pays appellent à l'action la classe ouvrière. Si les ouvriers oublient leur devoir, s'ils demeurent passifs, la terrible guerre actuelle ne sera que la fourrière de conflits internationaux encore plus terribles et conduira dans chaque nation à un triomphe renouvelé sur l'ouvrier des seigneurs du sabre, de la terre et du Capital. »

En France, après le 4 septembre, la classe ouvrière a remis le pouvoir entre les mains des républicains

bourgeois qui promettent l'organisation de la « *défense nationale* ». En réalité, toute la situation est dominée par le fait que les ouvriers de Paris sont armés et menacent en permanence le gouvernement provisoire dont toute la politique consistera à trouver les moyens de les désarmer. Les républicains bourgeois sont prêts à accepter toutes les conditions de Bismarck parvenu sous les murs de Paris. Le gouvernement du 4 septembre est devenu celui de la « *défection nationale* », comme le dit Marx dans la *Guerre civile*.

Dans le tourbillon des événements, la section parisienne de l'Internationale, comme les blanquistes d'ailleurs, déjà démantelés sous les derniers mois de l'Empire, s'est désorganisée. C'est à ce moment que Marx met en garde les ouvriers contre toute tentative prématurée de renverser le gouvernement provisoire alors que l'armée allemande arrive aux portes de la capitale. Il s'agit de mettre à profit la difficile situation de la classe ouvrière pour l'organisation indépendante de classe, et pour en appeler à la solidarité internationale contre les souvenirs patriotiques de l'an II que ravive l'annexion de l'Alsace-Lorraine. La seule force ouvrière tant soit peu organisée à ce moment est représentée par le parti blanquiste qui passe, dès le 4 septembre, sur des positions d'« *Union sacrée* ». Blanqui, dans son journal quotidien, *La Patrie en danger*, va jusqu'à proclamer qu'il n'y a plus de partis ni de nuances et que « *toute opposition, toute contradiction doivent disparaître devant le salut commun* » (3).

(3) Cité par Maurice Dommanget, *Blanqui*, E.D.I., 1970, p. 28.

Mais rapidement les faits ouvrent les yeux au vieux révolutionnaire, celui que Marx, en 1848, appelait « *la tête et le cœur du prolétariat parisien* ». Blanqui doit rompre son front unique défensif avec le gouvernement provisoire. Dès le 9 septembre, il exprime ses doutes quant à ses capacités militaires et dénonce sa trahison à partir du 19 septembre.

Mais les blanquistes, pas plus que les internationaux, ne sont préparés aux événements, qu'ils subissent sans distinguer les grandes lignes d'une situation révolutionnaire. Désarmés dès le 4 septembre, alors que le pouvoir a été confisqué aux ouvriers, les six mois qui suivent jusqu'à la victoire fortuite qu'ils remporteront le 18 mars « *furent une perte irréparable*, écrit Trotsky en 1921 (4). *Si, en septembre 1870, à la tête du prolétariat de France s'était trouvé le parti centralisé de l'action révolutionnaire, toute l'histoire de la France, et avec elle toute l'histoire de l'humanité, aurait pris une autre direction* ».

Le 18 mars est cependant annoncé à deux reprises par les journées quasi insurrectionnelles des 31 octobre et 22 janvier qui chassent pour un moment le gouvernement de l'Hôtel de Ville. Mais les masses n'ont pas encore fait l'expérience de toutes les illusions. Il faudra la capitulation du gouvernement devant Bismarck le 31 janvier, les élections à l'Assemblée nationale de février (qui compte 450 députés monarchistes sur 700) et la provocation de Thiers contre la Garde nationale du 18 mars, puis la fuite du gouvernement, pour que les ouvriers prennent le pouvoir en main.

## LE CARACTÈRE INTERNATIONALISTE DE LA COMMUNE

Tous les historiens de la Commune ont jugé sévèrement (tout au moins les historiens ouvriers, ceux qui écrivent du point de vue des intérêts de classe du prolétariat et au rang desquels on ne saurait ranger les staliniens) les dirigeants de la Commune. Lissagaray, Communard, comme Talès, historien communiste français de 1920, insistent sur l'indécision, le caractère anarchique de l'organisation de la Commune, l'absence de programme et de fermeté qui l'ont caractérisée et qui lui furent fatals.

Ce sont précisément ces erreurs que ne répéteront pas les bolcheviks de 1917 préparés consciemment à l'insurrection d'Octobre car ayant tiré les leçons des terribles faiblesses de la Commune.

Dans nul autre domaine que celui des relations entre le premier gouvernement ouvrier du monde et le prolétariat mondial tourné passionnément alors vers Paris, ces carences, la faiblesse de son initiative politique se constatent.

(4) Léon Trotsky écrit dans sa préface de 1921 au livre de C. Talès, *La Commune de 1871* : « *La Commune est venue trop tard. Elle avait toutes les possibilités de prendre le pouvoir le 4 septembre, et cela aurait permis au prolétariat de Paris de se mettre d'un seul coup à la tête des travailleurs du pays dans leur lutte contre toutes les forces du passé, contre Bismarck aussi bien que contre Thiers. Mais le pouvoir tomba aux mains des bavards démocratiques, les députés de Paris. Le prolétariat parisien n'avait ni un parti ni des chefs auxquels il aurait été étroitement lié par les luttes antérieures.* » Ed. Spartacus, 1871, p. 167.



Organisé en commissions, le gouvernement de la Commune se devait de prendre appui sur la province et sur les ouvriers des autres pays. Or sa commission des Relations extérieures joua en réalité un rôle minime. Partagé entre deux positions, l'une qui voulait qu'elle se replie sur elle-même au nom de l'autonomie communale et l'autre, dictée par la réalité de la situation qui faisait de Paris la capitale, et donc du prolétariat insurgé, le chef de la nation, la Commune consacre fort peu de forces, de temps et d'argent à venir en aide aux soulèvements ouvriers des grandes villes.

Lissagaray écrit :

« Pour insurger la France, on exposa en tout cent mille francs. »

Mais la Commune ne comprit pas assez vite non plus son rôle de centralisation quant à l'espoir suscité par elle dans les rangs du prolétariat international.

Talès écrit à ce propos :

« Cette Commune, si désireuse d'entrer en relations diplomatiques avec les gouvernements, oublia qu'il existait à l'étranger des peuples frémissants, des partis révolutionnaires pleins de sympathie pour le mouvement parisien. Elle ne fit rien pour se tenir en liaison avec ces étrangers qui la divinisaient. »

Lissagaray ne nous apprend-il pas que

« cette délégation, créée uniquement pour l'extérieur, oublia à peu près le reste du monde. Par toute l'Europe, la classe ouvrière buvait avidement les nouvelles de Paris, combattait de cœur avec la grande ville devenue sa capitale, multipliait les meetings, les processions, les adresses. Ses journaux, pauvres pour la plupart, luttèrent courageusement contre les calomnies de la presse bourgeoise. Le devoir de la délégation était d'alimenter ces auxiliaires précieux. Elle ne fit presque rien. Quelques journaux étran-

gers s'endettèrent jusqu'à sombrer pour soutenir cette Commune de Paris qui laissait tomber, faute de pain, ses défenseurs. »

Pourtant, la nature profondément internationaliste de la Commune de Paris ne fait aucun doute. De même, ce n'est pas parce qu'elle n'eut pas le temps d'organiser en grand la production socialisée qu'il faudrait dénier à la Commune son caractère de révolution socialiste.

Comme en tout, la Commune fut spontanément, sinon consciemment, internationaliste. Alors que le gouvernement provisoire avait persécuté les Allemands de Paris, elle fit de Leo Frankel — ouvrier hongrois, mais qui avait vécu longtemps en Allemagne, contribué à fonder une section allemande à Paris au début de 1870, et qui passait généralement pour Allemand — l'un des très rares marxistes de l'Internationale, son délégué au travail, des Polonais Dombrovsky et Vroblevsky des chefs militaires.

Marx écrit dans *la Guerre civile*, dès le 30 mai 1871, la glorifiant :

« Si la Commune était donc la représentation véritable de tous les éléments sains de la société française, et par suite le véritable gouvernement national, elle était en même temps un gouvernement ouvrier, et, à ce titre, en sa qualité de champion audacieux de l'émancipation du travail, international au plein sens du terme. Sous les yeux de l'armée prussienne qui avait annexé à l'Allemagne deux provinces françaises, la Commune annexait à la France les travailleurs du monde entier. »

Telle était, certes, la portée internationaliste profonde de la Commune qui l'a d'ailleurs affirmée dès le 5 avril par le salut envoyé par Pascal Grousset aux autres peuples. Mais, de même que la plupart de ses dirigeants croyaient que la simple



vertu de l'exemple suffirait pour imposer la Commune, son régime social en province, l'idée était profondément ancrée encore en la croyance du rôle messianique de la France dans la révolution internationale. C'est pourquoi la Commune ne crut pas devoir resserrer les liens avec les sections organisées du prolétariat international.

C'est en sens inverse qu'eut lieu l'échange. Comme l'écrit Lissagaray :

« L'attraction de Paris rebelle fut si forte qu'on vint de l'Amérique pour voir ce spectacle inconnu dans l'histoire : la plus grande ville du continent européen aux mains des prolétaires. »

Pourtant, les têtes les plus lucides de l'Internationale se dépensèrent sans compter pour elle. Marx indique qu'il écrivit dans le monde entier plusieurs centaines de lettres en faveur des insurgés, dont certaines parvinrent à ses amis à Paris, à Frankel, à Séraillier, émissaire parisien de l'Internationale, à Varlin (5).

D'une immense importance historique apparaît l'intervention de Auguste Bebel, dirigeant du parti allemand, à la tribune du Reichstag le 25 mai 1871, en pleine semaine sanglante, qui s'écrie :

« Les aspirations de la Commune peuvent à vos yeux être condamnables ou, comme il a été dit hier, au Parlement, être insensées. Soyez fermement convaincus que tout le prolétariat européen et tout ce qui a encore dans la poitrine le sentiment de la liberté et de l'indépendance ont les yeux tournés vers Paris. Messieurs, et si, pour le moment, Paris est opprimé, je vous rappelle que le combat à Paris n'est qu'un combat d'avant-garde, que l'essentiel est encore devant nous en Europe, et qu'avant peu de décennies le cri de bataille du prolétariat parisien : *« Guerre aux palais, paix aux chaumières, mort à la misère et à l'oisiveté »* sera le cri de bataille de tout le prolétariat européen » (6).

Dans le domaine de l'internationalisme comme dans tous les autres et particulièrement quant à ses tâches militaires, quant à la dictature de fer qu'elle aurait dû exercer contre Versailles, la bourgeoisie et son armée dès les premiers jours, la Commune ne sut pas se hisser à la hauteur de la situation. Tout revient à la leçon essentielle que tirait déjà Trotsky en 1921 : il manquait un parti ou tout au moins un noyau dirigeant capable d'initiative. Même les blanquistes qui étaient pourtant les mieux préparés à jouer ce rôle de parti firent preuve d'une grande passivité ou ne surent pas imposer — comme Éudes et Moreau, le 19 mars, proposant la marche sur Versailles — les décisions qui devaient l'être. Mais il est vrai que Blanqui, qui aurait été la *« tête de la Commune »* selon Marx, était entre les mains de Thiers depuis le 17 mars.

Mais comment Marx et les internationaux marxistes sont-ils intervenus dans la Commune ? On sait — et Engels l'a confirmé par la suite — que *« l'Internationale n'a pas remué un doigt pour la faire »*. Et cependant Engels affirme qu'elle fut, *« intellectuellement et sans contredit, fille de l'Internationale »*.

(5) Marx écrit dans sa correspondance qu'il a envoyé plusieurs centaines de lettres dans le monde en faveur de la Commune. Très peu d'entre elles ont été, jusqu'à ce jour, publiées.

(6) Bismarck a déclaré à l'automne de 1878, au moment du débat au Reichstag sur la loi d'exception contre la social-démocratie, que c'était le discours de Bebel au Reichstag du 25 mai 1871 se solidarissant avec la Commune qui l'avait *« éclairé sur la véritable nature du socialisme, un ennemi contre lequel l'Etat et la société se trouvaient en situation de légitime défense »*.

Mieux, Marx écrit à Kugelmann le 12 mai 1871 :

« L'insurrection parisienne est le plus glorieux exploit de notre parti depuis celle de juin (1848). »

Thiers et les Versaillais voulurent y voir un « *complot* » de l'Internationale. Leurs descendants de mai-juin 1968 ont de même cherché la main du « *complot* » qui mit en mouvement dix millions de travailleurs. A la fable inventée par la bourgeoisie, Marx oppose, dès qu'elle eut éclaté, la solidarité du mouvement organisé et du mouvement spontané cherchant difficilement le chemin de la conscience.

La guerre et le siège de Paris ont désorganisé la branche parisienne de l'Internationale qui n'a plus de relations avec Londres. Séraillier sera l'agent de liaison avec Marx en février-mars, mais on sait aujourd'hui qu'avec Frankel il était à peu près le seul à avoir une certaine connaissance de la doctrine marxiste. Frankel ne devait d'ailleurs devenir réellement marxiste que dans l'émigration à Londres. La militante russe Dimitrieva, qui servait de messagère au Conseil général, avait sans doute une connaissance plus approfondie des idées de Marx. Quant au blanquiste Edouard Vaillant, s'il connaissait le rôle de Marx dans l'Internationale, il ne devait approfondir ses idées que pendant la période de sa collaboration étroite avec celui-ci, de son arrivée à Londres en juillet 1871 au congrès de La Haye (septembre 1872).

Mais il n'y eut pas même de « *groupe* » marxiste dans la Commune, aucune centralisation d'une « *fraction* » inexistante en tant que telle.

Même la fraction blanquiste, en l'absence de son chef, avait relâché très largement ses liens.

## L'INTERNATIONALE APRÈS LA COMMUNE

C'est après la défaite du premier gouvernement ouvrier de l'histoire que les survivants en émigration, à Londres notamment, vont pouvoir tirer le bilan de la Commune, avec Marx, dans les dernières années d'existence de l'Internationale qui sembla tout d'abord reprendre vigueur pour être enfin dissoute en 1876.

Dès le lendemain de la défaite, les blanquistes entrent en nombre au Conseil général et leur pensée va se teinter de marxisme, malgré les scissions qui vont survenir rapidement dans l'organisation française de Londres. Cette période est celle où un petit nombre de militants et de cadres vont préparer la renaissance du mouvement ouvrier organisé en France après la terrible saignée de 1871 et où la bourgeoisie pourchasse tout militant et toute organisation ouvrière indépendante en France.

La ruine de l'Internationale s'explique en grande partie par l'effondrement de la section française, consécutif à la défaite de la Commune. Après l'échec des révolutions de 1848, la Ligue des communistes, malgré un bref sursaut, avait disparu pour renaître en 1864 dans le mouvement beaucoup plus large de l'Internationale.



Après 1872, Marx fait transférer le Conseil général à New York. La situation est celle de la reconstitution du mouvement ouvrier partout menacé par le déferlement de la réaction. La victoire de l'Allemagne contre la France donne un puissant essor au capitalisme dans ce pays et Marx avait bien vu, dès le 5 septembre 1870, que « *la guerre a déplacé le centre de gravité du mouvement ouvrier ; elle l'a transféré de France en Allemagne* » (Manifeste de Brunswick).

Cette période des années consécutives à la Commune est aussi celle où, pour la première fois, la méthode et le programme du marxisme vont commencer à pénétrer profondément au sein de l'avant-garde ouvrière internationale qui tire les leçons de la Commune. En 1872, au congrès de l'Internationale, à La Haye, Vaillant déclare qu'il « *faut courber les classes dominantes sous la dictature du prolétariat* ».

Pendant des années, un intense travail de maturation de l'avant-garde ouvrière internationale va s'accomplir à l'aide des œuvres et de l'activité inlassable de Marx et d'Engels.

C'est à partir du moment où le marxisme aura commencé à imprégner fortement des partis entiers qui se sont soit reconstruits (France), soit considérablement développés (Allemagne) que le moment sera venu de reconstruire l'Internationale. C'est Engels lui-même qui présidera la dernière séance du III<sup>e</sup> Congrès ouvrier international à Zurich, en 1893, et prononcera le discours de clôture.

Dans maints domaines, la Commune apparaît comme étant à la charnière de deux époques. La guerre franco-

allemande 1870 elle-même est la dernière des guerres européennes et annonce déjà, ce que Marx également avait prévu dès 1870, la guerre mondiale. La Commune de Paris est la première révolution prolétarienne, mais elle oublie sa vocation internationaliste. Elle doit, pour survivre, éliminer le vieux monde, mais elle n'a pas de perspective claire. Elle est, par elle-même, la dictature vivante du prolétariat, mais en prend lentement conscience et il est trop tard lorsqu'elle se décide à l'offensive contre Versailles et la bourgeoisie à Paris. Elle a déclaré la guerre à l'exploitation et ne touche pas à la Banque de France.

En elle se manifeste essentiellement l'immaturation des conditions subjectives de la révolution prolétarienne qui ne peut se maintenir sans programme, sans parti, sans appui international dans le prolétariat mondial.

C'est cette leçon capitale de la Commune que les bolcheviks ont tirée dans les années de préparation de la révolution russe. En février 1917, à Pétrograd, la situation est très semblable à celle du 4 septembre 1870 à Paris. Le prolétariat, par de puissantes manifestations de rues, renverse le régime vermoulu du tsar.

Mais immédiatement le pouvoir est escamoté par les démocrates petits-bourgeois, faute de l'intervention, à temps, d'un parti indépendant suffisamment fort, du prolétariat. Mais toute la différence, c'est qu'en Russie le noyau d'un tel parti, avec un programme achevé fort de l'expérience de tout le mouvement ouvrier, existait en la personne de la fraction bolchevique. C'est en pleine conscience que les bolcheviks expriment les nécessités et les tâches de la



révolution russe, ce qui leur permet, en neuf mois, de détacher des petits-bourgeois s'appuyant sur les Versaillais russes (le parti cadet) la majorité du prolétariat. En octobre 1917, ce n'est pas fortuitement, mais de façon parfaitement préparée, que le pouvoir tombe entre les mains des ouvriers.

Les bolcheviks savaient également qu'ils prenaient le pouvoir, non pas en tant que prolétariat élu de l'histoire, mais au compte de la classe ouvrière internationale. Le parti de Lénine, dès 1914, agissait comme section de la III<sup>e</sup> Internationale à construire et qui ne pourra voir le jour qu'en 1919, après la victoire d'Octobre. Le prolétariat français de 1871 s'appuyait lui aussi sur le mouvement ouvrier international qui manifesta son soutien bien avant le 18 mars. Mais les dirigeants de la Commune ne comprirent pas comment ils devaient utiliser le pouvoir

d'Etat pour faire triompher la révolution dans la France entière et en appeler au prolétariat européen pour paralyser la réaction.

C'est que la Commune, annonciatrice de la révolution mondiale, était paralysée par l'horizon borné de la majorité de ses membres, pour la plupart influencés par Proudhon ou imbus des souvenirs de la révolution de 1789. Même les blanquistes, en l'absence de leur chef, étaient impuissantes par l'ampleur des tâches imposées par la dictature de fait qu'était la Commune.

Mais, en même temps, la Commune a été de ce fait le tombeau du proudhonisme. Le blanquisme, après 1871, s'est rapproché du marxisme au point que ses meilleurs éléments se sont fondus en lui dans les décennies qui ont suivi. Et c'est sur un programme marxiste que devait être fondée, en 1889, la II<sup>e</sup> Internationale.

### Abonnement couplé

## INFORMATIONS OUVRIERES JEUNE REVOLUTIONNAIRE

Au prix exceptionnel de 40 F

Il est offert un abonnement couplé d'UN AN

à « INFORMATIONS OUVRIERES » (48 numéros)

à « JEUNE REVOLUTIONNAIRE » (10 numéros)

Versement au C.C.P. I.O. 21.831.73 - Paris

Rédaction - Administration

Correspondance :

« INFORMATIONS OUVRIERES »  
39, rue du Faubourg-du-Temple  
PARIS-10<sup>e</sup>

C.C.P. 21.831-73 Paris

### ABONNEMENTS

3 mois (12 n <sup>os</sup> )	11 F
6 mois (24 n <sup>os</sup> )	20 F
1 an (48 n <sup>os</sup> )	38 F
Etranger (1 an)	50 F

**Des fossoyeurs intéressés :**

# **Calotins et bourgeois profanent la Commune**

*par César Corte*

Quand les bureaucraties  
staliniennes et réformistes  
commémorent  
la Commune  
au nom des voies pacifiques  
de passage au socialisme,  
au nom  
de la démocratie formelle,  
les organisations,  
les idéologues travestis  
en hommes de science,  
les journalistes  
de la bourgeoisie  
ne sont pas en reste.

La célébration  
du 100<sup>e</sup> anniversaire  
de la Commune  
donne libre cours  
à leur défoulement littéraire  
anticommuniste,  
qu'il s'agisse  
du grossier personnage  
qu'est Dominique Jamet  
du "Figaro",  
du morne historien,  
piètre idéologue, Max Gallo  
ou de la C.F.D.T.



S'il faut choisir ces articles et ouvrages, c'est parce que Jamet donne des conseils pratiques à la bourgeoisie pour combattre la classe ouvrière, et que le prolétariat a tout intérêt à connaître les intentions de l'ennemi de classe, c'est parce que le livre de Gallo est une tentative de justification théorique de cette pratique contre-révolutionnaire et parce que, enfin, la C.F.D.T. continue, utilisant les repoussoirs que sont stalinisme et réformisme, à duper la classe ouvrière dans ses couches les plus retardataires, à entretenir les illusions.

L'anticommunisme, la haine de ce qui constitue le prolétariat comme classe indépendante et antagonique de la société bourgeoise, c'est-à-dire ses conquêtes sociales et politiques, voilà le ciment de ces personnages hétéroclites, voilà l'unité pratique et théorique de ces représentants de la bourgeoisie, quelles que soient les nuances nécessaires, compte tenu des positions diverses qu'ils occupent sur le front de classe. Les combattants des premières lignes, tel Jamet, sont, dans cette ligue contre-révolutionnaire, les moins ennuyeux : ils disent tout net ce que les autres pensent à part eux, sans être obligés — Université oblige ! — de se comporter comme des hommes du monde sous prétexte qu'ils enseignent dans le sanctuaire de la culture, et de nous ennuyer pendant quelque 180 pages, pour ne pas oser, avec les bourgeois d'hier et d'aujourd'hui, crier : « *A bas le judéo-marxisme* », « *A bas le pangermaniste Marx et ses acolytes slaves Lénine et Trotsky* ».

Malgré toutes les nuances, disions-nous, toutes les ruses, tous se retrouvent autour d'un thème commun : « *A bas la révolution russe d'Octo-*

*bre 17, à bas ses conquêtes qui vivent dans la conscience des masses travailleuses* » ; et chacun de broder autour de Cronstadt, des crimes de Staline identifiés avec le marxisme et de la révolution hongroise des conseils ainsi que de Prague en 68, bien que, dans ces derniers cas, les attitudes soient des plus prudentes en maniant cette dynamite. Le reste n'est qu'honnête partage des tâches entre, d'une part, la C.F.D.T. qui prétend que, la Commune, c'était l'aube de la révolution socialiste tant attendue depuis la mort du Christ et qui propose en son nom le retour du mouvement ouvrier aux errements de sa jeunesse sous le vocable moderne d'« *autogestion* » et, d'autre part, Jamet qui avance que les provocateurs étaient du côté de Paris insurgé, et enfin Gallo pour qui la Commune n'est qu'une tragique méprise historique, les ouvriers parisiens ayant voulu donner un sens à un nouvel an II mythique sans tenir compte de la réalité française « *ru-rale* », « *catholique* ».

Aussi fastidieux que cela puisse être, il est nécessaire d'examiner de plus près comment la bourgeoisie, à sa manière, commémore ce 100<sup>e</sup> anniversaire, attestant par ses attaques virulentes que la Commune n'est pas morte, que la tâche d'hier comme celle d'aujourd'hui est, pour le prolétariat, la révolution socialiste mondiale.

## **LA COMMUNE, UNE FOLIE DANGEREUSE... MAIS POUR QUI ?**

Si, d'une manière générale, c'est vraiment à un enterrement que veut nous faire assister la bourgeoisie

avec son cortège de larmes, de pleurnicheries, de sanglots surfaits, on peut dire que, pour *le Figaro*, les apitoiements ne durent pas longtemps, juste une formalité avant de passer aux choses sérieuses : l'aiguissement de la haine de classe des bourgeois contre les partageux d'hier, les ouvriers et les prolétaires d'aujourd'hui.

L'armement du peuple, c'est l'impossibilité pour la bourgeoisie de maintenir pacifiquement son emprise sur le travail, l'impossibilité de réaliser la plus-value dans de bonnes conditions, c'est l'incertitude du lendemain ; voilà pourquoi la bourgeoisie française de 1971, consciente des problèmes, est résolument pacifiste à la manière de Thiers cent ans plus tôt.

« La France avait besoin de paix, nous dit Dominique Jamet, c'est un fait, les fous étaient de braves fous. Pourtant, ce n'était pas le moment de lancer la France dans l'aventure » (1).

Le pacifisme de ceux qui, aujourd'hui, voient d'un cœur léger les travailleurs d'Irbid assassinés par les troupes guerrières de Hussein, ceux qui se font une raison du génocide au Vietnam, des prisons grecques, des 800.000 Indonésiens communistes assassinés, est des plus répugnants.

Ainsi, ce serait au nom de la paix que les Jules Favre, incapables d'assurer la résistance militaire de Paris devant Bismarck, auraient porté la guerre à l'intérieur du pays. Ce n'est pas sérieux, et le dénommé Jamet est obligé de mentir grossièrement en se signant par la même occasion lorsqu'il prétend :

« Il convient aujourd'hui de rappeler liminairement que le soulèvement parisien de 1871 fut un coup de folie, une guerre

*absurde et impie déclarée par la capitale au gouvernement légal*, à la représentation nationale et au reste de la France, sous le regard narquois d'une armée ennemie, victorieuse et présente » (2).

Un faux en appelle un autre. La bourgeoisie voulait la paix, mais de « braves fous » l'ont attaquée, elle a été obligée de se défendre et c'est pourquoi ont eu lieu la semaine sanglante, les procès de Communards jusqu'en 1878, etc. Ce qu'oublie notre honnête journaliste... Tout son bavardage n'a qu'un but : tenter de faire oublier ce qu'est la société capitaliste, ce qu'est l'Etat bourgeois, son rôle de garant de l'extraction de la plus-value, de l'exploitation du travail par le capital.

## **ARMER LE PEUPLE : POUR QUOI FAIRE ?**

Pourquoi la résistance militaire de Paris à Bismarck n'était-elle pas possible ? Pourquoi la défaite militaire aurait-elle été inévitable ? Parce que, omet de nous dire Jamet, résister n'eût pu signifier qu'armer l'ensemble de la population et que l'armement du peuple est effectivement incompatible avec l'existence normale d'une société de classes. Résister, cela eût voulu dire créer une armée révolutionnaire, en appeler à la subversion, à la création d'une armée de francs-tireurs ; cela eût signifié faire de chaque maison, de chaque chaumière, de chaque usine et village un foyer de résistance, donc non plus une armée bourgeoise régulière, mais le peuple en armes.

(1) Dominique Jamet, « La Commune de Paris devant l'histoire », *Le Figaro*, 26 mars 1971.

(2) *Idem*.



Faut-il rappeler à ce distingué journaliste que l'Etat, c'est-à-dire un détachement spécial armé ayant pour fonction de maintenir la majorité de la population sous la domination d'une minorité, apparaît avec les classes sociales antagonistes, qu'il est l'expression même de cet antagonisme qui voit disparaître l'armement général de toute la société comme condition de survie de la société tout entière ? Résister à Bismarck, faire appel au peuple et, au premier chef, à la classe ouvrière, l'armer, c'était immanquablement « *lancer la France dans l'aventure* », c'est-à-dire frayer la voie à l'organisation autonome, indépendante, du prolétariat contre sa propre bourgeoisie, et c'est ce qu'a tenté d'éviter la bourgeoisie française en capitulant devant Bismarck, en tentant de désarmer la Garde nationale.

Comme le dit Marx dans *la Guerre civile en France* :

« Comment défendre Paris sans armer sa classe ouvrière, l'organiser en une force effective et instruire ses rangs par la guerre elle-même ? Mais, Paris armé, c'était la révolution armée. Une victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'Etat. Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe, le gouvernement de la Défense nationale n'hésita pas un instant : il se changea en un gouvernement de la Défection nationale » (3).

Non, en 1871, la bourgeoisie comme classe n'était plus capable d'assurer les tâches de défense des chaumières des travailleurs du pays, face à la guerre de rapine qu'entreprenaient Bismarck. Napoléon l'avait, quant à lui, compris bien avant, qui, tirant les leçons de la campagne de France, expliquait qu'il y avait une solution militaire au conflit, qu'il aurait pu gagner, mais que cette solution était

impossible politiquement car elle aurait signifié ouvrir une brèche dans l'Etat bourgeois, s'appuyer sur les « *bras nus* » et les petits paysans et, immanquablement, faire face à leurs revendications. Le maintien de l'ordre bourgeois exigeait la chute de l'Empire comme il exigeait la capitulation devant Bismarck.

Contrairement à ce que prétend Jamet, la guerre de 70 prouve que l'intérêt de la bourgeoisie ne peut coïncider avec l'intérêt de la nation, c'est-à-dire avec l'intérêt des travailleurs de ce pays, de tous les opprimés, qui sont l'immense majorité. Ou plutôt l'« *intérêt national* » n'est plus que l'expression littéraire de l'intérêt de la bourgeoisie contre la majorité de la population. A l'époque du développement du prolétariat, il ne saurait y avoir pour la classe ouvrière un intérêt supérieur à son intérêt de classe, qui ne lui serait pas antagonique et qu'on nommerait « *intérêt national* ».

La « *nation* », c'est la marque de la domination de la classe bourgeoise sur le peuple travailleur, sur la majorité des citoyens ; c'est pourquoi les prolétaires, sous le régime capitaliste, sont pour le défaitisme révolutionnaire. Seul le prolétariat, en devenant classe dominante, en brisant le pouvoir d'Etat, en asseyant sa dictature, peut réaliser la guerre révolutionnaire, internationale dans son fond, même si elle prend un aspect national, car, prenant le pouvoir, il devient lui-même la totalité de la société, l'expression à l'échelle nationale d'une conquête internationale du prolétariat.

(3) Marx, *la Guerre civile en France*, Editions sociales (grande édition), 1953, p. 23.



## LA JUSTIFICATION DE LA GUERRE CIVILE

Au nom des intérêts de la bourgeoisie, Jamet justifie la capitulation, le désarmement du peuple, justifie la guerre civile qu'engagea Thiers contre le prolétariat et termine par de bons conseils aux bourgeois d'aujourd'hui. Préparez-vous à une nouvelle Commune, préparez-vous à de nouveaux affrontements sanglants, ne pleurnichez pas sur quelques cadavres quand c'est le sort de la bourgeoisie qui est en jeu.

« Maintenant, imaginez que, après soixante jours d'affrontements où ils auraient perdu des milliers d'hommes et huit jours de batailles de rues, gendarmes, C.R.S. et policiers libèrent Paris. Croyez-vous qu'il serait facile à M. Marcellin et à M. Pompidou d'empêcher des représailles déchaînées ? Et l'oseraient-ils ? Il est plus facile d'arrêter une guerre civile sur des massacres que sur une amnistie » (4).

Et après une telle tirade, nos bourgeois viendront nous expliquer que la Commune, c'est du passé et que s'en réclamer, c'est retarder d'un siècle !

Le compilateur plumitif de la bourgeoisie, Jamet, qui have d'admiration devant l'infect ouvrage du champion antimarxiste Gallo, n'en est pas à une contradiction près. Alors que, avec ce dernier, il reprend l'expression du « *mythe de la Commune* » pour signifier par là l'inadéquation entre la réalité de l'époque et la révolution elle-même, Jamet donc, qui reprend Gallo, pour affirmer que la Commune ne fut nullement une révolution prolétarienne, ce qui donne à croire qu'elle était certainement une révolution du passé, un nouveau jacobinisme, nous dit tout aussitôt que, jacobine, la Com-

mune ne l'a jamais été et que c'est mieux ainsi. Comprends qui pourra !

Et de vanter illico le contenu « *nationaliste, fédéraliste et libertaire* » de la Commune comme si elle n'était pas d'abord marquée par son contenu de classe.

Contrairement, d'ailleurs, à ses chefs et sans s'empêtrer dans les souvenirs historiques, la classe ouvrière parisienne était « *jacobine* » en ce sens que, pour elle, Comité de Salut public signifiait : action décidée, résolue, fin des atermoiements, etc., et que le « *nationalisme* » dont parle Jamet n'était en 71 que l'expression de la volonté de ne pas faire les frais d'une guerre dont ils n'étaient pas responsables et qu'on leur avait fait endosser et que, maintenant, les bourgeois voulaient leur faire payer.

C'est la conscience du fait que, Bismarck victorieux dans Paris, c'est l'ordre de l'exploitation, c'est l'ordre bourgeois des ruraux, des capitalistes contre les travailleurs. Quant au fédéralisme et à l'aspect « *libertaire* » dont on veut après coup affubler la Commune, voir les bourgeois, contre le marxisme, sortir ces épouvantails proudhoniens fait quelque peu sourire. Plus que l'anarchie comme doctrine, les Communistes mettent en avant le contrôle des « *mandataires du peuple* », c'est-à-dire la vieille idée des « *bras nus* » de 93 qui, faisant irruption dans la Convention jacobine, disaient : *Vous n'êtes quelque chose que parce que nous le voulons.*

Oui, la Commune c'est le Soviet, l'émancipation des travailleurs par les

(4) *Le Figaro*, 26 mars 1971.

travailleurs eux-mêmes, oui, le Communard, c'est celui qui veut qu'on arrête de discuter et qu'on passe aux actes, c'est la volonté de centralisation politique et technique de la classe ouvrière se mobilisant contre l'ordre bourgeois. Que, contre cela, la bourgeoisie fasse appel aux seuls dirigeants officiels, aux seuls élus de la Commune — qui, d'ailleurs, étaient loin d'être aussi proudhoniens que certains voudraient le faire croire — il n'y a rien d'étonnant. La bourgeoisie doit calomnier, déformer, entretenir les illusions, les idées fausses.

## UN APOLOGISTE DE M. THIERS

Jamet, de ce point de vue, n'y va pas par quatre chemins.

« On n'avait pas honte dans notre pays (*en 1871*) d'être rural. On y était catholique autrement que l'abbé Oraison et socialiste autrement que M. Georges Marchais. La France avait alors exactement le gouvernement qu'elle souhaitait, d'ordre, de paix, de reconstruction et de conservation » (5).

Quand Jamet parle de France, il parle de la bourgeoisie, de la chambre introuvable, la chambre des ruraux ; il fait table rase des villes pour y rêver des casernes. La France, c'est les ruraux. La Commune a tort puisqu'elle a perdu. Telle est, au bout du compte, toute la philosophie de notre journaliste ainsi que de Gallo, comme nous le verrons par ailleurs. Mais, justement parce que nous ne sommes pas des témoins impartiaux, de bons apôtres du fait accompli, c'est-à-dire des bénisseurs de l'ordre existant, il faut, comme un élément essentiel du caractère ouvrier

de la Commune, parler de la lutte des Communards contre le cléricisme, d'une part, et la religion, d'autre part, car, là, nous voyons se rejoindre le bon apôtre Jamet et la C.F.D.T., prétendument organisation ouvrière, prétendument laïque, alors qu'elle est dans la classe ouvrière le fourrier de la réaction.

## L'ÉGLISE CONTRE LA COMMUNE

En effet, du côté de la C.F.D.T., on est un peu gêné et discret sur la question de la Commune de Paris face à ce problème de l'Église. Tout juste veut-on parler de la laïcité mais uniquement sous l'aspect de la lutte contre le cléricisme.

Ainsi, J.-P. Azéma écrit dans l'organe de la C.F.D.T. :

« Les catholiques... obtiennent satisfaction avec la loi Falloux (6) (*qui*) (...) consacre la fin du monopole universitaire dans le primaire et le secondaire (...)

« Bien plus, l'église catholique se réserve un droit de contrôle sur l'enseignement public : ainsi l'instituteur peut être — légalement — surveillé par le curé. Ces dernières dispositions indignaient au plus haut point ceux que l'on peut appeler, en première approximation, les "Républicains".

A leurs yeux, il devenait urgent de lutter contre le "cléricisme" (influence démesurée de l'église dans l'Etat), de défendre l'enseignement public, bref de promouvoir la "laïcité". C'était au demeurant le terrain

(5) *Idem.*

(6) Contre le monopole universitaire qui fondait l'enseignement public, l'Église et les réactionnaires combattirent durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, réclamant la « liberté » de l'enseignement, la possibilité, contre les écoles publiques, d'ouvrir des écoles « libres ». Après l'écrasement de la révolution de 1848, ils obtinrent satisfaction, en 1850, avec la loi Falloux.



où pouvaient se rencontrer Républicains légalistes et futurs Communistes de plus en plus divisés sur la question sociale» (7).

Le cléricanisme, influence démesurée de l'Eglise dans l'Etat ! Quel joli lapsus ! Il faudrait donc imposer aux citoyens une influence mesurée de l'Eglise. Que voilà un beau programme pour notre C.F.D.T. soi-disant laïcisée.

En fait, la hiérarchie catholique reste la hiérarchie catholique, c'est pourquoi, pour sa défense, elle avance sournoisement l'opinion que la lutte contre le cléricanisme et la religion ne serait pas une tâche du prolétariat, mais aussi de la bourgeoisie. Que tout cela est révélateur ! Il s'agit du même problème que celui des libertés démocratiques. Oui, la bourgeoisie fut en son temps anti-religieuse. Oui, elle combattit la bêtise et l'ignorance. Mais quand ? Au XVIII<sup>e</sup> siècle. Durant la révolution française, c'est la petite-bourgeoisie qui reprend le drapeau, s'appuyant sur les « *bras nus* », et Robespierre y met fin. L'anticléricalisme de la III<sup>e</sup> République n'a rien à voir avec la déchristianisation révolutionnaire ; il s'explique parce qu'il se limite à l'anticléricalisme lui-même substituant à la religion du veau d'or-Jéhova celle du culte du fait accompli sous forme d'évolutionisme vulgaire.

Dès 1871, et plus encore à notre époque, la lutte contre la religion, contre « *l'opium du peuple* », ne peut plus revenir qu'au prolétariat et prétendre le contraire c'est, par la bande, rejoindre les Jamet et Gallo et tous les réactionnaires qui prétendent que la Commune n'était pas une révolution socialiste. Là encore la C.F.D.T., comme le loup de la

fable, a beau s'enfouir dans les draps, dès qu'elle parle, on aperçoit ses longues dents.

## LA COMMUNE ET LA LAICITÉ

D'ailleurs, il faut rendre à la Commune, à ses dirigeants comme aux travailleurs de Paris, ce qui leur appartient, et, de ce point de vue il est vrai que, par tout un aspect, les idéologues de la Commune, les Malon, Le Français, développèrent une politique tendant à réduire la laïcité à une espèce d'impartialité, de neutralité face aux croyances, aux superstitions. En l'absence d'un parti révolutionnaire combattant « *l'opium du peuple* », on assiste à un chassé-croisé perpétuel faussant le problème. Soit l'Etat ouvrier est tenté de prendre des mesures répressives contre la religion, soit ses dirigeants oublient purement et simplement cette lutte contre la superstition. Là, nous avons les restes d'un individualisme bourgeois de 89 pour qui une opinion en vaut une autre, un reste de la fraternité mensongère entre les individus. Mais écoutons un peu les clubs, les travailleuses et les travailleurs parisiens. Ils sont loin, quant à eux, de la neutralité. Ce sont des combattants, des athées militants, ils veulent faire sortir « *l'esprit du cachot* ». Rougerie, dans son très intéressant ouvrage, rapporte la lutte des communaux contre l'Eglise et la religion.

« Attendu que les prêtres sont des bandits et que les repaires où ils ont assassiné

(7) Numéro spécial de *Syndicalisme*, organe de la C.F.D.T., n° 1330, de mars 1971.



moralement les masses, en courbant la France sous la griffe des infâmes Bonaparte, Favre et Trochu, sont les églises, le délégué civil des carrières, près l'ex-préfecture de police, ordonne que l'église de Saint-Pierre-de-Montmartre soit fermée et décrète l'arrestation des prêtres et des ignorants » (8).

Les masses prennent possession des églises, et leur première mesure est d'en laïciser les noms : Paul, Pierre, Geneviève, etc.

L'ordre du jour au club des « *Femmes patriotes* » en l'église Lambert est le suivant :

« De la pernicieuse influence des religions, des moyens à prendre pour les détruire » (9),

et à la Trinité, devenue « *Club parisien de la délivrance* », une oratrice déclare :

« Il n'y a pas de Dieu et il faut réformer l'éducation des enfants » (10).

La prétendue neutralité de la laïcité à l'égard des religions est balayée.

Messieurs de la C.F.D.T., vous qui jouez toujours la « *base* » contre les chefs, pourquoi ne pas, sur cette question, écouter un peu la voix du peuple de Paris ? Pourquoi choisir les idéologues petits-bourgeois ?

Si la C.F.D.T., sur cette question, ment par omission, elle ne s'en contente pas et, au nom de la Commune, de la « *liberté* », plusieurs articles de l'hebdomadaire *Syndicalisme* sont en fait consacrés à une dénonciation de la révolution russe et, à cette fin, la C.F.D.T. est amenée, comme Jamet, comme Gallo, à fabriquer des faux.

Elle se sent, en 1971, pleine de sympathie pour le socialisme « *libertaire* » qui, dit-elle, est le fond de la Commune et, à ce propos, elle affirme

que celle-ci était la révolution de la base, opposée à la révolution russe, révolution des chefs, que les Communards étaient antiautoritaires, etc., que, contre Marx, la Commune fut fédéraliste, antiétatique, qu'enfin le grand mérite de la Commune a été de ne pas avoir de théorie (11) :

« Voilà des ouvriers dont les chefs sont restés anonymes — ou presque. Voilà une révolution sans idéologie — ou presque. Voilà des travailleurs qui entendent faire leurs affaires eux-mêmes. Voilà des hommes libres » (12).

Sous ces doucereuses affirmations, nous avons ici une pernicieuse attaque contre les conquêtes fondamentales de la classe ouvrière, contre ses organisations de classe au premier chef, et contre le socialisme, le marxisme comme science de la classe ouvrière, expression de sa prise de conscience de classe, de ce qui la fonde comme telle. Contrairement à ce qu'avance la C.F.D.T., il est faux que la division dans la Commune se soit opérée entre « *fédéralistes* » et « *autoritaires* », entre blanquistes et jacobins, d'une part, et internationalistes « *proudhoniens* », de l'autre. La division ne porte pas là, mais bien plus sur les moyens à mettre en œuvre pour vaincre et c'est ainsi que se comprend le débat confus sur le Comité de Salut public. Quand la C.F.D.T. parle d'« *étatisme* », en fait, elle veut signifier par là les mesures de centralisation politique de la

(8) Cité par Rougerie, *Paris libre 1871*, Editions du Seuil, p. 224.

(9) *Idem*, p. 225.

(10) *Idem*, p. 225.

(11) Voir les articles de Detraz, Calmy, Oudet, Julliard, dans *Syndicalisme* n° 1330.

(12) Jacques Julliard, dans *Syndicalisme* n° 1330, p. 12.

classe, et son refus de l'étatisme n'est que l'expression déguisée, sournoise, de sa longue lutte pour l'émiettement de la classe, son éparpillement face à l'Etat bourgeois, ce qui l'amène à préférer les « coopératives » aux syndicats, au parti, à voir dans la Commune « l'autogestion », alors que la gestion des entreprises, abandonnées par les capitalistes, par les ouvriers parisiens, ne peut se comprendre que comme un moment, après la destruction de l'Etat bourgeois, de la centralisation politique de la classe ouvrière contre la bourgeoisie.

## L' « AUTOGESTION » CONTRE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Opposer le « fédéralisme » de la Commune au marxisme, c'est falsifier délibérément l'histoire ; en effet, à ce moment, tous les courants du mouvement ouvrier sont d'accord, et Marx se prononce nettement sur cette question, y voyant un moyen de détruire l'appareil bureaucratique d'Etat et de centraliser la classe ouvrière.

Mais il faut aller plus loin. Si, au niveau de l'assemblée communale, le débat sur le Comité de Salut public est confus — empêtrés que sont les majoritaires dans les souvenirs de 93 — dans la classe ouvrière elle-même, dans la rue, dans les clubs, il en va tout autrement. Pourquoi la C.F.D.T. ne nous dit-elle pas que les internationaux qui avaient signé la déclaration minoritaire furent désavoués par l'Internationale, que les travailleurs exigeaient des mesures énergiques, la fin des hésitations, etc.,

toutes choses fort autoritaires ? Écoutez un peu les travailleurs dans la rue, à travers le reportage d'un membre de la Commune :

« 3 mai... La confiance est revenue... Le Comité de Salut public est approuvé presque unanimement par tous ceux que j'écoute. On donne des accessits aux membres de la Commune qui ont voté pour, des blâmes à ceux qui ont voté contre... »

13 mai... L'agitation est grande dans Paris... Va-t-on enfin décréter la levée en masse ? Veut-on prendre les mesures les plus révolutionnaires pour arrêter la réaction, et tous les traîtres qui pullulent dans Paris ? » (13).

Et la dénonciation du Comité de Salut public par les minoritaires eux-mêmes, la plupart internationaux, ne portait en rien, comme voudrait le faire croire la C.F.D.T., sur un désaccord quant à savoir si oui ou non il fallait un renforcement du pouvoir révolutionnaire, voire une dictature.

« Tout le monde — dit Lissagaray — était d'accord pour fortifier le contrôle et l'action (...) mais que signifiait ce mot de salut public, parodie du passé, épouvantail à nigauds ? Il hurlait dans cette révolution prolétarienne, dans cet Hôtel de Ville où le Comité de Salut public fit arracher Jacques Roux, Chaumettes et les meilleurs amis du peuple » (14).

Comme nous le voyons, du prétendu « antiautoritarisme » de la Commune, il ne reste pas grand-chose ; quant à la « liberté » dont parle la C.F.D.T., à la démocratie qui régnait sous la Commune, là encore il faut préciser les choses. La démocratie de la Commune, c'est la dictature du peuple travailleur qui ne s'embarasse pas de démocratie formel. Ainsi, le 14, dans une réunion du club Ambroise,

(13) Cité par Rougerie, o. c., pp. 197-198.

(14) P.-O. Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, Editions de Delphes, pp. 203-204.



« le citoyen Baillehache peut prendre la parole (*et dit*)... Faisons-nous gendarmes, entrons dans les maisons ou magasins où se cachent des réfractaires et conduisez-les 9, place Voltaire, et la justice sera faite » (15).

Et « *la citoyenne veuve Thyon demande l'arrestation d'urgence de tous les prêtres et leur détention jusqu'à la fin de la guerre* » (16).

Pour les travailleurs parisiens, le suffrage universel ne saurait, en aucun cas, être mis au-dessus de la Commune elle-même. Là, nous avons le véritable sens de la démocratie ouvrière régnant dans la Commune. Bien souvent, des clubs émanaient des résolutions exigeant que les élus viennent s'expliquer ou bien blâmant la Commune, etc.

Comme l'explique Rougerie :

« En bas, on était entièrement, absolument pour une dictature du Salut public, donc inconditionnellement aux côtés des majoritaires ; c'est le côté jacobin du peuple de Paris. Mais, en même temps, ce qui n'a rien de contradictoire, on y était non moins absolument, non moins entièrement, pour un contact direct des mandatés avec les mandants, pour le contrôle constant et sévère de ceux-ci par ceux-là et c'est le côté sans-culotte » (17).

Et cette volonté de contrôle n'a rien à voir avec la morale de la « *liberté* » que nous distille la C.F.D.T. Si l'on veut contrôler les mandataires, ce n'est pas par manie démocratique, c'est parce que la Commune est d'abord et avant tout un programme, a un contenu de classe comme le révèle très bien la motion adoptée contre les minoritaires par les membres du comité démocratique de la Somme, le 16 mai :

« Aux membres de la Commune, signataires de la résolution du 15 publiée dans plusieurs journaux.

Considérant que nos mandataires à la Commune sont nantis implicitement du mandat de vaincre le gouvernement royaliste de Versailles,

Considérant que, pour vaincre, il faut être unis,

Nous, groupe de citoyens électeurs, sommions les membres de la minorité de nos mandataires qui ont signé la déclaration amphigourique et intempestive, publiée ce matin par plusieurs journaux, de rester au poste que nous leur avons confié » (18).

Vaincre Versailles, détruire l'Etat bourgeois, tel est le contenu de la démocratie prolétarienne de la Commune et c'est pourquoi elle n'a rien à voir avec la camelote dont voudrait faire commerce la C.F.D.T., à savoir l'autogestion dans le cadre du régime capitaliste, car la gestion démocratique des entreprises par les travailleurs, ainsi que le démontre la Commune, ne peut avoir de sens que par la destruction de l'Etat bourgeois, qui est un des moyens de constituer le prolétariat comme classe dominante, un facteur d'organisation de la classe ouvrière contre la société bourgeoise, une perspective révolutionnaire d'organisation du travail, ainsi qu'en témoignent les « *statuts généraux des associations productives fédérées de travailleuses* » qui lient et les associations productives, et l'Internationale, donnant aux premières leur pleine dimension : destruction de l'Etat bourgeois, réalisation de la République universelle des travailleurs et de leur émancipation totale.

Laissons là la C.F.D.T. car, pour le reste, ses arguments antibolcheviques, nous le retrouvons sous une forme

(15) Rougerie, o. c., p. 212.

(16) *Idem*, p. 213.

(17) O. c., pp. 222-223.

(18) *Idem*, pp. 219-220.

bien plus élaborée chez Max Gallo, professeur d'université, pourfendeur de marxisme et candidat, parmi d'autres, à l'insigne honneur de figurer parmi les hommes qui prouvent, contre la « religion scientifique » qu'est le marxisme « une politique scientifique, expérimentale » (19).

## LE TOMBEAU DU SOCIALISME

L'entreprise de Gallo n'est pas nouvelle. Seule change la forme des arguments et de ce côté-là, à part des injures hoqueteuses qui reviennent périodiquement sous forme d'affirmations sur la « non-scientificité » du marxisme, le lecteur n'est pas gâté. Comme Gallo est « professeur », nous nageons en plein vocabulaire métaphysique, dans les concepts, les fumées des vieux fourneaux qu'on rallume et derrière lesquels se cache l'anticommuniste classique.

La Commune, le socialisme sont tellement choses actuelles que, dans l'ouvrage de Gallo, intitulé « Tombeau pour la Commune », sur 180 pages à peu près, notre honorable universitaire n'en parle peut-être que pendant 10 pages, la Commune n'étant ici que l'occasion d'une série d'élucubrations antimarxistes et, d'une façon plus terre à terre, une bonne réclame pour faire de l'argent avec un bouquin. Littérature alimentaire !

Avant de passer à l'examen des théories positives, « scientifiques », « expérimentales », dudit Gallo, il est nécessaire d'examiner l'aspect critique de l'ouvrage. Pour ne pas être

très cohérent, c'est cependant le plus important puisque c'est l'arme de la critique du marxisme.

M. Gallo est un « réaliste », chaud partisan d'une histoire « totale » qui refuserait l'abominable coupure « passé-présent » (20) de l'histoire traditionnelle, un historien influencé par la sociologie moderne et les dernières « découvertes » de la phénoménologie ; en bref, c'est un grand prêtre du culte du « réel », c'est-à-dire de ce qui est apparent, ce qui relève du phénomène, du so-disant concret ; en dernière analyse, un adorateur de ce qui existe, du fait accompli, à savoir : le capitalisme.

## SEULS LES VAINQUEURS FONT L'HISTOIRE : M. GALLO DÉCOUVRE QUE THIERS AVAIT RAISON

Toute la philosophie du personnage se réduit à cette morale de larbin : ce qui est réel est vrai, les perdants ont toujours tort, la preuve en est leur défaite même.

Quand on examine le déroulement historique lui-même, on s'aperçoit que le « vrai », le « réel », change souvent, et ce, dans des périodes historiques très courtes. Ce qui était « vrai » la veille devient « faux » le lendemain. Un réel chasse l'autre et la seule solution pour s'y retrouver dans ce fatras, c'est de faire comme Gallo lui-même, c'est-à-dire adorer le

(19) Max Gallo, *Tombeau pour la Commune*, Editions Robert Laffont, 1971, p. 38.

(20) O. c., chapitre 7, p. 99.



dernier réel en date, le dernier tenant de la trique. Il n'y a qu'un « réel » que Gallo ne veut pas reconnaître et qu'il marque d'infériorité : la révolution prolétarienne.

Ainsi, pour Gallo, puisque est vraie ce qui existe, sont tout aussi « vrais » puisque « réels » l'Allemagne hitlérienne et le Front populaire, la Russie soviétique des années 20 et l'Etat ouvrier dégénéré sous la férule de Staline ; et, dans tous ces réels qui ont eu leur temps, on ne s'y retrouverait plus si n'existait le fil à plomb de Gallo. Le plus vrai réel est celui qui a la peau la plus dure, à savoir le capitalisme, état « naturel » de la société (21). Les réels d'hier n'étaient pas tout à fait aussi réels que ceux d'aujourd'hui et le plus réel de tous, c'est encore le système capitaliste actuel, système prétendument « naturel » vers lequel notre bon compère voudrait voir retourner tous les réels partiels. Aussi se félicite-t-il de la dégénérescence stalinienne car, par là, l'U.R.S.S. rejoignait un réel bien connu de grande puissance se comportant comme un patron, et la preuve suprême du réel de l'Union soviétique, il la voit dans l'invasion de la Tchécoslovaquie ou dans l'écrasement de la révolution hongroise (22).

Arrêtons là cette plaisanterie et examinons d'un peu plus près ce que nous raconte Gallo. N'est vrai que ce qui a vaincu. Est faux, mythique, tout ce qui a perdu. Le mythe est le produit consolateur des vaincus, une thérapeutique qui permet de tenir et de vivre en vaincu. Par exemple, la religion chrétienne est un mythe explicatif du monde né dans la société antique, dépassé dès sa naissance ; comme tel, il n'a pu rendre

compte d'une manière satisfaisante de la réalité de la société industrielle et c'est pourquoi les vaincus ont inventé le mythe scientifique marxiste. Le mythe chrétien est cependant aussi « vrai » que le mythe marxiste, l'un et l'autre étant capables de mobiliser les masses à un moment donné (23). Mais l'un et l'autre sont des espérances en une vie meilleure, mythe de vaincus comme le sont tous les récits historiques puisque les vainqueurs, eux, produisent l'histoire et n'ont pas besoin de l'écrire, de la réciter.

Mais de ces deux mythes, le mythe religieux, dit Gallo, est très supérieur par sa capacité à s'adapter au réel.

Le mythe chrétien ne peut échouer car il ne promet pas de vie meilleure pour ce monde, mais ailleurs. Avec le mythe scientifique marxiste, nous sommes en présence d'un projet qui tente désespérément de s'enraciner dans ce monde, alors qu'il est le reflet d'une situation « objective » passée. C'est pourquoi il est condamné à l'échec et c'est pourquoi, pour faire pendant à l'abandon réel du mythe (réalisme de Staline), la bureaucratie naît, car le parti, lui, continue à représenter le mythe explicatif totalement cohérent, donc forcément monolithique. L'historien Gallo proclame bien haut qu'il est totalement aberrant de rechercher l'explication du stalinisme dans l'histoire concrète de l'U.R.S.S., mais qu'il faut y voir un produit inéluctable du mythe marxiste lui-même (24).

(21) *O. c.*, p. 74.

(22) *O. c.*, p. 61.

(23) *O. c.*, p. 68.

(24) *O. c.*, p. 56.

« C'est-à-dire qu'à la cohérence du mythe doit correspondre la cohérence du seul concret historique susceptible de l'être, le parti. Ainsi le monolithisme du parti, sa bureaucratisation nécessaires (...) sont des conséquences directes du caractère global du récit historique de l'histoire humaine, du mythe scientifique qui fonde, dès l'origine, le socialisme » (25).

Gallo ne dédaigne pas d'apporter sa pierre au stalinisme international. Il sait où est l'ordre et lorsque, contre le « mythe marxiste », il parle de la « brutale irruption de l'histoire concrète à Budapest en 1956 » (26), il se situe du côté du « réel » qui, d'un seul coup, perd son caractère de mythe, c'est-à-dire du côté de la bureaucratie, contre les conseils ouvriers, de la même façon qu'il se situe du côté des chars de la bureaucratie lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie.

## **LES COMMUNARDS SONT « FOUS »**

## **LES BOLCHEVIKS SONT « FOUS »**

## **MAIS M. GALLO N'EST PAS FOU...**

Il se félicite du réalisme de la politique bureaucratique et nous explique :

« De même, l'Union soviétique est allée d'échec en échec tant qu'elle a voulu sacrifier au mythe... C'est finalement toujours d'une façon pragmatique et en adaptant des solutions on ne peut plus prévisibles à partir des lois classiques de la production historique que l'U.R.S.S. se comporte (...) Le mythe... après avoir duré pendant quelques courtes années, entre 1917 et 1921, investi quelques secteurs, a été relégué dans sa perfection inattaquable » (27).

Nous ne saurons jamais ce que sont ces « lois classiques de la production d'histoire », c'est-à-dire quel est le moteur, quelles sont les forces qui produisent l'histoire, tout au plus apprendrons-nous que la révolution russe elle-même, qui pouvait paraître comme la confirmation de la scientificité du mythe marxiste, n'est en rien l'application de la théorie révolutionnaire, mais le produit de circonstances hasardeuses qui relève des « vieilles recettes politiques découvertes déjà par Thucydide ou César » (28), que « ce n'est pas le mythe (la théorie) qui a été opérant ni le groupe humain chargé de lui donner vie et de l'appliquer (le prolétariat, son parti), mais bien, dans les choix quotidiens et DÉTERMINANTS, la pratique et le poids exceptionnels d'un individu » (29). Nous avons là toute la conception réactionnaire de l'histoire dans laquelle « l'objectivisme » s'allie à l'idéalisme le plus vulgaire, où jamais ne sont expliquées, à moins d'en faire une qualité de « nature », les raisons du poids exceptionnel et de la juste pratique de Lénine.

Gallo ne s'embarrasse pas de tels problèmes et, pour s'en tirer, il fait de Lénine le plus grand mystifié de l'histoire puisque, contrairement à ses espérances, la révolution russe n'a pas sonné le glas de l'impérialisme mondial (30). « Lénine visait autre chose que ce qu'il a atteint » (31), le recul de la révolution mondiale

(25) O. c., p. 63.

(26) O. c., p. 61.

(27) O. c., p. 59.

(28) O. c., p. 60.

(29) O. c., p. 52.

(30) O. c., pp. 75 et 140.

(31) O. c., p. 32.



était inéluctable, inscrit dans la situation objective. Et Gallo de se faire le nouveau fourrier des thèses sur l'embourgeoisement du prolétariat :

« Mais n'était-ce pas là le destin inéluctable, loi de l'histoire réelle, c'est-à-dire conséquence des niveaux de vie en Allemagne et en France et de l'intégration ouvrière dans les nations occidentales ? Les espoirs des bolcheviks en un soulèvement généralisé des prolétaires n'étaient-ils pas aussi fous que ceux des Communistes ? » (32).

Nous retombons là sur terre : la preuve de la folie de la révolution allemande en 1919-1921, c'est son échec. Derrière cette philosophie simpliste, il y a cependant une profonde réalité pour les révolutionnaires : la preuve de la révolution mondiale, c'est de la faire. Toute la réaction bourgeoise la combat au nom d'une prétendue inévitabilité de l'histoire et, avec Marx et Trotsky, nous devons réaffirmer que le socialisme est inéluctable, non qu'il nous tomberait tout rôti dans le bec, mais inéluctable en ce sens que les conditions objectives sont données par le capitalisme pour construire l'instrument subjectif capable de vaincre : le parti révolutionnaire.

Le tombeau que Gallo veut construire pour la Commune, c'est le tombeau qu'il veut bâtir pour le prolétariat mondial de 1971. Il s'agit de persuader la classe ouvrière que le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est le milieu naturel de l'homme, que l'histoire n'est pas l'histoire des hommes, mais des conditions « objectives » du monde dans lequel ils vivent et qu'il leur faut s'en accommoder. Il s'agit de persuader la classe ouvrière que les conquêtes d'Octobre ne sont rien, que capitalisme et Etat ouvrier, c'est

du pareil au même et qu'il faut aujourd'hui tenir compte d'une « réalité » qui dépasse ces deux concepts : le développement de la natalité, d'une part, et des armes atomiques, de l'autre (33). Une nouvelle période s'est ouverte après 1945, par l'utilisation des bombes A, l'humanité risque de périr, il faut donc, aujourd'hui, que les hommes sacrifient tout à l'entente entre les détenteurs d'armes (34).

« Notre problème — dit Gallo — n'est pas la révolution mondiale, son entretien ou sa propagation, mais bien l'organisation, dans les délais les plus brefs, de ce qui existe pour éviter le cataclysme et cela suppose l'accélération du processus d'unification et de ramification et donc les ententes, et d'abord entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, mais aussi entre tous les groupes existants, et naturellement avec la Chine » (35).

## **GUERRE AUX PROLÉTAIRES DU MONDE ENTIER !**

Finie la lutte des classes : un homme est un homme, Etat ouvrier et Etat capitaliste, c'est tout un, il nous faut développer la grande fraternité des classes, favoriser tout ce qui « est une mesure en accord avec la loi d'unification » (36), c'est-à-dire favoriser le retour de l'U.R.S.S. dans le giron de la société capitaliste, favoriser l'écrasement de la révolution mondiale, la reconquête pacifique ou non de ce que la révolution russe a arraché au capitalisme mondial. Il

(32) O. c., p. 74.

(33) O. c., p. 86.

(34) O. c., p. 153.

(35) O. c., p. 162.

(36) O. c., p. 164.

faut, dit Gallo, en arriver à un accord contre-révolutionnaire mondial plus parfait que celui qui est actuellement en cours sur le dos du prolétariat car « *pour cet organisme* ("l'Humanité"), *l'accord Etats-Unis - U.R.S.S. est plus important sans doute que la victoire totale des Vietnamiens ou des Tchèques, des Palestiniens ou des Israéliens* » (37).

On ne pouvait exprimer avec plus de cynisme ce que signifient pour les bourgeois les larmes qu'ils versent sur les travailleurs tchécoslovaques. Comme pour le Vietnam, il s'agit, en accord avec la bureaucratie stalinienne, d'exterminer la vermine rouge. Comme la bourgeoisie en 1871 accusait les travailleurs parisiens d'être des fauteurs de guerre et, au nom du pacifisme, engageait la guerre civile, il s'agit pour la bourgeoisie mondiale d'engager la guerre contre les prolétaires de tous les pays qui, par leur mouvement, leurs luttes,

remettent en cause l'accord global d'exploitation et, par là même, sont les fauteurs de guerre atomique.

Contre le chantre du capitalisme qu'est Gallo, il faut réaffirmer que les fauteurs de guerre sont les capitalistes, que le capitalisme « *porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* », qu'il n'y a qu'une seule solution pour éviter la destruction de l'humanité, c'est celle qu'a tentée la Commune, voilà cent ans : mettre à bas le capitalisme à l'échelle mondiale, détruire l'Etat bourgeois par la révolution sociale et, aujourd'hui, les organes bourgeois du pouvoir de la bureaucratie, qui a lié son sort au maintien de l'ordre des exploités, par la révolution politique pour instaurer le pouvoir des travailleurs, la Commune, le pouvoir des conseils, des soviets.

(37) *O. c.*, p. 168.

## POUR LE CENTENAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

la S.E.L.I.O.

(Société d'Éditions, Librairie, Informations Ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75 - Paris-10<sup>e</sup>. — Tél PRO. 67-67 — C.C.P. 31.697-97 La Source)

### VOUS PROPOSE :

- Fac-similé de la collection complète du **Cri du peuple** (« la Commune au jour le jour », journal de Vallès) 65,00 F
- MARX-ENGELS : la Commune de Paris (inédit) (10/18) 5,70 F
- ROSSEL et CLUSERET : la Commune et la question militaire (inédit) (10/18) ..... 5,70 F
- Pierre DOMINIQUE : la Commune de Paris ..... 32,00 F
- Fac-similé des affiches de la Commune (10 affiches) .. 6,50 F
- Fac-similé des journaux de la Commune (10 journaux) 6,50 F



# Chronologie politique de la Commune

## 1864

Cette date marque un tournant essentiel dans l'histoire du régime bonapartiste.

### 17 février :

Publication par « *l'Opinion Nationale* » du MANIFESTE DES SOIXANTE où, malgré bien des illusions, les éléments les plus conscients de la classe prennent leurs distances à l'égard du parti bourgeois républicain d'opposition à l'Empire.

### 25 mai :

Les ouvriers obtiennent le droit de coalition. Il s'agit pour Bonaparte de refaire l'opération de 1851 : arrivé au pouvoir sans rencontrer d'opposition sérieuse du fait de l'attentisme de la classe ouvrière peu soucieuse d'aider au maintien des démocrates bourgeois qui l'avaient provoquée puis massacrée en juin 1848, il pense pouvoir acheter, sinon sa complicité, du moins sa neutralité en faisant passer quelques mesures qui lui sont favorables. Calcul bien vain. La classe ouvrière s'engouffre dans la brèche ainsi ouverte, de grandes grèves (La Ricamarie, Aubin, Paris) et un développement important de ses organisations de classe, partis et syndicats, se produisent.

### 28 septembre :

La I<sup>e</sup> Internationale est fondée à Londres et bientôt la section française (siège : rue des Gravilliers puis rue de la Corderie) s'implante solidement ; à cette étape, ce sont des militants de formation proudhonienne qui en constituent l'ossature (Tolain, Fribourg, Limousin).

## LES CONGRES DE L'INTERNATIONALE :

Septembre 1866 : Genève

Septembre 1867 : Lausanne

Septembre 1868 : Bruxelles

Septembre 1869 : Bâle

Après de dures luttes, le collectivisme l'emporte sur le mutualisme principalement défendu par les fondateurs de la section française. Ceux-ci sont jetés en prison en 1868 (29 août) à l'issue d'un des trois procès intentés à l'Internationale par l'Empire. Ces deux faits permettent un rapprochement entre les blanquistes et les internationaux, des militants comme Malon et Varlin prennent alors la direction de la section française et, bien que peu disposés à faire jouer à la classe ouvrière un rôle d'appoint dans les combinaisons des républicains bourgeois, n'en insistent pas moins sur l'importance des luttes politiques.

## 1870

### 12 janvier :

Enterrement de Victor Noir, un jeune journaliste assassiné par Pierre Bonaparte, cousin de l'empereur. La classe ouvrière parisienne se mobilise. 200.000 personnes assistent aux obsèques. Le gouvernement a pris toutes ses précautions : police et armée sont prêtes à noyer dans le sang toute tentative révolutionnaire.

L'affrontement est évité qui aurait permis au régime d'écraser pour longtemps toute opposition, mais Paris a pris conscience de sa force.

### 20 avril :

*Sénatus-consulte* qui établit un régime parlementaire. L'empereur tente de canaliser l'opposition républicaine et ouvrière qui grandit dans le pays en lui donnant une tribune parlementaire.

### 8 mai :

Plébiscite : « *Le peuple approuve les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860 par l'empereur* », adopté à une écrasante majorité (la population est encore paysanne pour l'essentiel).

Ces opérations plébiscitaires, avant-dernière manœuvre d'un bonapartisme acculé, ne parviennent pas à désarmer l'opposition, si bien que l'ultime recours : la guerre, fut envisagé, puis accepté, « *le cœur léger* », par Emile Ollivier, Premier ministre.

### 18 juillet :

Déclaration de guerre à l'Allemagne.

### 2 août :

Premières rencontres militaires, premières défaites françaises.



## 7 et 9 août :

Manifestations populaires, place de la Concorde et devant le palais législatif, qui posent la question du régime.

## 14 août :

Affaire de La Villette.

Les blanquistes, fidèles à leur tactique insurrectionnelle, tentent de s'emparer de la caserne des pompiers de La Villette. La prise d'armes s'achève par une manifestation qui ne réussit pas à entraîner les masses. Les chefs blanquistes sont poursuivis, certains arrêtés, d'autres repartent en exil.

Cet échec qui désorganise le parti blanquiste à la veille d'événements graves, illustre également les faiblesses de ce mouvement : un petit noyau de conspirateurs, sans liaison avec les masses, méprisant les organes élémentaires de défense de la classe (les syndicats), donc incapable de comprendre le « *moment* ». L'insurrection est déclenchée hors du mouvement profond des masses et, comme telle, vaincue, mais les conséquences de cet échec, loin de se circonscrire aux seuls blanquistes, pèsent sur toute la classe ouvrière, car la répression gouvernementale en est facilitée et atteint tous les militants.

## 4 septembre :

A la nouvelle du désastre de Sedan, les masses populaires manifestent place de la Concorde et envahissent le Palais-Bourbon. Gambetta proclame la déchéance de l'Empire. A l'Hôtel de Ville la République est ensuite fondée, un gouvernement provisoire (G.P.) est formé, sous la direction de Trochu et de Jules Favre.

## 5 septembre :

Premières propositions qui visent à mettre sur pied une municipalité parisienne provisoire composée des délégués des organisations ouvrières, syndicats ou clubs. Il s'agit, pour les révolutionnaires parisiens, d'éviter que le nouveau régime ne soit confisqué par les députés bourgeois comme en 1830 et 1848.

Réunion des militants de l'Internationale, 2, rue Aumaire : « *Assemblée des délégués ouvriers* », qui adopte la résolution suivante :

« Il faut organiser sur-le-champ des comités républicains dans chaque arrondissement. Chaque arrondissement déléguera 4 de ses membres pour former un COMITÉ CENTRAL... »

Il n'est pas question à cette étape de se dresser contre le gouvernement provisoire, mais de mobiliser les énergies pour la défense de la capitale. Le Comité central provisoire, composé presque exclusivement d'internationaux, fonctionne dès ce moment en permanence, 6, place de la Corderie.

La bataille s'engage donc pour la conquête des comités républicains d'arrondissement. Là se fera la liaison entre les tendances du mouvement ouvrier.

### 15 septembre :

Manifeste du Comité central républicain (1<sup>re</sup> affiche rouge) adressé à la population parisienne, qui constitue un programme de défense nationale mais avance un certain nombre de revendications d'ordre politique :

*Liberté de presse, de réunion, d'association.*

*Election des chefs de la Garde nationale.*

*Armement de la population.*

*Envoi en province de délégués chargés d'organiser les républicains.*

### 19 septembre :

Investissement total de Paris.

Entrevue de Ferrières entre Bismarck et Jules Favre.

### 25 septembre :

Décrets du gouvernement provisoire ajournant les élections municipales parisiennes et les élections à l'Assemblée constituante.

Réaction immédiate du Comité central républicain invitant la population à procéder elle-même aux élections municipales « *dans le plus bref délai* ». Le Comité central républicain, qui, parallèlement, invite les chefs de bataillons de la Garde nationale à se concerter, engage le combat politique contre le gouvernement provisoire.

### 5 octobre :

Les bataillons de Belleville marchent sur l'Hôtel de Ville sous la conduite de Flourens. Les autres bataillons rallient le mouvement, qui échoue, mais une rivalité s'amorce entre la Garde nationale et le Comité central républicain.

### 8 octobre :

Manifestation devant l'Hôtel de Ville organisée par le Comité central républicain afin de reprendre l'initiative. Echec grave. Les masses, c'est-à-dire les bataillons, ne suivent pas.

### 31 octobre :

Echec de la sortie du Bourget, capitulation de Metz.

Les blanquistes pensent que le moment est venu de tenter un coup de main. Blanqui s'empare de l'Hôtel de Ville, mais ne peut le garder faute d'une organisation suffisante des travailleurs.

### 3 novembre :

Le gouvernement provisoire se fait plébisciter à une écrasante majorité et poursuit les blanquistes et les révolutionnaires, ce qui, une fois de plus, désorganise leurs rangs.

### 5 et 7 novembre :

Elections pour les mairies, qui sont un succès relatif pour les révolutionnaires. Malon et Delescluze sont élus.

---

## 1871

### Nuit du 5 au 6 janvier :

Le Comité central républicain, devenu la DÉLÉGATION DES 20 ARRONDISSEMENTS, couvre les murs de Paris d'une AFFICHE ROUGE :

« La politique, la stratégie, l'administration du 4 Septembre continuées de l'Empire, sont jugées. »

PLACE AU PEUPLE !  
PLACE A LA COMMUNE !

### 19 janvier :

Dernière sortie Buzenval, échec sanglant.

### 22 janvier :

Nouvelle journée révolutionnaire, les gardes nationaux délivrent les leurs, emprisonnés depuis octobre, mais échouent devant l'Hôtel de Ville bien défendu par Vinoy et Ferry. La répression s'abat sur les révolutionnaires (fermeture des clubs, interdiction des journaux, arrestations).

### 28 janvier :

Signature de l'armistice qui prévoit des élections et l'entrée des Allemands dans Paris.

### 8 février :

Elections qui donnent une assemblée à majorité monarchiste. La Délégation générale et l'Internationale ont mené campagne pour qu'il y ait « *des travailleurs parmi les gens au pouvoir* ».

### 15 février :

Réunion de 3.000 gardes nationaux au Vauxhall, qui nomment une commission chargée de rédiger les statuts d'une FÉDÉRATION DE LA GARDE NATIONALE.



## 20 et 23 février :

Les élections terminées, la délégation générale s'emploie à la réorganisation des forces révolutionnaires sous la forme de *Comités de vigilance des 20 arrondissements*.

*Résolutions :*

« — Tout membre d'un Comité de vigilance déclare appartenir au parti socialiste révolutionnaire. En conséquence, il cherche à obtenir par tous les moyens sa déchéance (*de la bourgeoisie*) comme caste dirigeante... Plus de patronat, plus de prolétariat, plus de classes...

— Il s'opposera donc, au besoin par la force, à la réunion de toute Constituante ou autre prétendue Assemblée nationale...

— Il ne reconnaît comme gouvernement du pays que le gouvernement de liquidation politique produit par délégation des communes révolutionnaires du pays et des principaux centres ouvriers... »

## 27 février au 2 mars :

Manifestations incessantes à Paris, fraternisation avec les soldats, transport vers les quartiers ouvriers des canons de la Garde nationale.

## 10 mars :

Décapitalisation de Paris ; vote par l'Assemblée de mesures insupportables pour les Parisiens : exigibilité immédiate des effets de commerce échus du 13 août au 13 novembre 1870, suppression de la solde quotidienne de 1,50 franc des gardes nationaux, seul moyen de subsistance d'une population ouvrière réduite au chômage par la guerre. Ces provocations jettent dans le camp du prolétariat la petite-bourgeoisie des artisans et des commerçants, très nombreux à Paris.

## 13 mars :

Proclamation du COMITÉ CENTRAL DE LA FÉDÉRATION DE LA GARDE NATIONALE.

*Programme :*

1. *La République ne peut être subordonnée au suffrage universel qui est son œuvre ;*
2. *La Garde nationale affirme son droit absolu de nommer tous ses chefs et de les révoquer dès qu'ils auront perdu la confiance de leurs mandants ;*
3. *Projet de réorganisation complète des forces nationales.*

La quasi-totalité des bataillons adhèrent à ce programme.

Les blanquistes et les internationaux, très actifs dans le cadre de la Délégation des 20 arrondissements, considèrent avec défiance cette nouvelle organisation et ne se battent guère pour y être représentés. Cette erreur politique pèsera très lourd sur la suite

des événements, la direction politique de la révolution (la Commune) ne réussissant jamais à se subordonner la direction militaire qui, à l'occasion, aura sa propre ligne politique.

Il reste qu'à la veille de la journée décisive du 18 mars les cadres de l'insurrection sont en place.

### 17 mars :

Arrestation de Blanqui, condamné à mort par contumace pour l'affaire du 31 octobre 1870.

### 8, 9, 16 et 18 mars :

Tentatives répétées du gouvernement de Thiers pour récupérer les canons de la Garde nationale. La dernière à Montmartre.

Quel est l'enjeu ?

Déclaration de Thiers :

« Les gens d'affaires allaient répétant : vous ne ferez jamais d'opérations financières si vous n'en finissez pas avec tous ces scélérats, si vous ne leur enlevez pas leurs canons. »

Déclaration du comte d'Hérisson, un conservateur :

« ... On en arrive presque à se demander si M. Thiers voulait réellement enlever les canons de Montmartre, et si SON BUT N'ÉTAIT PAS PLUTÔT D'OBTENIR UN MOUVEMENT POPULAIRE QUI LUI PERMETTRAIT D'ÉVACUER PARIS, D'ABORD, POUR LE REPRENDRE EN LE NOYANT DANS LE SANG. »

Ces aveux permettent de caractériser clairement le mouvement communard, la première révolution prolétarienne de l'histoire, et toutes les palinodies des historiens « sérieux » n'y changeront rien. La réaction populaire devant les entreprises de Thiers se solde par l'exécution de deux généraux : Lecomte et Thomas. Le gouvernement essaie de mobiliser la Garde nationale des quartiers bourgeois. Nouvel échec. Il se voit alors contraint d'évacuer Paris et s'enfuit précipitamment. Ordre est donné à TOUS LES SERVICES, armée et administration, de se replier sur Versailles. L'appareil d'Etat bourgeois se trouve ainsi complètement détruit à Paris.

Durant cette journée, il n'y a aucune action coordonnée de la part des révolutionnaires ; seules quelques initiatives locales répondent à la nouvelle situation.

Le Comité central de la Garde nationale, enfin réuni à l'Hôtel de Ville, se trouve, par la force des choses, investi de tout le pouvoir et, malgré bien des hésitations, il l'assume provisoirement, « le temps de préparer des élections municipales ».

Comme il faut bien administrer Paris, le Comité central procède à des délégations. Pour l'essentiel, ce véritable gouvernement provisoire est composé de blanquistes et d'internationaux.

## 19 mars :

Le ministre de l'Intérieur délègue l'administration provisoire de Paris à l'assemblée des maires. Ceux-ci, en majorité des républicains bourgeois, en tirent argument pour se lancer dans une entreprise de conciliation entre Versailles et Paris. Ces atermoiements, rendus possibles par l'attitude irrésolue du Comité central, profitent considérablement à Thiers.

## 21 mars :

Réunion de la Délégation des 20 arrondissements qui pose tous les problèmes importants du moment :

— élections d'une municipalité prévue pour le 24 mars (quelques militants dénoncent leur caractère nuisible).

— *L'attentisme du Comité central est dénoncé :*

« ... On a laissé sortir l'armée... On n'a point arrêté les traîtres... la Banque de France est gardée par des bataillons réactionnaires. En politique, toute faute est un crime... » (Chatelain.)

Il demeure que, pour ne pas diviser les révolutionnaires, la majorité de la Délégation se range derrière le Comité central.

## 21 et 22 mars :

La Garde nationale réprime deux manifestations réactionnaires à Paris, mais, parallèlement, le Comité central laisse se développer les tentatives de médiation des maires. Il faut une intervention publique et pressante du Comité central républicain (Délégation) pour que, à partir du 24, celui-ci durcisse sa position et annonce sa décision irrévocable d'organiser les élections pour le 26 mars.

## 25 mars :

Campagne électorale, le Comité central annonce son retrait (provisoire) ; l'Internationale publie un manifeste extrêmement modéré (« *la délégation communale [...] doit déterminer l'application progressive des réformes sociales* »), d'inspiration nettement proudhonienne.

## 26 mars :

Journée d'élections (forte participation).

## 27 mars :

Résultats de l'élection, nouveau manifeste du Comité central républicain qui assigne ses objectifs au nouveau pouvoir. Lui aussi d'inspiration proudhonienne, il constitue la dernière manifestation importante de cette organisation qui va très rapidement se diluer dans la Garde nationale et l'appareil d'Etat.



## 28 mars :

Proclamation des résultats.

90 élus, dont 13 seulement viennent du Comité central de la Garde nationale.

Trois groupes politiques : les internationaux, les blanquistes, les jacobins.

Une quinzaine d'internationaux, une poignée de blanquistes. La majorité est composée d'hommes inclassables, « *jacobins* » se situant dans la tradition de 93, petits-bourgeois uniquement préoccupés d'une révolution politique, centralisateurs, « *romantiques* » enfin, vieilles barbes républicaines, plus soucieux de parader que d'agir. Prisonniers de leurs haines comme Félix Pyat, ils sont un ferment de dissolution ; de leur fait, les querelles personnelles empoisonnent l'atmosphère de l'assemblée communale.

## 29 mars :

La Commune procède à la mise en place non pas d'une administration municipale, mais d'un véritable gouvernement, tant il est vrai que les exigences de l'action : le conflit avec Versailles, s'accommodent mal des principes fédéralistes affirmés dans le programme des élus. Ces principes n'ont d'ailleurs pas fini d'entraver les efforts des Communards. C'est, par exemple, en leur nom que l'on refusera d'armer les habitants des communes des alentours de Paris désireux de se battre contre les Versaillais !

## 30 mars :

Premières opérations militaires de la guerre civile à l'initiative des Versaillais qui s'emparent de Courbevoie.

Décret de la Commune sur les loyers (« *Il est juste que la propriété fasse sa part de sacrifices* »), qui rallie à sa cause bon nombre de membres de la classe moyenne.

## AVRIL

Durant ce mois, quelques mouvements d'inspiration communaliste ont lieu sans grand succès dans un certain nombre de grandes villes ouvrières de province comme Lyon, Saint-Etienne, Le Creusot, Marseille, Narbonne, Toulouse et Limoges. Ils n'inquiètent guère le gouvernement, qui en vient à bout sans grande peine, et ne réussissent même pas à fixer des troupes en quantité appréciable.

S'il faut tenir compte de la faiblesse intrinsèque du mouvement révolutionnaire en province, cet échec est également dû à la négligence des Communards qui envoient des représentants dans tout

le pays trop tard et sans leur donner beaucoup de moyens (seulement 100.000 francs dépensés pour la propagande extérieure).

## **2 avril :**

Décret de la Commune sur les traitements des fonctionnaires, égalisant la rémunération des postes administratifs avec le salaire ouvrier (6.000 francs annuels) ; avec l'élection à tous les niveaux au suffrage universel, ce fut là le moyen utilisé pour briser la bureaucratie impériale et mettre en place un gouvernement de classe.

D'autres mesures dans le domaine scolaire, sous l'impulsion de Vaillant, éliminent l'enseignement religieux à l'école et visent à réorganiser le primaire et le technique, sans résultats concrets, étant donné le peu de temps dont disposeront les Communards.

La laïcité de l'enseignement, réalisée pour la première fois, apparaît comme une conquête du prolétariat que la bourgeoisie s'emploie à détruire quand elle le peut.

## **2 avril :**

Premier engagement sérieux entre Paris et Versailles, une reconnaissance des fédérés conduite par Bergeret vers Courbevoie se termine par un échec, les prisonniers sont fusillés par les troupes de Thiers. Cela provoque une grande émotion dans Paris qui se mobilise spontanément.

## **3 avril :**

La Commune cède devant la pression populaire, on décide de marcher sur Versailles. Cette sortie s'opère dans l'insouciance la plus complète, sans ordre, et se solde par un désastre. Thiers avait eu le temps de reconstituer une armée, de l'endoctriner. Une fois encore, les Parisiens paient très cher leurs illusions, eux qui pensaient que l'armée ne tirerait pas sur la Garde nationale.

## **5 avril :**

Décret sur les otages, l'exécution d'un fédéré par les Versaillais doit amener celle d'otages en nombre triple. Ce décret ne sera appliqué que dans les derniers jours de la Commune, alors que l'armée fusille depuis le début des combats.

## **15 avril :**

Assemblée de l'Internationale tenue à Genève qui affirme :

« Dans la Révolution communale du 18 mars, nous avons salué l'avènement politique de la classe ouvrière... »

Le caractère internationaliste de la Commune est rendu encore plus net par la participation directe d'étrangers, le Hongrois Leo Frankel, les Polonais Dombrowski et Wroblewski...

## 16 avril :

Décret concernant la remise en exploitation des ateliers abandonnés par leurs patrons. Il est prévu dès lors de les remettre aux ouvriers qui constitueront des *sociétés coopératives*. Sociétés coopératives qui se *fédéreront*, il y a là une amorce de réorganisation de la production sur des bases totalement étrangères au capitalisme : appropriation collective et embryon de planification.

Elections complémentaires à l'assemblée communale. A propos de la validation des élus, dont certains ont obtenu moins du huitième des suffrages, se développent des discussions byzantines qui marquent les limites du mouvement communaliste, au moins au niveau de l'assemblée, prisonnière, en raison de l'origine sociale de la majorité de ses membres, du parlementarisme bourgeois.

## 17 avril :

Décret sur les échéances. La loi, votée le 10 mars par l'Assemblée nationale, aurait provoqué 300.000 faillites à Paris. Il s'agissait à la fois de protéger les petits commerçants et d'éviter que la situation économique ne se dégrade un peu plus dans la capitale. Les remboursements ne se feront donc qu'à partir du 15 juillet 1871 ; cette mesure, équitable, renforce la cohésion entre les classes.

## 20 avril :

Arrêté qui abolit le travail de nuit dans les boulangeries. Cette mesure, comme toutes celles ayant un caractère social, est prise à l'initiative des membres de l'Internationale. Pour la plupart issus de la classe ouvrière, ils en connaissent les besoins.

## 27 avril :

Décret qui supprime les amendes et retenues sur les salaires ouvriers, cet abus du XIX<sup>e</sup> siècle où le patron, juge et partie pour la moindre « *faute* », s'arroge le droit de la sanctionner financièrement.

Toujours pour protéger le salaire des ouvriers, la Commune procède à une révision des marchés passés par l'Etat avec les particuliers ; dorénavant le pourcentage affecté aux salaires sera inscrit dans le cahier de charges.

Enfin, les bureaux de placement, entreprises privées, sont supprimés. Ces institutions du régime bourgeois se livraient à une véritable traite de la main-d'œuvre comme aujourd'hui les pourvoyeurs en travailleurs étrangers.

## 28 avril :

Création d'un « COMITÉ DE SALUT PUBLIC ». Les internationaux s'opposent vigoureusement à la résurgence de ces vieux mythes qui habillent d'une phraséologie pompeuse une réalité anarchique.



L'assemblée se divise irrémédiablement entre « *majorité* » et « *minorité* ». La position des minoritaires est incontestablement juste et réaliste à cette étape, mais elle s'affaiblit considérablement lorsqu'ils annoncent, le 15 mai, qu'ils se séparent de la Commune et se retirent dans leurs arrondissements ; c'est faire bon marché des impératifs de la guerre civile qui ne souffrent pas l'abstention.

### 7 mai :

Décret sur le Mont-de-Piété. Du 12 au 25 mai, des objets sont dégagés pour un montant total de 323.407 francs, petite somme qui illustre combien la Commune fut aussi une insurrection de la misère.

Création d'une Fédération des clubs populaires, qui poursuit l'action des comités de vigilance républicains de la période antérieure. Les Comités de vigilance républicains de la période antérieure fournissent une aide effective. Là s'exprime la volonté politique de la classe ouvrière. L'Union des femmes, fondée par E. Dmitrieff et N. Le Mel, très liée à l'Internationale, joue un rôle analogue.

Il ne faut pas négliger la puissance de ce courant populaire si l'on veut comprendre ce que fut la Commune : ses exigences idéologiques, sa volonté de satisfaire les besoins matériels des masses vont dans le sens d'une dictature du prolétariat.

### 8 mai :

Le fort d'Issy est pris par les Versaillais, l'enceinte commence à être directement bombardée. L'aggravation de la situation militaire relance le conflit de pouvoir entre le Comité central de la Garde nationale et la Commune (délégué à la guerre) qui tourne à l'avantage du Comité central. Désormais, tant sur le plan militaire que politique, il n'y aura plus de direction, sinon centralisée, ce qu'elle ne fut jamais, du moins coordonnée.

### 9 mai :

A l'occasion du renouvellement des membres du Comité de Salut public, nouvel affrontement entre majoritaires et minoritaires. Ces derniers sont évincés des services, Vallès de l'Intendance, Vermorel de la Sûreté, Longuet de « *l'Officiel* ».

Cette minorité comprenait « *à dix exceptions près, les plus intelligents, les plus éclairés de la Commune* » (Lissagaray).

### 16 mai :

Protot, délégué à la Justice, prend un arrêté qui stipule que les actes administratifs seront délivrés gratuitement, mesure discrète qui va toujours dans le sens d'un gouvernement à bon marché.

## 20 mai :

Ratification du traité de paix à Francfort. Bismarck fournit obligamment de nouvelles troupes à Thiers.

« Que, après la plus terrible guerre des temps modernes, le vaincu et le vainqueur fraternisent pour massacrer en commun le prolétariat, cet événement inouï prouve, non pas (...) l'écrasement définitif d'une nouvelle société montante, mais la désagrégation complète de la vieille société bourgeoise (...) La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux ne font qu'UN contre le prolétariat. » (Marx.)

Les fédérés doivent se replier sur la première ligne intérieure de défense, au-delà de l'enceinte.

Dans l'après-midi, les Versaillais entrent dans Paris, une poterne leur a été livrée par trahison.

Ce même jour, le délégué aux Finances, Jourde, adresse une lettre au sous-gouverneur de la Banque de France pour demander des fonds qu'il aurait bien dû prendre quand on sait que, durant toute la période de guerre civile, Thiers tirera des traites sur cette banque pour un montant de 257 millions de francs, alors que la Commune n'obtiendra que 16 millions de francs. Il y avait 350.000 personnes à faire vivre à Paris sans compter les services. On a beaucoup admiré « l'honnêteté » de Jourde, surtout les bourgeois conscients du fait que, si les Communards avaient saisi les valeurs détenues par la Banque, il aurait été bien difficile à Thiers de financer la contre-révolution.

## Nuit du 21 au 22 mai :

Quelques hommes se ressaisissent et tentent d'organiser la résistance dans Paris, mais les infiltrations versaillaises sont déjà très graves. Dès ce moment, il n'y a plus de plan d'ensemble, les centres de résistance se créent un peu au hasard et l'on néglige de mettre en état de défense des points stratégiques importants comme Montmartre.

## 23 mai :

Rigault et Ferré font exécuter des otages, mesure tardive qui, de ce fait, apparaît plus comme une vengeance ou un acte de désespoir que comme un acte de légitime défense face aux Versaillais, qui, eux, fusillent en masse depuis plus d'un mois.

Des incendies s'allument en grand nombre dans la ville :

« Alors qu'ils mettent en pièces le corps vivant du prolétariat, ses maîtres ne doivent plus compter rentrer triomphalement dans l'architecture intacte de leurs demeures (...) La bourgeoisie du monde entier, qui contemple complaisamment le massacre en masse APRES la bataille, est convulsée d'horreur devant la profanation de la brique et du mortier !... » (Marx.)

## 24 mai :

Evacuation de l'Hôtel de Ville qui est incendié.  
Repli de la Commune sur la mairie du XI<sup>e</sup>.  
Le Panthéon est pris par l'armée.

## 25 mai :

Delescluze se fait tuer sur une barricade du Château-d'Eau.  
La rive gauche est évacuée.

## 26 mai :

La lutte continue, les Communards ne tiennent plus que le faubourg Saint-Antoine et ses environs.  
Exécution, rue Haxo, d'une cinquantaine d'otages.

## 27 mai :

Perte du cimetière du Père-Lachaise.

## 28 mai :

La dernière barricade tombe à 13 heures, rue Oberkampf.

« Le bruit du combat s'est apaisé, mais on entend dans Paris une autre fusillade : celle des pelotons d'exécution ; elle dure depuis une semaine déjà. »  
(Talès.)

Quand le prolétariat menace ses privilèges, la férocité de la bourgeoisie ne connaît plus de limites : pour 4.000 Communards tués pendant la bataille, au moins 30.000 fusillés, plus les condamnés à la déportation en Nouvelle-Calédonie ou à l'île Nou.

Pour aider le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale,

**SOUSCRIVEZ AU FOND INTERNATIONAL  
LENINE-TROTSKY**

C.C.P. BLOCH 30 500-79 — La Source-45



**TALES**

## **“Le réformisme, cet exécuté de la Semaine de Mai”**

Parmi les nombreux ouvrages édités ou réédités sur la Commune à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire, celui de Talès mérite un examen particulier (1). Ce texte, édité en 1921 et préfacé par Trotsky, est beaucoup plus qu'une histoire de la Commune de Paris. C'est une arme de combat entre les mains des militants qui viennent de rallier la III<sup>e</sup> Internationale, contre le réformisme, « *qui continuait de dominer le mouvement ouvrier français, y compris le nouveau parti communiste* ».

Pour Talès, les questions essentielles ne sont pas éludées, bien au contraire. La Commune se présente bien, avec toutes ses insuffisances — qu'il ne cache pas — comme un gouvernement traduisant les aspirations du jeune prolétariat :

« *“La Commune s'occupera de ce qui est local”*, avait dit Beslay, doyen d'âge, dans son discours du 29 mars ; il attribuait à ces mots un sens restrictif, puisque, d'après lui, le département traitait les affaires régionales, et le gouvernement les affaires nationales. La Commune n'attendit pas longtemps pour répudier les doctrines de son doyen d'âge ; elle vota des mesures valables pour toute la France : la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la suppression du budget des cultes, l'abolition de la conscription et des armées permanentes, elle se conduisit comme un gouvernement... » (2).

Il montre la commission des Services publics qui remet en marche les services municipaux et tente de faire fonctionner les grands services d'Etat ; il montre l'ouvrier-ciseleur Theisz s'occupant des postes pendant que Camélinat, à la « *Monnaie* », fait graver les nouveaux timbres.

« La Commune ne s'en tint point là ; la télégraphie, l'enregistrement et les domaines, le service des contributions, l'Imprimerie nationale furent maniés avec habileté et économie » (3).

Talès nous montre, sans la moindre ambiguïté, la Commune s'attaquant partout au pouvoir centralisé de la bourgeoisie et détruisant cet appareil centralisé — armée permanente, police, bureaucratie, magistrature et clergé — pour le remplacer par les élus du prolétariat en armes, élus révocables à tout moment, élus dont le salaire d'ouvrier interdisait la corruption et le carriérisme.

Nous voyons la police passer entre les mains du jeune blanquiste de

(1) C. Talès, *la Commune de 1871*. En annexe : préface de Trotsky (1921). Préface de Pierre Guillaume à la réédition de 1971 aux Editions Spartacus.

(2) Talès, *o. c.*, p. 99.

(3) *Idem*, p. 102.

24 ans, Rigault, celui à qui les bourgeois « trouvaient l'air d'un gamin sinistre ». Avec la Commune, les tâches de police ne sont plus l'affaire d'une force spéciale entre les mains d'un Etat sans contrôle : lorsque Rigault effectuera ses « razzias de soutanes », ce sera « le jour, à grand renfort de gardes nationaux ». Dans tous les domaines, une constatation s'impose contre tous les détracteurs : la Commune n'a pas renversé le gouvernement pour s'installer en ses lieu et place, elle a littéralement brisé la vieille machine d'Etat.

« Le maximum des traitements, "6.000 francs" — cite Talès — ne fut jamais atteint par des hommes qui n'étaient pas de la carrière, et ce ne fut pas leur moindre crime aux yeux de la bourgeoisie versaillaise » (4).

Comment ne pas comprendre le sens de ce qu'explique Talès à propos de l'œuvre de la commission des Finances :

« Le type de la gestion honnête nous est fourni par l'œuvre de Jourde aux finances. Ce jeune comptable à la parole facile, à la dextérité rare, était aussi un grand honnête homme. Maniant des millions, il se contentait de prélever 10 francs par jour pour son existence, il envoyait sa femme laver elle-même au lavoir du quartier les nippes de la pauvre maisonnée. Parmi les ennemis acharnés de la Commune, nul n'a pu arriver à salir Jourde » (5).

Marx, dans *la Guerre civile en France*, soulignait que la Commune rémunérait les fonctions publiques avec des salaires d'ouvriers, qu'elle réalisait l'idéal de la petite-bourgeoisie : « le gouvernement à bon marché » :

« Les pots de vin traditionnels et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'Etat disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes (...) » (6).

Talès confirme :

« Cette Commune si passionnément calomniée vécut avec un peu plus de 41 millions

alors que Thiers tirait sur la Banque de France 257.630.000 francs de traites » (7).

Talès, sans le moindre doute possible, nous montre un prolétariat en armes, qui s'est dressé pour établir et garantir les libertés essentielles, un prolétariat obligé, par les tâches mêmes qu'il s'assigne, d'en venir à exercer sa dictature contre la bourgeoisie et à former son propre gouvernement.

Le prolétariat parisien vient de réaliser ce que Blanqui traçait comme voie dès 1848 :

« La victoire du peuple a brisé les lois oppressives qui baïllonnaient la parole et la presse. Il faut que les résultats de cette victoire soient libellés en décrets authentiques » (7).

Mais, ces décrets authentiques, il revint au prolétariat, avec son gouvernement, avec ses armes, de les libeller.

Cependant, si Talès est parfaitement clair en ce qui concerne la question du gouvernement qui représentait la Commune, on ne peut en dire autant en ce qui concerne la question des conditions du succès de la Commune. Talès se contente trop souvent de souligner de façon très critique les erreurs de la Commune, en restant trop schématique sur les problèmes de l'organisation de l'avant-garde qui, seule, pouvait imposer l'esprit de décision et arracher la victoire. Sur le problème, par exemple, de la nécessaire alliance entre le jeune prolétariat armé et la paysannerie, Talès se contente de montrer que

(4) *Idem*, p. 102.

(5) *Idem*, p. 102.

(6) Marx, *la Guerre civile en France*. Editions sociales, édition ordinaire 1968, p. 63.

(7) Talès, *o. c.*, p. 103.



l'isolement de la Commune ne fut pas rompu :

« Les masses des campagnes, satisfaites par la possession de la terre, redoutent surtout de perdre les biens acquis et sont hostiles à toute révolution d'allure "sociale" ; ainsi, peu soutenue par la population des villes de province, qui ne peut créer que d'éphémères communes, la révolution parisienne avait contre elle les campagnards : la majorité des Français » (8).

Talès, en quelques mots, en conclusion, règle cette question :

« Elle a démontré que, même dans des circonstances favorables, un mouvement révolutionnaire est condamné à l'insuccès s'il n'est soutenu par de fortes organisations préexistantes. Elle a démontré aussi, que, dans un pays agricole comme la France, une révolution ne peut être une sorte de "Robinson" abandonné sur son îlot urbain, mais qu'il lui faut pour réussir, au moins la bienveillance, sinon l'aide active des campagnes » (9).

Sur ces problèmes du parti, Trotsky, dans la préface à l'ouvrage de Talès, revient de façon détaillée :

« C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de toujours recommencer son histoire : ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs » (10).

Ces deux textes, complémentaires, celui de Talès et celui de Trotsky, donnent tout leur sens aux paroles de Talès en conclusion, vivant plaider pour la révolution permanente :

« Mais les fusillades n'ont pas abattu que des Parisiens : elles ont couché sur le pavé sanglant les espoirs des modérés, des hommes paisibles qui espéraient voir résoudre progressivement la question sociale, avec l'aide d'une "bourgeoisie éclairée", et, depuis, l'oubli seul a pu permettre les résurrections périodiques du "réformisme", cet exécuté de la Semaine de Mai ! » (11).

Mais le livre et sa préface sont agrémentés, de nos jours, par une seconde

préface d'un certain Pierre Guillaume, libraire de son état et dépositaire du livre de Talès, qui écrit :

« La leçon (tirée par Trotsky) se résume en peu de chose : "Il manquait un parti"... Trotsky, démentant ses analyses optimistes, ne propose pas à l'ensemble du prolétariat français un programme actualisé de transformation révolutionnaire, il propose à une minorité de révolutionnaires une tâche de Sisyphe : construire le parti révolutionnaire, tâche dont le caractère utopique et inadapté est entièrement démontré par le total insuccès jusqu'à nos jours » (12).

Et ledit Guillaume d'opposer à Trotsky nul autre que Lénine, qui, nous apprend-il, ne « parle à aucun moment de "parti" » dans *l'Etat et la révolution*, à propos de la Commune. L'éditeur de Talès-Trotsky oublie sans doute que Lénine, au moment où il « restituait les paroles oubliées du marxisme sur l'Etat » était à la tête d'un parti sans lequel jamais les ouvriers russes n'auraient pu conserver le pouvoir.

Ce que veut retenir le libraire-éditeur de la Commune, c'est ce que tout le mouvement ouvrier en sait, à savoir qu'elle a montré de quoi était capable le prolétariat révolutionnaire, « les gigantesques capacités cachées qu'il recèle ». Certes, mais précisément, par le seul mouvement de la masse, ces « capacités » ne suffisent pas, alors que la destruction du capitalisme implique la tension la plus grande des forces de la classe révolutionnaire, l'énergie la plus résolue dans l'exercice de la dictature, une tête qui se soit prépa-

(8) *Idem*, p. 158.

(9) *Idem*, p. 164.

(10) Signalons que cette préface de Trotsky, avec d'autres textes sur la Commune, a déjà été rééditée par la *Vérité*, dans son numéro 516 de mars 1959. O. c., p. 168.

(11) *Idem*, p. 165.

(12) *Idem*, pp. 179-180.



rée de longue date aux tâches de la révolution prolétarienne.

Après avoir écrit que la construction d'un parti révolutionnaire resterait de tout temps une utopie, Guillaume réveille de vieilles lunes :

« Pour Trotsky, le parti, c'est une création de l'esprit qui supplée *in abstracto* aux carences pratiques du "parti prolétarien". Mais la révolution prolétarienne ne peut être victorieuse que lorsque le développement historique a mis le prolétariat lui-même en état de se dépasser, alors le parti n'est rien d'autre que le prolétariat lui-même agissant et il prend la forme des organisations spontanées de lutte que les circonstances lui imposent » (13).

Avec une telle « théorie » qui consiste à ravalier le rôle des militants ouvriers au niveau de l'admiration béate de la simple spontanéité, c'est-à-dire dans le cadre des conditions dans lesquelles la société bourgeoise impose la lutte à la classe ouvrière, nul doute que le « parti révolutionnaire » restera toujours une impossibilité.

L'auteur de cette curieuse préface explique qu'il a publié l'ouvrage de Talès pour inviter le lecteur

« à rechercher dans la Commune les enseignements et les leçons qu'elle peut nous fournir (...) alors que mai 1968 en France et bien d'autres signes dans le monde indiquent que le cycle de la contre-révolution permanente qui domine depuis 1920 est en train de s'inverser » (14).

Passons sur la façon cavalière de traiter de cinquante années de luttes de classes où le prolétariat, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France notamment, a mis la révolution à l'ordre du jour.

Mais en quoi la grève générale de mai-juin 68 annonce-t-elle des combats de classes gigantesques, c'est-à-dire la période de l'imminence de la révolution ? Non pas par le fait que, par elle-même, la grève de dix

millions de travailleurs aurait accouché d'un « parti » (les *organisations spontanées de lutte* » chères à Guillaume ont fait long feu depuis mai 68), mais, au contraire, parce qu'elle permet, à partir du bilan que les militants ouvriers et les couches profondes du prolétariat tirent de la grève générale, de préparer consciemment le futur affrontement entre les classes. Ceux qui, se mettant derrière le mouvement, ne savent pas prévoir et ne préparent pas les conditions politiques de la lutte victorieuse, ceux-là n'ont rien compris aux leçons de la Commune.

Il ne suffit pas de reconnaître la grandeur des révolutions prolétariennes du passé. C'est précisément parce qu'ils ont une confiance absolue dans les capacités révolutionnaires du prolétariat que les bolcheviks, que les trotskystes se préparent à la révolution, pour ne pas répéter les fautes de la Commune.

Et il suffit de citer Talès encore une fois qui dément entièrement les conclusions de l'éditeur-libraire, lequel ne fait qu'ajouter à la confusion et desservir par là même la cause de la révolution :

« Elle (*la Commune*) a démontré que, même dans des circonstances favorables, un mouvement révolutionnaire est condamné à l'insuccès, s'il n'est soutenu par de fortes organisations préexistantes » (15).

Méditer sur les terribles faiblesses de la Commune qui eut le malheur de vaincre sans être armée d'un parti, c'est préparer aujourd'hui les conditions de la victoire possible. Hors de cette voie, on ne peut que retomber dans les ornières du passé, paver le chemin de la défaite.

M. B. - J. M.

(13) *Idem*, p. 182.

(14) *Idem*, p. 8.

(15) *Idem*, p. 164.

Louise MICHEL

## «*Renaissiez, rouges fleurs*»

«*Ecrire ce livre, c'est revivre les jours terribles où la liberté, nous frôlant de son aile, s'envola de l'abattoir ; c'est rouvrir la fosse sanglante où, sous le dôme tragique de l'incendie, s'endormit la Commune belle par ses noces avec la mort, les noces rouges du martyr*» (avant-propos à *la Commune*, Londres, 20 mai 1898).

Bien plus qu'une histoire de la Commune, c'est le récit de son expérience que Louise Michel nous raconte, un récit vivant et émouvant où la sensibilité et la passion l'emportent sur l'analyse raisonnée, à l'image même de l'infatigable activité qu'elle a déployée avant, pendant et après la Commune.

D'après un rapport de police, elle commence à prendre part à un mouvement politique dans les premiers jours de 1869 — ce qui ne préjuge pas d'une activité antérieure. En novembre 1870, elle est élue présidente du comité républicain de vigilance du 18<sup>e</sup> arrondissement. Le soir, elle fréquente toutes sortes de réunions, notamment celles du club *La Patrie en danger* et, le jour, dirige l'école qu'elle a fondée en 1865, 24, rue Houdon, dans le 18<sup>e</sup>. Le 22 janvier 1871, en habit de garde national, elle participe à la manifestation dirigée contre l'Hôtel de Ville où siège le gouvernement de la Défense nationale.

A partir du 18 mars, elle est constamment sur la brèche, participant à toutes les séances de l'Hôtel de

Ville, préoccupée des problèmes d'éducation et d'instruction, animant le club de la Révolution et prenant une part active à la lutte armée contre Versailles comme garde et ambulancière du 61<sup>e</sup> bataillon.

On conçoit qu'une telle activité laisse peu de place à la réflexion et à l'analyse politique. Et c'est au rythme du mouvement de masses que Louise Michel vit la Commune. Mais, plus de vingt-cinq ans après les événements qu'elle relate, la seule leçon politique qu'elle en dégage consiste à affirmer la nocivité du pouvoir qui frappe aussi bien les hommes du 4 septembre :

«*Etait-ce donc le pouvoir qui changeait ainsi les hommes de septembre ?*

«*Ex que nous avions vus fiérs devant l'Empire étaient pris d'épouvante de la révolution*» (1)

que les membres de la Commune :

«*Si un pouvoir quelconque pouvait faire quelque chose, c'eût été la Commune, composée d'hommes d'intelligence, de courage, d'une incroyable honnêteté, qui, tous à la veille ou de longtemps, avaient donné*

(1) Louise Michel, *la Commune, histoire et souvenirs*, un volume in-8, Paris 1898. Maspéro, Paris 1970, 2 vol.



d'incontestables preuves de dévouement et d'énergie. Le pouvoir, incontestablement, les annihila, ne leur laissant plus d'implacable volonté que pour le sacrifice ; ils surent mourir héroïquement.

C'est que le pouvoir est maudit, et c'est pour cela que je suis anarchiste » (2).

Et, en maints endroits, Louise Michel reprend cette affirmation, leçon essentiellement négative, que, dans les faits, elle oppose à l'héroïsme et au courage des masses se battant rue par rue, barricade par barricade, laissant entendre que les ouvriers parisiens, leurs femmes et leurs enfants ont recherché la mort et le sacrifice. Ce qu'ils ont défendu pied à pied, dans la guerre implacable de la bourgeoisie contre la première dictature du prolétariat, c'est leur pouvoir, c'est leur droit à l'existence dans une société libérée de l'oppression et de l'exploitation.

Et Louise Michel — si elle souligne avec justesse certaines des faiblesses politiques de la Commune et du Comité central de la Garde nationale — ne pas avoir immédiatement marché sur Versailles, leurs scrupules légalistes, leur magnanimité à l'égard de leurs ennemis — passe à côté de la leçon principale de la Commune de Paris, celle que Marx a tirée, dès le 30 mai 1871, dans l'*Adresse* du Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs (*la Guerre civile en France*, parue en français dès 1872) :

« ... Un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail. »

Et, ce faisant, elle va beaucoup moins loin que la Commune elle-même, dont elle n'a pas pu ignorer les déclarations, notamment celle du 19 avril, qui proclame « *la fin du*

*vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges, auxquels le prolétariat doit son servage, la patrie ses malheurs et ses désastres* ».

La conclusion politique qu'elle tire, au cours de la traversée pour la Nouvelle-Calédonie (en 1873), est, très logiquement, l'aboutissement théorique de sa propre activité pendant la Commune, de son activisme et de son goût pour l'action individuelle. Louise Michel croit trouver une solution dans son projet d'assassiner Thiers, à l'Assemblée, au sacrifice de sa vie ; elle revendique au cours de son procès, devant le VI<sup>e</sup> Conseil de guerre, « *le champ de Satory où sont tombés ses frères* ». Exaltant ainsi l'acte héroïque ou terroriste, se substituant à l'intervention et à l'action des masses — qu'elle qualifie de « *troupeau humain* » (4) — elle est amenée, malgré sa générosité et son dévouement, à critiquer leur attentisme et leur passivité, dont l'unique cause est « *l'habitude d'attendre des ordres* ».

Car, dans l'optique politique qu'elle a choisie et défendue jusqu'à la fin de sa vie, Louise Michel ne peut pas aborder cette autre question cruciale, celle du parti, ni celle de la nécessaire centralisation de la classe ouvrière et de sa direction contre l'Etat bourgeois. Problème qui lui est d'autant plus étranger que, imprégnée de scientisme, elle croit à un développement illimité du progrès universel, conduisant mécaniquement et spontanément à la Révolution « *belle et idéalement grande* ».

N. D.

(2) T. I, p. 73.

(3) T. I, p. 149.

(4) T. I, p. 156.



## **La Commune en bleu, blanc, rouge**

Dans l'abondante production consacrée à la Commune, à l'occasion du centenaire, la réédition de ce livre (1), qui se veut œuvre d'historien et de militant, offre l'occasion d'analyser comment des historiens, membres du parti communiste français, commémorent la Commune. Il n'est pas sans intérêt de suivre comment leur appartenance politique les conduit à souligner certains aspects de la Commune — généralement les aspects mineurs — et à suggérer telle interprétation. Qu'on ne s'y trompe pas cependant : tout y est noté, rappelé, et sont même soulignées les citations les plus éclairantes de Marx, Engels et Lénine sur le sujet, et les références historiques sont nombreuses.

C'est ainsi que certaines, parmi les plus importantes, des mesures de la Commune, sont indiquées négligemment, au détour d'une phrase : « *N'était-il pas prématuré d'abolir la conscription ?* » (2). Et il paraît douteux qu'à suivre ce récit feutré, tout en demi-teintes et en précautions de style, le lecteur puisse saisir d'emblée, malgré la citation de Marx, la leçon essentielle de la Commune, tant elle est enfouie parmi tant d'autres matériaux :

« (...) *La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'Etat et de le faire fonctionner pour son propre compte.* » Et, comme en notre époque, la question de l'Etat est portée au premier plan des préoccupations politiques de la classe ouvrière et de l'activité de son avant-garde, il n'est pas inutile de multiplier les garde-fous : la Commune « *a été, jusqu'en 1905 et 1917, le type le plus avancé de révolution prolétarienne* » (3).

Mais cela ne suffit pas encore d'affirmer qu'après 1917 la destruction de l'Etat est une vieilleries démodée et de suggérer que la « *démocratie avancée* » conduira, elle, à un type de révolution prolétarienne plus achevé que celle d'Octobre 1917. Encore faut-il amoindrir l'œuvre des Communards et la ravalier à un simple concours de circonstances historiques :

« C'est le mouvement même de l'histoire (c'est-à-dire le jeu de la lutte des classes) qui a obligé (souligné dans le texte) les

(1) Jean Bruhat, Jean Dautry, Emile Tersen, *la Commune de 1871*. Editions sociales, 1970, 2<sup>e</sup> édition.

(2) *O. c.*, pp. 229-230.

(3) *Idem*, p. 378.

Communards à jeter les bases de cet Etat nouveau. Au soir du 18 mars, tout au moins dans la capitale, il n'y a plus d'Etat. Le Comité central de la Garde nationale est donc dans l'impossibilité de pratiquer une politique de pression ou une tactique d'infiltration. Faire pression sur quoi ? Thiers et son gouvernement ne sont plus à Paris. S'infiltrer dans quelles institutions ? Dans quelles administrations ? C'est pratiquement le vide... Il faut donc bien construire un Etat nouveau et, dès le 19 mars, le Comité central se constitue en *Etat de fait* (souligné dans le texte) (4).

Ce qui est faux. C'est immédiatement et très consciemment que Brunel fait occuper l'Hôtel de Ville le soir même du 18 mars, qu'Eugène Moreau le fait adopter comme étant désormais le siège du Comité central et que le Comité central affirme, sans équivoque et sans hésitation :

« Le prolétariat, en face de la menace permanente de ses droits, de la négation absolue de toutes ses légitimes aspirations, de la ruine de la patrie et de toutes ses espérances, a compris qu'il était de son devoir impérieux de prendre en main ses destinées et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir » (5).

Sans aucun doute, les membres du Comité central et ceux de la Commune n'ont pas été saisis de vertige devant la disparition de l'Etat et la carence de cette bourgeoisie corrompue et incapable de la fin du Second Empire. Mais, tandis que, pour les soi-disant héritiers des Communards, il n'est jamais l'heure de prendre le pouvoir, ni en 1936, ni en 1944-1945, ni en 1968, le Comité central revendiquait fièrement le pouvoir, au nom du prolétariat. Tandis que les dirigeants staliniens — Thorez en tête — « s'infiltraient dans les institutions » en 1945, appelaient, en janvier 1945, à la dissolution des milices patriotiques et proclamaient « *un seul Etat, une seule armée, une seule police* », la Commune était la dictature du prolétariat dressée en face de

l'Etat bourgeois, la Garde nationale, le peuple en armes, se dressant contre l'armée versaillaise. Quant à la police, elle avait été abolie par la Commune...

Ce sont les faits. Et ils sont trop connus pour être travestis ou passés sous silence. Aussi faut-il, au mieux, les tirer à soi.

Quelle vision plate, édulcorée, les auteurs donnent de la première dictature du prolétariat !

« Que les citoyens, par leurs conseils, leurs commissions, leurs comités, gèrent leurs affaires le plus directement et le plus démocratiquement possible, c'était une vue très progressiste à laquelle la Commune proprement dite restera fidèle et qui constitue un de ses mérites historiques » (6).

En un mot, et déjà, une « *démocratie avancée* » (bien que l'expression ne soit jamais prononcée), une république de citoyens — et pourquoi pas la république des Ferry et des Gambetta prenant le relais de l'Empire autoritaire !

Dès lors, il n'y a rien de surprenant à affirmer que la Commune est « *un mouvement patriotique et national dans ses déterminantes les plus fortes* » ni à associer, aux yeux de « *l'élite du prolétariat mondial* », « *le sort de la France républicaine et celui de la classe ouvrière de Paris* » (7). En d'autres termes, une Commune républicaine et tricolore comme le discours de Jacques Duclos du 14 juillet 1935, bleu, blanc, rouge comme l'affiche du P.C.F. appelant, pour le 23 mars 1971, au meeting commémoratif de la Commune.

N. D.

(4) *Idem*, p. 378.

(5) *Journal officiel de la République française*, 21 mars 1871. Voir aussi la *Déclaration au peuple français* de la Commune, en date du 19 avril 1871.

(6) *O. c.*, p. 77.

(7) *O. c.*, p. 334.

## POUR LE CENTENAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

la S.E.L.I.O.

(Société d'Éditions, Librairie, Informations Ouvrières), 87, rue du  
Faubourg-Saint-Denis, 75 - Paris-10<sup>e</sup>. — Tél. PRO. 67-67 — C.C.P.  
31.697-97 La Source)

### VOUS PROPOSE :

● Karl MARX : la Guerre civile en France (petit classique, édition complète) .....	3,65 F
● P.-O. LISSAGARAY : Histoire de la Commune de 1871 ..	9,90 F
● Louise MICHEL : la Commune, histoire et souvenirs ....	12,00 F
● Jules VALLÈS : l'Insurgé .....	5,00 F
● Jules VALLÈS : la Commune de Paris .....	26,00 F
● Maurice DOMMANGET : Eugène Pottier .....	12,00 F
● Maurice DOMMANGET : Blanqui .....	9,50 F
● Maurice DOMMANGET : Edouard Vaillant .....	12,00 F
● Maurice DOMMANGET : l'Enseignement sous la Commune .....	9,80 F
● G. TALÈS : la Commune de 1871 .....	15,00 F
● Les Trente et Une séances officielles de la Commune (textes intégraux en fac-similé) .....	15,00 F
● Le Procès de l'Association Internationale des Travailleurs — (reproduction de l'édition de 1870 en fac-similé) ....	35,00 F
● Troisième procès de l'A.I.T. (idem 1870) .....	35,00 F
● L'A.I.T. Activité de la branche française (idem) .....	20,00 F
● J. DAUTRY, etc. : le Comité Central des 20 arrondissements de Paris .....	18,50 F
● J. GIRAULT : la Commune et Bordeaux .....	21,00 F
● F. RUDE : l'Insurrection lyonnaise .....	51,50 F
● A. OLLIVIER : la Commune (coll. Idées) .....	5,80 F
● J. RÉMY : la vie de Jean-Baptiste Clément .....	26,60 F
● J. RÉMY : la Commune à Montmartre .....	11,60 F
● E THOMAS : les Pétroleuses .....	15,60 F
● E. THOMAS : Rossel, vie et mort d'un chef militaire de la Commune .....	29,20 F
● J. CASSOU : les Massacres de Paris .....	9,00 F
● P. UDSKY : les Écrivains contre la Commune .....	14,80 F
● J. ROUGERIE : le Procès des Communards .....	9,00 F
● J. ROUGERIE : Paris libre 1871 .....	8,00 F
● J.-P. CHABROL : le Canon fraternité .....	35,00 F



# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 395

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

N° 395

## COMMUNE DE PARIS

### LE PEUPLE DE PARIS

### AUX SOLDATS DE VERSAILLES

#### FRÈRES!

L'heure du grand combat des Peuples contre leurs oppresseurs est arrivée!

N'abandonnez pas la cause des Travailleurs!

Faites comme vos frères du 18 mars!

Unissez-vous au Peuple, dont vous faites partie!

Laissez les aristocrates, les privilégiés, les bourreaux de l'humanité se défendre eux-mêmes, et le règne de la Justice sera facile à établir.

Quittez vos rangs!

Entrez dans nos demeures.

Venez à nous, au milieu de nos familles. Vous serez accueillis fraternellement et avec joie.

Le Peuple de Paris a confiance en votre patriotisme.

**VIVE LA RÉPUBLIQUE!**

**VIVE LA COMMUNE! AUX ARMES! EN AVANT!**

**3 prairial an 79. VIVE LA RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE!**

**LA COMMUNE DE PARIS.**